



**IMPÉRIALISME  
ET  
BUREAUCRATIE  
FACE AUX  
RÉVOLUTIONS  
DANS LE  
TIERS MONDE**

*Publié par " POUVOIR OUVRIER "*

T A B L E   D E S   M A T I E R E S

---

- INTRODUCTION : Remarques sur les contradictions du capitalisme, page I.
- Guerre et révolution au Vietnam, page 1.
- L'impérialisme se déchaîne, page 6.
- L'impérialisme et le Tiers-Monde, page 10.
- Peuvent-ils industrialiser le Tiers-Monde? page 17.
- Jusqu'où peut aller l'impérialisme en Asie? page 35.
- La Chine dans l'impasse? page 46.
- La Chine en crise, page 61.
- En Chine : L'armée contre les ouvriers et les paysans, page 70.
- En Chine, rien n'est tranché, page 74 bis.
- CONCLUSION.

-:-:-:-:-:-:-:-:-:-:-

# Introduction: Remarques sur les contradictions du capitalisme

Les textes que publie aujourd'hui "Pouvoir Ouvrier" sont des articles écrits entre 1965 et 1967 au gré des événements d'actualité. Comme tels, ils ne constituent pas une étude systématique et approfondie des problèmes qui s'y trouvent abordés, et, sur le plan de l'information proprement dite, ils n'apportent pas de faits nouveaux.

Leur projet était de dénoncer les mystifications qui obscurcissent les problèmes posés par la lutte des classes du Tiers Monde jusque dans les faibles minorités révolutionnaires qui survivent à la crise pratique et théorique du mouvement ouvrier.

D'un côté, en effet, les efforts d'auto-rationalisation qu'a accomplis le capitalisme depuis la deuxième guerre mondiale et les régulations qu'il a introduites dans son fonctionnement, ont provoqué un scepticisme très répandu sur les capacités du marxisme à rendre compte de la période actuelle.

L'idée de base de ces courants sceptiques est ici que le capitalisme parviendra finalement à donner, sur le plan mondial, des institutions capables de régulariser la croissance des forces productives, comme il l'a fait dans le cadre des Etats nationaux. A ces vues, qui ne sont au fond que l'acceptation de l'image que le capitalisme cherche à donner de lui-même, nous avons cherché à opposer la réalité du développement impérialiste. L'exploitation des pays sous-développés continue à nourrir l'accumulation du capital dans les pays avancés et se trouve liée à de puissants intérêts qu'aucun état capitaliste n'aurait le moyen de faire céder. Le développement des forces productives dans les états assujettis supposerait, de surcroît, un bouleversement des structures sociales qui ne peut s'accomplir que par la voie révolutionnaire: partout les oligarchies parasitaires, dont l'exploitation empêche la formation des marchés nationaux et le développement du capitalisme industriel, sont liées à l'impérialisme et, au besoin, défendues par ses forces militaires.

D'un autre côté, et d'une manière plus répandue et plus tenace, les différentes variantes idéologiques issues du stalinisme, font obstacle à l'interprétation marxiste de la réalité contemporaine. La mystification procède dans ce cas d'une incompréhension radicale de la nature des révolutions qui se sont accomplies en Chine, au Vietnam et à Cuba et des régimes qui se sont établis dans ces pays sous le vocable de socialisme.

Reprenant l'essentiel des conceptions qui avaient été développées dans "Socialisme ou Barbarie" dont "Pouvoir Ouvrier" a dû se séparer lorsque ce premier groupe a rompu avec le marxisme pour sombrer dans la décomposition idéologique - nous avons réaffirmé que les pays dits socialistes sont en réalité définissables comme des pays où s'est implanté un capitalisme bureaucratique. Dans les pays sous-développés où s'est accompli cette transformation l'incapacité

de la bourgeoisie à réaliser la tâche d'une révolution nationale démocratique et l'extrême faiblesse sociale et politique du prolétariat qui se trouve lui-même atrophié par le retard historique du pays et parfois, comme dans le cas de la Chine en 1949, largement décomposé par le chômage, aboutissent à une combinaison inédite de forces sociales et politiques. La guerre révolutionnaire menée contre le "féodalisme bourgeois" par les paysans, se donne une direction qui n'est ni la bourgeoisie ni le prolétariat, mais un appareil politico-militaire qui se constitue en s'amalgamant des cadres paysans, des petits bourgeois et, en nombre souvent infime, des ouvriers. La révolution qui se trouve ainsi réalisée a indiscutablement des traits positifs : le féodalisme agraire et l'usure se trouvent extirpés, la domination impérialiste renversée et les voies sont ouvertes pour le démarrage économique de la nation. Mais, en même temps, la monopolisation du pouvoir par la bureaucratie qui étatisé les moyens de production et d'échange et décide seule de l'usage qui sera fait du sur-produit créé par le travail des ouvriers et des paysans, laisse intact le rapport de domination du capital sur le travail. Les producteurs restent une simple force de travail et sont assujettis, sur les lieux du travail et dans toute la vie sociale, à n'être que les exécutants obéissants des tâches qui leur sont assignées par la volonté étrangère de la bureaucratie.

Quelle que soit la diversité de leur origine, leurs particularités nationales et les différences de niveau de développement de leur économie, les sociétés bureaucratiques présentent, dans tout ce qui fut le "bloc oriental" des similitudes profondes. Elles ne sont pas des sociétés en voie de transition vers le socialisme, mais des sociétés d'exploitation où le socialisme ne pourra naître que de l'action révolutionnaire des travailleurs se donnant comme but d'arracher à la bureaucratie la direction politique et économique de la société. Les luttes de classes qui se sont déroulées entre 1953 et 1957 en Allemagne Orientale, en Pologne, en Hongrie et même en Chine, attestent que ces sociétés sont potentiellement grosses de révolutions ouvrières et paysannes. Berlin, Poznan, Varsovie, Budapest, c'est-à-dire l'affrontement ouvert entre la bureaucratie et les travailleurs, et les premières tentatives faites par ceux-ci pour dresser face au pouvoir bureaucratique leur propre pouvoir, celui des Conseils, marquent un tournant dans l'histoire de la lutte des classes. Ce qui n'était jusque là que critique théorique du système bureaucratique et pronostic sur la dynamique latente de ses antagonismes internes, est devenu activité pratique du prolétariat et révolution sociale. Le pesant édifice idéologique élaboré par le stalinisme a, dès lors, accusé sa décrépitude. Sa ruine se poursuit lentement. Aussi bien la rupture sino-soviétique, dont les conséquences n'ont pas fini de s'amplifier, que l'ébranlement de l'hégémonie russe en Europe Orientale, et le nouveau cours international de la politique soviétique, s'expliquent en dernière analyse par la crise interne du système. La bureaucratie a réussi jusqu'ici à éviter de nouvelles explosions révolutionnaires, mais toute sa politique est désormais une fuite en avant effectuée sous la pression des masses qui sortent de leur inertie. Les régimes bureaucratiques sont désormais minés par des contradictions internes et une lutte des classes qui les contraint soit à dériver vers des arrangements avec l'impérialisme, soit, comme la Chine, à se précipiter dans une aventure aux conséquences imprévisibles.

L'issue de ces luttes de classes est d'une importance décisive pour le prolétariat international et les masses du Tiers-Monde. L'implantation de régimes bureaucratiques dans les pays sous-développés n'a pas seulement été conditionnée par des facteurs structurels qui déterminaient à la fois une atrophie sociale plus ou moins accentuée du prolétariat et une radicalisation de la petite bourgeoisie

dans l'impasse. L'incapacité de la classe ouvrière à diriger la guerre des paysans et son effacement derrière un appareil bureaucratique aux origines sociales composites est aussi le produit d'une situation conjoncturelle tenant aux illusions sur la nature de la société russe. C'est parce que les contradictions de classe du système bureaucratique n'avaient pas encore émergé en Russie et en Europe Orientale et que, par ailleurs, le prolétariat des pays avancés avait été lui-même incapable de produire des expériences révolutionnaires nouvelles et de prendre ses distances vis à vis du stalinisme, que les masses des pays sous-développés furent incapables de percer à jour les ambiguïtés de la politique de la Russie et des partis communistes ainsi que celles de leurs objectifs. Les appareils bureaucratiques des Partis Communistes purent, par suite, s'assurer une large base de masse et manipuler les luttes des différentes couches opprimées, pour parvenir au pouvoir et modeler une nouvelle société d'exploitation. Mais il est évident que, dans les années à venir, une situation entièrement nouvelle pourrait se dégager peu à peu, soit que la bureaucratie russe accentue son rapprochement avec l'impérialisme et en vienne à coopérer ouvertement au statu-quo mondial, soit que le prolétariat d'Europe Orientale, de Russie ou même de Chine, porte de nouveaux coups au régime bureaucratique et fasse ainsi, plus nettement encore qu'en 1956, apparaître sa nature de classe. La période pendant laquelle les partis communistes ou des formations qui s'inspiraient plus ou moins de leur mode d'organisation, de leurs méthodes d'action ou même de leur programme d'étatisation pseudo-socialiste ont pu exercer une emprise idéologique et politique très forte sur les mouvements des masses du Tiers Monde arrive vraisemblablement à épuisement.

Mais, de toute manière, les travailleurs des pays sous-développés ne peuvent pas résoudre les tâches du passage au socialisme dans un cadre national et séparément du prolétariat des pays avancés. La division de la société en classes antagoniques est déterminée par l'insuffisance du développement des forces productives et ne peut pas être dépassée par un pouvoir révolutionnaire sur la base d'une misère sociale généralisée. De quelque manière qu'on aborde le problème, la transition vers le socialisme reste insoluble si les révolutions restent circonscrites dans les pays sous-développés. Le processus de la révolution prolétarienne, ainsi que l'avaient montré les théoriciens de l'Internationale Communiste, est un processus mondial.

Mais il est évident aujourd'hui que la réalité s'est largement éloignée des pronostics historiques formulés par les fondateurs de l'I.C. à partir de l'analyse léniniste de l'impérialisme et de son fonctionnement. Le capitalisme des pays avancés est entré dans une phase d'expansion imprévue et de stabilisation économique et sociale assez remarquable, cependant que les luttes anti-impérialistes du Tiers Monde n'ont réussi ni à se transformer en révolutions ouvrières et paysannes ni à perturber le fonctionnement du capitalisme. Les révolutionnaires se trouvent en face d'un monde qui a subi de profondes transformations et, comme il était inévitable, la crise pratique du mouvement révolutionnaire s'est doublée d'une crise théorique profonde. Tandis que les uns figent la théorie révolutionnaire et cherchent en vain à comprendre la période présente à l'aide de schémas et d'analyses élaborés à partir de la période antérieure, les autres déclarent, pour des raisons d'ailleurs très diverses, que le marxisme est caduc et recherchent dans les philosophies de la bourgeoisie, et même dans son économie politique, les clefs de la connaissance révolutionnaire. Les uns comme les autres, qu'ils se crispent dans le passé ou s'immergent dans le présent, procèdent comme si l'histoire s'était arrêtée.

## LA CRISE DE 1930 ET LE PASSAGE AU CAPITALISME MONOPOLISTE D'ETAT

On ne trouvera ni dans cette introduction ni dans les textes qui suivent les réponses à tous les problèmes que pose la réactualisation de la théorie révolutionnaire. Celle-ci d'ailleurs, n'est pas une science de laboratoire. Elle dépend de l'activité pratique des travailleurs qui permet d'apercevoir de quelle manière les contradictions objectives du développement économique et social peuvent se charger d'un potentiel révolutionnaire capable d'introduire des ruptures dans la continuité historique et d'en faire surgir des orientations et un sens nouveau.

Le monde actuel n'est cependant pas vide de toute dynamique révolutionnaire. Il ne s'est pas déjà abîmé dans un au-delà de la période historique inaugurée par la naissance du capitalisme et dont Marx avait affirmé qu'elle portait en elle-même les contradictions permettant de dépasser la phase de l'exploitation de l'homme par l'homme. Tous ceux qui proclament que le marxisme est désormais caduc, devraient partir d'une analyse concrète du monde contemporain et démontrer que les déterminations de son développement sont radicalement différentes de celles qu'avait mise à jour l'analyse marxiste. Or, défaitistes, liquidateurs et révisionnistes n'ont jamais fourni cette démonstration, à moins qu'on ne tienne pour telle les fabrications éclectiques, aussi diverses que changeantes, qui foisonnent sur les confins de gauche de la pensée à la mode.

Quelles que soient leur diversité et les conclusions auxquelles elles aboutissent, ces idéologies ont pour point de départ une certaine représentation de l'actuelle période de développement capitaliste. Ne tenant compte ni des structures réelles et du mode de fonctionnement des différents capitalismes nationaux, ni de leurs inégalités de développement, ni de leurs antagonismes, ni des rapports qui relient l'impérialisme aux pays sous-développés et aux pays de l'Est, c'est-à-dire isolant un capitalisme abstrait de ses insertions fonctionnelles dans l'économie mondiale, la pensée révisionniste opère sur un monde imaginaire. C'est à partir de ce qui est proprement une mutilation parfaitement arbitraire de la réalité qu'il s'agirait de comprendre, qu'elle dépose sa conclusion essentielle : les transformations qui, entre les années trente et cinquante, se sont inscrites dans les structures du capitalisme mettent un terme définitif à l'époque au cours de laquelle le développement capitaliste s'opérait en fonction de lois objectives.

En contestant cette conclusion abusive, nous n'entendons pas, bien sûr, affirmer que le processus historique est réductible à l'action de ces lois, ni que celles-ci opérant en elles-mêmes peuvent être comprises séparément de la totalité historique, mais qu'elles s'y trouvent intégrées, contribuent à donner sa forme et son contenu à la pratique des classes antagoniques et à leur lutte, et constituent une des composantes par rapport auxquelles s'ordonne la dynamique globale de l'histoire. Le matérialisme historique n'est certes pas un déterminisme économique, mais une conception qui déracine la pratique des classes des contradictions du développement économique n'est elle-même que l'envers idéaliste de l'économisme. La structure de la théorie marxiste de l'histoire est l'expression nécessaire de la structure du développement capitaliste lui-même. C'est seulement avec la réalisation du socialisme que le processus historique subira une

mutation qualitative telle qu'il cessera d'avoir les dimensions d'une réalité, produite certes par la pratique des hommes, mais en même temps extérieure et supérieure à leur volonté.

En contestant que le capitalisme soit parvenu à un stade d'auto-régulation définitive, on n'entend pas davantage affirmer qu'il fonctionne toujours comme en 1930. Mais encore ne faut-il pas raconter n'importe quoi au sujet des transformations qu'il a subies.

En premier lieu, l'économie des différents pays capitalistes ne se trouve nullement intégrée dans un ensemble unifié et les classes dirigeantes de ces pays n'ont pas fusionné pour dépasser le cadre national. Il est vrai que la concentration internationale du capital se poursuit et que les états capitalistes se sont donnés divers organes de coordination internationale du développement. Mais contrairement, le passage au capitalisme monopoliste d'Etat a renforcé l'intégration de chaque économie nationale dans son propre cadre, et chacune d'elles tend à devenir un tout qui entre en compétition avec les autres pour le partage de la plus-value mondiale. Les luttes concurrentielles opposent de plus en plus non pas seulement des firmes privées, mais des états et des groupes d'états, et elles s'inscrivent dans une stratégie décidée au niveau du gouvernement national. Les antagonismes qui, depuis la fin de la guerre froide, fissurent l'ancien bloc occidental, montrent que les liens qui s'étaient tissés entre états capitalistes avaient surtout un caractère conjoncturel et que l'ajustement de leurs intérêts est resté extrêmement fragile.

Dans ces conditions, la permanence de la concurrence internationale, ainsi que celle des inégalités de développement et des rythmes de croissance, suffisent à assigner des limites à l'action de chaque état en vue de programmer le développement national. Cette programmation ne peut s'effectuer qu'en fonction de données qui s'établissent sur le marché mondial, varient avec les pulsations de la concurrence internationale et, comme telle, s'imposent à la classe dirigeante de chaque pays comme des données objectives. L'Etat et la bourgeoisie françaises ne sont pas du tout libres, par exemple, d'augmenter le pourcentage du produit national affecté à la consommation des travailleurs, ou bien encore de réduire la durée et les rythmes du travail, sous peine de se faire distancer dans la course au profit et de subir de très graves dommages. Chaque état capitaliste se trouve, à peu de chose près, dans la situation où se trouvait l'entrepreneur du capitalisme classique, qui n'était que l'instrument d'une accumulation dont les rythmes lui étaient imposés par la concurrence.

Par ailleurs, si la concurrence et la lutte pour le profit demeurent la détermination du développement de la production capitaliste sur le plan international, il n'en va pas différemment dans le cadre de chaque état capitaliste. Le passage au stade du capitalisme monopoliste d'Etat ne signifie nullement que l'économie capitaliste soit parvenue au-delà de la concurrence et de la lutte pour le profit. Le capitalisme monopoliste d'Etat a été, au contraire, la réponse que les monopoles et l'appareil d'Etat ont donné à la crise de l'économie de profit afin de lui permettre de poursuivre son développement.

On sait comment la crise commencée en 1929, et dont les symptômes étaient une surproduction chronique et mondiale de marchandises et de capitaux, fut finalement surmontée. Tandis que, à l'issue de la deuxième guerre mondiale, des

destructions d'une ampleur sans précédent, le vieillissement et l'usure de l'outillage, ainsi que le déclenchement d'une révolution technologique créaient les conditions d'un redémarrage de l'économie, l'Etat se donna dans tous les pays -quoique sous des formes assez diverses- les moyens de susciter une demande additionnelle et des occasions d'investir chaque fois que l'activité économique accusa des signes de fléchissement. En même temps, par différents moyens techniques -comptabilité nationale, contrôle du flux des capitaux, programmation indicative des investissements, politique des revenus, etc- le caractère anarchique de la production pour le marché a été très fortement atténué.

Mais l'Etat n'est pas pour autant devenu un organisme dictant despotiquement ses décisions aux dirigeants de la production capitaliste et les astreignant à exécuter ses propres objectifs. Les mesures de toutes sortes qui constituent la politique économique de l'Etat, ne sont pas élaborées séparément des groupes monopolistes, et encore moins d'une manière discordante à la stratégie du profit que poursuivent ces groupements. Or, cette stratégie elle-même s'organise en fonction de la concurrence qui continue à opposer les groupements monopoleurs aussi bien sur le plan intérieur que sur le plan international.

Le capitalisme monopoliste d'Etat n'est pas la négation partielle du capitalisme monopoliste, mais l'instrument de sa consolidation, de l'expansion de ses profits et de leur maximation. En fait, tout le système fonctionne par le biais d'un transfert constant de plus-value vers les secteurs monopolistes et notamment par le moyen d'entreprises étatisées ou de sociétés mixtes au sein desquelles le capital d'Etat participe à la création de plus-value en ne réclamant pas pour lui-même de profit ou en se contentant de profits inférieurs au taux moyen.

Le développement d'un secteur public ou semi-public constitue la solution historiquement nouvelle que le capitalisme a donné au problème de la réalisation des sur-profits monopolistes à partir de la réapparition d'une surproduction générale de marchandises et de capitaux telle qu'elle s'était manifestée de nouveau dans les années trente.

La tendance du développement capitaliste à produire une sur-accumulation de capitaux ne date pas des années trente. Marx, et surtout Lénine, avaient expliqué le passage à l'impérialisme et l'exportation des capitaux à partir de ce phénomène de sur-accumulation. Effectivement, ce sont les placements effectués dans les pays neufs qui avaient permis un redémarrage de la croissance après la longue phase dépressive des années 1874-1896. Le capitalisme monopoliste avait alors trouvé une issue extérieure aux contradictions de son développement dans les pays avancés et aux tendances stagnationnistes qui en étaient résulté.

Mais, lorsqu'en 1930, la sur-accumulation aboutit à une nouvelle phase dépressive, le phénomène avait pris, en même temps que le capitalisme passé au stade impérialiste, une dimension mondiale, et les territoires sous dépendance ne pouvaient plus absorber les excédents de capitaux. Indépendamment des autres conditions du redémarrage dont on a déjà parlé, la prise en charge par l'Etat, directement ou non, de toute une série de branches de la production qui fonctionnèrent dès lors avec des profits faibles ou nuls, ou même de façon déficitaire, et cessèrent par là d'entrer dans le système général de la péréquation du taux de profit, joua un rôle analogue à celui qu'avait précédemment joué le développement des exportations

de capitaux. L'émergence du capital d'Etat permit aux monopoles de retrouver l'occasion de réaliser des surprofits. La sur-capitalisation trouva cette fois une solution interne, dans le cadre des pays avancés, et le secteur d'Etat -public ou semi-public- devint aussi indispensable au fonctionnement du capitalisme que l'avait précédemment été la domination de "chasses gardées" impérialistes.

On veut seulement souligner par là que les contradictions du développement capitaliste s'inscrivent dans une histoire. Les crises sont à la fois l'expression de l'aggravation des contradictions et le moment où ces contradictions se résolvent. Comme telles, elles trouvent leur solution dans une mutation historique des structures du capitalisme et de son mode de fonctionnement. Les contradictions qui réapparaissent après que se soit opéré le passage critique d'une phase du capitalisme à une autre ne sont pas identiques à elles-mêmes, car elles ne sont pas séparables des structures concrètes, transformées, au sein desquelles elles opèrent. La dépression qui commence en 1874 se résoud dans le passage du capitalisme concurrentiel au capitalisme monopoliste et impérialiste. La dépression qui commence en 1930 intervient dans un univers capitaliste qui est autre, ne serait-ce que dans la mesure où l'impérialisme a attiré le monde entier dans l'orbite du capital, et elle trouve sa solution dans le passage à une autre étape du capitalisme : le capitalisme monopoliste d'Etat.

A partir de là, tous ceux qui avertissent les marxistes qu'ils ont tort d'attendre une nouvelle crise de 1930 ont sans doute raison : les moyens que le capitalisme s'est donné pour surmonter cette crise sont désormais et irréversiblement incorporés à son fonctionnement normal, tout comme l'avait été à l'étape précédente la politique impérialiste.

#### LES CONTRADICTIONS DE LA NOUVELLE PHASE DU CAPITALISME

Mais cette constatation ne suffit nullement à prouver que le capitalisme se trouve désormais et par avance armé pour faire face aux contradictions de son développement ultérieur. Une telle conception repose sur des présuppositions qui consistent au fond à abstraire les contradictions du contexte historique dans lequel elles opèrent et à postuler de façon entièrement arbitraire que les contradictions actuellement en voie de développement sont identiques à celles d'hier ou que, en d'autres termes, le capitalisme monopoliste d'Etat fonctionne en restant perpétuellement semblable à lui-même. Une telle vue des choses serait sans doute légitime si on se trouvait en face d'un régime qui, s'étant immobilisé dans une simple répétition de la production, se trouverait pétrifié dans un système de relations sociales immuables. Mais ce n'est certainement pas le cas du capitalisme actuel qui connaît au contraire un développement extrêmement rapide de la production et est en train de bouleverser les techniques d'une manière si profonde qu'il est parfaitement acceptable de parler à ce propos de "révolution technologique". Tout le problème serait précisément de savoir si dans l'actuelle phase du capitalisme, et du fait même que la croissance s'accompagne d'une révolution technologique dont les effets vont culminer dans l'automatisation, et qui de toute manière accroît d'une manière sans précédent l'importance du capital fixe, de nouvelles contradictions ne sont pas en voie de développement.

Sans doute ces techniques de pointe ne pénétreront-elles pas d'un seul coup dans toutes les branches de la production et même ne seront-elles d'abord adoptées

que de manière limitée et partielle dans les grandes unités de production. A toutes les étapes du capitalisme, les bouleversements technologiques théoriquement possibles ne sont entrés dans la réalité qu'avec un certain retard dû à la nécessité de concentrer et de centraliser au préalable suffisamment de capitaux pour procéder au renouvellement et à l'augmentation du capital fixe. Mais même si elle ne produit pas immédiatement la totalité de ses effets, la révolution technologique en cours posera de proche en proche les plus graves problèmes au capitalisme.

Cette révolution technologique n'est pas seulement la continuation de la tendance séculaire à l'élévation de la composition organique du capital. Elle en constituera un noeud d'accélération ; elle en sera la réalisation jusqu'au point où le processus, par son ampleur même, prendra une signification qualitativement différente.

Une des conséquences de l'élévation de la composition organique du capital devait être, selon Marx, l'apparition d'une armée industrielle de réserve. Les liquidateurs proclament hardiment, en prenant comme toujours le présent pour l'éternité, que Marx a commis à ce propos une erreur manifeste. L'observation statistique de l'évolution de l'emploi ne permet cependant pas des conclusions aussi simplistes. Le chômage ne reste négligeable que pour autant que les taux de la croissance globale sont plus élevés que ceux de la productivité ou que, en d'autres termes, l'expansion est surtout extensive, comme c'est le cas en Europe. Mais aux Etats-Unis, où l'évolution technologique est beaucoup plus avancée et où l'expansion s'opère davantage de manière intensive, on peut faire des constatations tout à fait différentes. Depuis 1946, le chômage industriel n'est jamais tombé au-dessous de 3 % de la population active et il s'est parfois élevé jusqu'à 5 et 8 % de cette population. Chaque fois que l'augmentation de la productivité a coïncidé avec un ralentissement, même faible, de la progression de l'expansion, la courbe du chômage a nettement monté. On a pu établir qu'en moyenne la fabrication d'un même volume de production nécessite 3 % de main d'oeuvre en moins tous les ans. Cela signifie que le capitalisme le plus avancé du monde ne parvient à empêcher une extension du chômage qu'en maintenant des rythmes de croissance élevés et que, pour l'avenir, à mesure que la révolution technologique entrera en application, il faudra, pour éviter qu'une fraction de plus en plus importante de la population devienne sans emploi, accélérer continuellement les rythmes de l'expansion. Or, il est loin d'être évident que cette accélération de la croissance selon les proportions nécessaires soit inconditionnellement possible pendant très longtemps.

Dès l'étape présente, le capitalisme ne reste en état d'équilibre dynamique que dans la mesure où l'Etat impulse continuellement la croissance, d'une part en stimulant la propension à investir par des mesures qui assurent les surprofits monopolistes, d'autre part en compensant les tendances récessionnistes par la création d'une demande additionnelle, toutes choses qui ne sont possibles que dans la mesure où l'Etat s'approprie d'une façon ou d'une autre une fraction importante de la plus-value sociale. A considérer son fonctionnement, le capitalisme monopoliste d'Etat est tout autant qu'un capitalisme sans crise, un capitalisme en état de crise constamment corrigée par une politique d'intervention publique qui est devenue institutionnalisée.

Mais l'efficacité actuelle des stimulations étatiques de la croissance ne permet pas de préjuger de leur efficacité future. Cela ne serait vrai que si toutes

choses restaient égales. Or, l'expansion actuelle du capitalisme s'accompagnant de l'élévation de la composition organique du capital, les stimulations étatiques devront prendre une ampleur croissante. D'abord parce que la nécessité, qui déjà domine tout le fonctionnement du système, de transférer constamment de la plus-value publique vers les secteurs monopolistes pour qu'ils puissent réaliser les surprofits nécessaires à l'accumulation, deviendra encore plus pressante à mesure que l'évolution de la technologie accroîtra l'importance du capital fixe. Ensuite, parce que la production compensatrice organisée par l'Etat pour contenir les tendances dépressives, s'effectuant elle-même sur la base d'une composition organique plus élevée, créera relativement moins d'emplois supplémentaires et devra donc être organisée sur une échelle toujours plus vaste nécessitant des moyens financiers toujours plus importants.

Le maintien des taux de l'expansion, et bien davantage encore leur augmentation, supposent donc que l'Etat procède à un accroissement de la fraction de la plus-value qu'il s'approprie pour financer sa politique économique. Tout le problème est alors de savoir si cet accroissement est indéfiniment possible, selon les proportions nécessaires, dans le cadre du capitalisme monopoliste d'Etat.

L'Etat peut augmenter ses ressources par l'emprunt ou l'aggravation de la pression fiscale, l'emprunt aboutissant d'ailleurs finalement au renforcement de la fiscalité. Mais, compte tenu des rapports de force qui existent entre les classes et de la manière dont fonctionne effectivement le système, une augmentation de la fiscalité doit inévitablement se heurter à un certain nombre de résistances plus ou moins rigides. Dès la phase présente, le capital monopoliste jouit d'importants dégrèvements fiscaux qui font en réalité partie de la politique gouvernementale de subvention des surprofits nécessaires à l'accumulation du capital. Une taxation croissante des bénéficiaires des groupes capitalistes les plus puissants signifierait une inversion du sens de la politique économique : au lieu de soutenir le taux des profits monopolistes, l'Etat exercerait une action qui tendrait à contenir son relèvement ou même à le déprimer. Reste la possibilité de taxer les couches intermédiaires et les salariés. Mais faire peser sur ces couches une fiscalité de plus en plus oppressive n'est pas non plus une possibilité qui va de soi, ne serait-ce que parce qu'une telle politique, entravant et même à la limite bloquant le relèvement du niveau de vie, se heurterait à une résistance sociale et politique des couches qui en supporteraient les effets. A moins que ne soit établi un régime de terreur brisant toute opposition, rien ne prouve qu'à travers les fluctuations de la lutte sociale et les rapports de force changeants, qui s'établiraient, l'Etat ait, au moment voulu et dans les quantités voulues, la possibilité de dégager par l'impôt les ressources supplémentaires nécessaires au financement de sa politique économique.

A défaut de pouvoir accroître suffisamment ses ressources par des ponctions opérées sur les revenus des contribuables, l'Etat pourrait, en principe tout au moins, incorporer au secteur public non plus des branches de la production ne réalisant que des profits faibles ou nuls, mais des branches rapportant des profits élevés. Mais tout comme une taxation croissante des profits, une telle pratique équivaldrait à un renversement de la signification sociale de la politique économique de l'Etat : une extension graduelle du secteur public à des activités rentables, se réaliserait comme un rétrécissement de la sphère d'application du capital monopoleur, de sorte que les rapports du capital d'Etat et de ce même capital monopoleur ne tarderaient pas à se situer sur un plan antagonique.

Il ne suffit pas de répéter jusqu'à satiété que l'Etat intervient et interviendra de plus en plus dans le fonctionnement du capitalisme. Une intervention croissante de l'Etat exige une augmentation de la fraction de la plus-value dont l'Etat doit disposer pour financer cette intervention. Or, pour peu qu'on abandonne le ciel des abstractions où tout est toujours possible pour se placer sur le terrain de la société réelle, en tenant compte de la nature de l'Etat, de ses rapports avec les groupes monopoleurs et de leur force, comme aussi de celle de la masse des salariés et de son impact sur la vie sociale et politique, la capacité de l'Etat à dégager toujours les ressources nécessaires pour animer et accélérer l'expansion cesse d'être évidente. Le fait qu'on ait assisté depuis 1930 à l'émergence d'un secteur public ou semi-public, ne permet pas, en particulier, de penser que le capital d'Etat ait, à volonté, la latitude de s'étendre graduellement. Les rapports entre le développement du capital monopoleur et du capital d'Etat s'inscrivent dans une dialectique. En franchissant un certain stade critique de son développement quantitatif, le capitalisme d'Etat jouerait un rôle qualitativement différent par rapport au fonctionnement global de la société. Il deviendrait, non plus, comme il l'a été jusqu'ici, l'auxiliaire nécessaire de la consolidation et de l'expansion du capitalisme monopoleur, mais son concurrent et sa négation graduelle. Or, le passage d'une étape au cours de laquelle le capital d'Etat servait à maximiser les profits des monopoles et à faciliter l'accumulation du capital privé, à une étape au cours de laquelle le capitalisme d'Etat tendrait à déprimer les profits du capitalisme privé, à le repousser vers des activités marginales et entamerait en fait son processus de liquidation, ne peut certainement s'opérer sans crises et sans luttes.

Rien de ce qu'on peut dire, à ce propos, sur les transformations en cours des couches dirigeantes et de l'Etat n'autorise une telle conclusion. Il est vrai qu'avec les progrès de la concentration, la propriété et la fonction capitalistes tendent à se dissocier et qu'à la tête des grandes sociétés se sont constitués des appareils bureaucratiques de direction et de gestion. Il est vrai aussi qu'à mesure que l'Etat a été amené à contrôler le processus économique, il a pris la contexture d'un appareil bureaucratique beaucoup plus développé que par le passé. Mais ni la bureaucratie des entreprises ni celle de l'Etat ne sont opposées à la bourgeoisie et aux oligarchies financières et industrielles, ni même entièrement distinctes d'elles. Les bureaucrates qui dirigent la production ne sont pas seulement des salariés mieux payés que les autres. Outre qu'ils sortent de la bourgeoisie dans leur presque totalité, ils possèdent ou se constituent de solides fortunes privées. Ces fortunes - pas plus du reste que celles des hommes d'affaires proprement dits, banquiers, financiers, spéculateurs, etc... - ne sont investies dans une seule firme et ce n'est pas en raison de la quantité d'actions qu'ils possèdent dans cette firme que les bureaucrates se trouvent placés à la tête de ses organismes dirigeants. Ce sont leurs capacités et leur efficacité qui ont servi de critère à leur sélection. Mais cela ne les empêche pas de se constituer, comme tous les autres capitalistes, des portefeuilles de valeurs qui leur permettent de participer aux profits réalisés par divers "groupes financiers" qui intègrent aussi bien des entreprises industrielles très différentes, que des organismes de spéculation, des banques, des compagnies d'assurances, des sociétés de construction immobilière, des chaînes de grands magasins, etc... Le capitalisme financier, avec ses traits spéculatifs et parasitaires tels que Lénine les avait décrit n'a pas disparu et les couches bureaucratiques se trouvent imbriquées dans ses activités et par là reliées aux structures et au fonctionnement du capitalisme de cette phase et aux puissants intérêts qui en dépendent.

De son côté, la bureaucratie d'Etat, dont il ne faut d'ailleurs pas exagérer la densité sociale, ne peut être tenue pour l'embryon d'une nouvelle couche aspirant à mettre en place une économie étatisée. Les bureaucrates de l'Etat se conçoivent comme les gardiens des intérêts généraux du capitalisme monopoliste, ce qui n'exclut pas que des frottements puissent se produire entre l'Etat et telle ou telle couche de la bourgeoisie. Ils sont, dans pas mal de cas, les fondés de pouvoir des groupes capitalistes les plus puissants dans l'appareil d'Etat, ou bien, ce qui revient au même, ils se laissent "intéresser" aux succès des grandes affaires.

La concentration capitaliste a diversifié les classes dominantes, fait surgir en même temps que de nouvelles fonctions de nouvelles catégories et transformé les formes de leur participation à la propriété privée et au profit. Elle n'est pas identifiable à un processus qui tendrait graduellement et automatiquement à effacer la propriété privée, à dissoudre les liens entre les différentes couches dominantes et les formes de la production privée pour le profit et à faire de l'Etat une force indépendante du capital monopoleur. L'évolution économique, sociale et politique en cours ne conduit pas d'un côté à une désagrégation des structures monopolistes du capitalisme et à un dépérissement de la puissance des groupes monopoleurs et de l'autre côté à l'émergence d'un appareil d'Etat qui aurait à lui seul la puissance de conduire, en temps voulu, sans crise et sans lutte la société d'exploitation vers le capitalisme d'Etat. Le développement historique du capitalisme n'est pas ainsi régi par une rationalité providentielle qui ferait que le système produirait en même temps que des contradictions, la claire conscience des moyens de surmonter ces contradictions et les forces sociales et politiques capables de faire prévaloir, sans délai, les solutions adéquates. A considérer la société et l'Etat tels qu'ils sont et deviennent, il est évident que le passage à l'étatisation supposerait tout un ensemble de transformations de l'Etat, de sa nature, de la représentation que la société a de ses fonctions, des idées qu'elle se fait d'elle-même, des relations qui existent entre cet Etat et les classes dominantes et aussi toute une restructuration de ces classes elles-mêmes, de leurs conceptions et de leurs idéologies qui ne s'accompliraient pas sans que se produisent des résistances, des blocages, des conflits politiques et des antagonismes entre classes et fractions sociales etc... s'étendant sur toute une période. Imagine-t-on les U.S.A. où la puissance des trusts pèse d'un poids écrasant sur l'Etat et l'administration, où toute la société y compris une bonne part du prolétariat sont entretenus dans une peur de l'étatisme qui est devenue un réflexe de la conscience nationale, entreprenant de passer au capitalisme d'Etat sans qu'auparavant tout l'équilibre social n'ait été profondément perturbé et les idées reçues longuement usées et transformées ?

Sans doute est-il légitime de penser qu'aux U.S.A. ou n'importe où, la résistance des monopoles à l'étatisation s'affaiblirait et finirait par apparaître comme irrationnelle aux classes dominantes elles-mêmes s'il devenait manifeste que le système d'exploitation ne peut plus fonctionner dans le cadre de la production privée : une grande partie des éléments dirigeants s'intégrerait alors probablement aux étages supérieurs de la hiérarchie bureaucratique qui s'organiserait sur la base de l'étatisation de l'économie. Mais c'est là supposer que les contradictions du capitalisme monopoliste d'Etat ont déjà profondément ébranlé le système et rendu évidente son incapacité à fonctionner comme tel. Le passage au capitalisme d'Etat finirait peut-être alors par s'imposer comme l'ultime moyen de faire exister une société d'exploitation et à condition, toutefois, que les

travailleurs n'ait pas réussi, à la faveur des difficultés auxquelles serait parvenu le capitalisme, à mettre un terme à son existence. Mais de toute manière, le passage à l'étatisation se réaliserait alors non pas avant la crise et comme moyen de la prévenir, mais à la suite de la crise et comme moyen de la surmonter.

Mais tout cela revient à dire que, pour la raison même qu'il s'est donné les moyens d'impulser un développement des forces productives d'une vigueur exceptionnelle, le capitalisme fonctionne en produisant à travers même sa phase actuelle d'expansion, les conditions de nouveaux déséquilibres. La soif croissante de plus-value qui s'empare des monopoles, à mesure que l'importance du capital fixe grandit, s'empare aussi de l'Etat à mesure que sa politique économique exige des moyens financiers de plus en plus importants. A plus ou moins long terme, l'action correctrice permanente que les pouvoirs publics doivent exercer pour compenser les contradictions de l'accumulation et impulser une croissance régularisée, exigera une telle dilatation du capital d'Etat que celui-ci devra déborder sur les activités où le capital monopoleur trouve la source de ses surprofits.

La société et l'économie capitalistes se trouveront alors au seuil d'une période de transformations critiques car les conditions ne seront pas nécessairement et immédiatement données pour que l'Etat puisse surmonter sans hésitations et sans délai les résistances et les freinages que les monopoles opposeront à une politique qui serait l'inauguration de leur affaiblissement et de leur disparition. C'est pourquoi la perspective subsiste de voir l'actuelle période d'expansion des forces productives déboucher sur des antagonismes sociaux et politiques qui en enrayant, même de manière transitoire, le développement des moyens nécessaires pour que l'Etat procède à l'équilibration dynamique de la croissance, ouvriront la route à un dérèglement de l'économie.

Marx avait mis à la base de toute sa conception du processus historique du capitalisme et de la révolution prolétarienne, l'idée que le développement des forces productives entrera en contradiction avec le cadre dans lequel il s'opère. Les défaites subies depuis 40 ans par la révolution ont permis au capitalisme de subsister beaucoup plus longtemps que ne l'avaient pensé les théoriciens marxistes. Mais le pronostic marxiste n'est pas infirmé pour autant. Le capitalisme monopoliste d'Etat est parvenu à réanimer la croissance des forces productives, mais à plus ou moins long terme leurs dynamismes entreront en contradiction avec les structures sociales et les superstructures politiques de cette phase du capitalisme.

#### LA LUTTE DES CLASSES ET LES LIMITES DE LA STABILISATION DU SYSTEME

Cette perspective de crise inscrite dans le fonctionnement du système ne suffit certes pas à fonder les prémisses d'une révolution prolétarienne. Toute l'expérience historique prouve qu'à défaut d'une intervention révolutionnaire victorieuse du prolétariat, la société d'exploitation finit par surmonter les crises qu'elle produit, en opérant un certain nombre d'auto-transformations. Il n'y a aucune raison de penser qu'il n'en irait pas de même pour le capitalisme monopoliste d'Etat si le prolétariat des pays avancés et les masses du Tiers Monde restaient inertes face aux contradictions du système et à ses dérèglements à venir.

Mais précisément parce qu'il est assoiffé de plus-value, qu'il ne peut éviter les poussées de chômage qu'en accélérant l'expansion et par conséquent en capitalisant toujours davantage de plus-value, le capitalisme de la "prospérité" est destiné à alourdir sans trêve ni cesse l'exploitation du travail, aussi bien dans les pays avancés que dans le Tiers Monde, et par là même à susciter les réactions antagoniques du prolétariat des pays avancés et des masses des pays vassalisés.

Dans des proportions beaucoup plus importantes qu'on ne l'a souvent dit, l'exploitation impérialiste des anciens territoires coloniaux ou semi-coloniaux permet de transférer de la plus-value vers les grands états capitalistes où elle nourrit l'accumulation et compense dans une certaine mesure les tendances à la dégradation de la rentabilité. Mais ce processus développe des tendances contradictoires. L'exploitation des pays arriérés entraîne une sous-accumulation chronique du capital dans ces pays, qui constitue une des déterminations, entre autres, de leur incapacité à opérer un démarrage économique. Par son fonctionnement, l'impérialisme tend ainsi à porter à l'extrême les inégalités mondiales du développement : la richesse des pays avancés se nourrit en partie de la misère du Tiers Monde et y détermine les conditions d'une instabilité politique permanente. Sans doute la lutte des classes dans les pays du Tiers Monde dépend-elle, comme partout ailleurs, des rapports de force changeants entre les classes et les états. La substitution d'états nationaux à la domination coloniale directe, le cours de plus en plus conciliateur de la politique de l'URSS et des partis communistes, la crise chinoise et ses prolongements possibles, les insuccès internationaux du maoïsme, la politique de terreur massive pratiquée au Vietnam par les Etats Unis vont probablement marquer une phase d'arrêt ou en tout cas de ralentissement dans le processus révolutionnaire du Tiers Monde. Mais compte tenu de la poussée démographique qui affecte la plupart des régions sous-développées et de l'incapacité des classes dirigeantes liées à l'impérialisme à briser le cycle du sous-développement, il est peu probable qu'une stabilisation de longue durée puisse se produire dans les pays vassalisés : des centaines de millions d'hommes ont découvert que la faim et la misère loqueteuse n'étaient ni générales ni naturelles et, pour eux, l'époque d'une résignation séculaire touche à sa fin. L'impérialisme ne pourra pas durablement aggraver le pillage du Tiers Monde pour alimenter l'accélération de son expansion sans se heurter au barrage de la lutte des classes.

Il est vrai que la crise que subissent les états bureaucratiques peut inciter à se demander si le capitalisme ne finira pas par trouver dans les pays de l'Est, et finalement en Chine même -dans le cas où la politique maoïste aboutirait à des difficultés économiques encore plus profondes- de nouveaux champs d'application de son exploitation. Bien qu'à des degrés très divers, l'URSS, les Démocraties Populaires et la Chine manquent de capitaux et déjà les états de l'Est européen se sont vus contraints de solliciter des crédits et même des prises de participation de capitaux étrangers à leurs entreprises. Mais on ne peut pas considérer pour autant qu'un processus de réintégration des états bureaucratiques dans le fonctionnement mondial du capitalisme ait commencé. Cela supposerait de profondes transformations internes du système bureaucratique qui ne sont pas présentement acquises. Peut-être verra-t-on au cours des années à venir les couches dirigeantes des entreprises et les catégories techniciennes de l'Appareil s'émanciper de la tutelle rigide de la bureaucratie centrale et se subordonner

l'Etat sur la base d'une économie au sein de laquelle se combineraient une planification indicative et le marché. Si une telle évolution se réalisait, les classes dirigeantes et le fonctionnement de l'économie des pays de l'Est ne se distingueraient plus que par des traits secondaires de ceux des pays occidentaux. Le capital international n'aurait alors vraisemblablement aucune raison, pour peu qu'il y trouve son profit, de ne pas coopérer au développement de l'économie de semblables pays. Mais tant que le système bureaucratique reste, pour l'essentiel, semblable à lui-même, le capital étranger n'ira pas s'investir de manière massive dans les pays de l'Est. D'abord parce que la sécurité des placements n'est pas garantie, et surtout parce que les gouvernements impérialistes, en tant que gardiens des intérêts à long terme du capitalisme occidental, feront obstacle à une politique qui équivaldrait à aider la bureaucratie à surmonter ses difficultés présentes sans s'être assuré que dans une conjoncture plus favorable elle ne reprendrait pas sa compétition mondiale avec l'impérialisme. Mais en admettant même que les états bureaucratiques soient dans les années à venir secoués par des crises aboutissant à leur affaissement devant l'impérialisme et à leur réintroduction dans le circuit mondial du capitalisme, ils ne retomberaient pas pour autant au rang de pays sous-développés servant de champs d'extraction d'une plus-value qui irait ensuite alimenter l'accumulation des pays impérialistes. Cela est évident pour les Démocraties populaires d'Europe et pour l'URSS, qui prendraient tout simplement rang parmi les pays capitalistes de type avancé. Quant à la Chine elle-même, elle ne retournerait certainement pas à l'époque où l'impérialisme pouvait la piller à merci. La diplomatie de la canonnière et l'époque où le capital impérialiste pouvait pressurer à volonté les peuples assujettis supposaient chez ces peuples un état social et une inertie qui sont définitivement révolus. La possibilité pour le capitalisme de résoudre ses contradictions par l'expansion externe appartient au passé : en envahissant la terre toute entière à la fin du siècle dernier, le capitalisme a irrévérablement arraché les peuples qu'il a assujettis à leur sommeil historique.

C'est donc du prolétariat des pays impérialistes aux-mêmes que le capitalisme doit aussi extraire les quantités croissantes de plus-value nécessaires à l'entretien et à l'accélération de son expansion. Depuis plus de 15 ans, les travailleurs des pays avancés ont réussi à obtenir un relèvement de leur niveau de vie beaucoup plus important et durable que dans toutes les autres phases du capitalisme. Les "bienfaits de l'expansion" sont, bien sûr, très inégalement répartis, une large partie de la masse laborieuse n'accède qu'à un standing élémentaire, les augmentations de salaire ne sont pas obtenues sans lutte et, périodiquement, les inégalités de développement et les compétitions concurrentielles conduisent tel ou tel capitalisme national à bloquer durement le relèvement du niveau de vie : les grèves, les lock-out et l'intervention brutale des forces publiques contre les travailleurs n'appartiennent nullement au passé. Il reste qu'en longue période, l'élévation du niveau de vie des masses laborieuses ne peut pas durablement rester en retrait sur l'augmentation de la production, car il en résulterait des tendances récessionnistes d'autant plus fortes que, dans la société moderne, une fraction croissante de la population est constituée par des salariés. Bien plus, le capitalisme des pays les plus avancés utilise toute une gamme de conditionnements psychologiques pour inciter à la consommation, diversifier les besoins, répandre et mieux faire désirer les types de vie matérielle nécessaires à la vente de ses produits. Le temps n'est plus où les Eglises dénonçaient comme indigne des hautes fins spirituelles de l'homme l'importance exagérée que les ouvriers misérables attachaient à l'acquisition de biens matériels. C'est le Pape lui-même qui déclare

que chacun a droit à avoir "sa place au banquet de la vie", et toute l'idéologie de la société capitaliste secrète l'idée que le système est en train d'atteindre un niveau de richesse tel qu'il lui sera désormais possible d'augmenter indéfiniment le niveau de vie des travailleurs.

On peut dénoncer le caractère frelaté de la consommation à laquelle incite le capitalisme, montrer qu'elle suscite sans cesse de nouveaux besoins et laisse subsister un état d'insatisfaction sans fin. Il est douteux que de telles considérations puissent faire naître une critique pratique et révolutionnaire de l'ordre capitaliste. Dans tous les pays où la prospérité est réelle, les idéaux de la consommation ont été largement adoptés par les travailleurs et les classes dirigeantes ont réussi à faire pénétrer dans les masses l'idée qu'à mesure que la productivité augmenterait les travailleurs participeraient progressivement aux bienfaits de l'expansion. Dans la mesure où le capitalisme est redevenu capable de faire aux travailleurs, pris comme consommateurs, des concessions qui en s'additionnant, transforment effectivement leur manière de vivre, les conceptions réformistes que la crise et la guerre avaient commencé à user, ont retrouvé un regain de pouvoir mystificateur, sous différentes formes.

Cependant tout au long de l'actuelle phase de croissance économique, et plus encore si ses rythmes se précipitent, le même mouvement qui entraîne le capitalisme vers une accumulation croissante de moyens de production et du même coup vers une fabrication sans cesse élargie de marchandises qui rend possible une extension de la consommation de tout le corps social, se réalise en même temps comme intensification frénétique de l'extraction de la plus-value. La rationalisation du travail fait de l'ouvrier surveillé dans chaque minute qu'il passe à l'usine et dans chaque geste qu'il accomplit, un esclave industriel soumis à toute une hiérarchie d'agents de direction qui constituent une véritable police des ateliers. Or, il y a là une situation qui n'est susceptible ni de réformes ni d'améliorations. C'est en vain que les idéologues capitalistes dissertent sur le potentiel libérateur de la science et de la technique. Dans le cadre des rapports capitalistes, l'application de la science à l'industrie reconduit toujours à la nécessité d'augmenter la plus-value nécessaire au développement du capital fixe. Mais, ce faisant, le capitalisme de la prospérité produit une situation violemment déchirée pour les travailleurs : il ne leur donne relativement satisfaction comme consommateurs qu'en les pressurant toujours davantage comme producteurs de sur-travail. Par là même, tandis que d'un côté il tend à les intégrer à sa manière d'être et à leur faire accepter ses valeurs, d'un autre côté il tend à aggraver leur misère d'êtres humains asservis et à les repousser vers la prise de conscience que tout le système ne fonctionne qu'en les dépouillant de la substance de leur vie.

C'est à partir de là que subsistent les conditions objectives de revendications incompatibles avec l'existence même du capitalisme. Dans ce domaine aussi, le capitalisme monopoliste d'Etat, a créé, en relançant, en accélérant et en régularisant la croissance, une situation qualitativement nouvelle. Dans les premières étapes de son développement, et pendant ses périodes de crise et de stagnation, le capitalisme était dans l'impossibilité de faire aux travailleurs des concessions importantes et durables en matière de salaires - et c'est pourquoi la lutte contre la misère constituait un élément fondamental de la critique révolutionnaire du système. Mais en parvenant à un certain stade de développement de

son potentiel productif, le capitalisme ne pourrait plus fonctionner s'il ne vendait pas une masse croissante de marchandises aux salariés eux-mêmes, de sorte que les luttes pour l'augmentation des salaires ne peuvent plus susciter à elles seules des antagonismes suffisamment violents pour conduire à une crise révolutionnaire. Par contre, le système ne pourrait pas rester en état d'équilibre dynamique si les travailleurs entreprenaient de s'opposer aux diverses méthodes par lesquelles le capitalisme augmente l'extraction de plus-value absolue ou relative. Cela suppose, il est vrai, que l'axe de la lutte des classes se déplace progressivement et que la conscience des travailleurs s'adapte aux réalités du capitalisme actuel. Mais le processus même qui contraint le capitalisme à intensifier l'exploitation pour pouvoir poursuivre son expansion, crée les prémisses de cette prise de conscience et de cette transformation des objectifs de la lutte sociale. Rien de tout cela ne se fera à coup sûr automatiquement : il appartient à la critique révolutionnaire de délayer les décombres idéologiques de toutes sortes que le passé du mouvement ouvrier a laissés comme autant d'obstacles à son redémarrage, de découvrir aux yeux des travailleurs la véritable configuration du monde qu'ils ont à vaincre, et de souligner par quelle critique pratique ils peuvent oeuvrer dès à présent à son écroulement. Car la résistance des travailleurs à l'intensification des rythmes du travail et à la surveillance policière des ateliers, etc... n'est pas seulement protestation de l'homme contre sa transformation en chose, elle développe des conséquences économiques et sociales. Tout comme la lutte des masses du Tiers Monde, elle est de nature à faire barrage à l'extraction des quantités croissantes de plus-value dont a besoin le capitalisme pour entretenir l'expansion selon les rythmes nécessaires. Comme telle, elle est une des déterminations de ses crises futures qui, à leur tour, ruineront la possibilité d'asservir le prolétariat en lui faisant accepter le relèvement du niveau de vie comme compensation de l'esclavage industriel.

## CONCLUSION

Il est foncièrement erroné et entièrement illusoire de rechercher dans les analyses et les programmes qui datent de 30 ou 50 ans et davantage, les moyens de comprendre et de transformer l'univers capitaliste nouveau, qui a émergé de la crise de 1930 et de la deuxième guerre mondiale : cette attitude sclérosée est la négation même des dimensions dialectiques de la théorie et de la pratique révolutionnaires. Mais il n'est pas pour autant légitime de poser, par une attitude inverse, que les transformations qui depuis 1930 se sont opérées dans les structures et le fonctionnement du capitalisme, en auraient fait un système dans lequel il n'y aurait plus de contradictions enracinées dans l'économie et ouvrant la voie à des crises structurelles du régime, de sorte que son histoire ne serait plus intelligible à travers les catégories du matérialisme historique.

Il est vrai, que le passage au capitalisme monopoliste d'Etat a fait entrer le régime dans une nouvelle phase de croissance des forces productives et que son expansion s'opère, de façon régularisée et de manière interne et non plus, de manière spasmodique et par le moyen de l'extension ou du repartage des zones d'application du capital impérialiste, comme dans la période précédente. Ce ne sont plus les exportations de marchandises et de capitaux vers les territoires vassalisés qui constituent l'élément moteur principal de la croissance de l'économie capitaliste. Par suite de l'action de l'Etat, le capital a retrouvé de larges

possibilités d'investissements dans les pays avancés et désormais les pays assujettis au capital impérialiste servent surtout à l'extraction de plus-value qui va nourrir l'accumulation dans une poignée de pays développés.

Mais, ni dans le cadre de ces pays, ni dans son développement mondial, le capitalisme n'a résolu les contradictions de son processus d'accumulation.

Dans les pays avancés tout d'abord, le capitalisme privé n'a pas retrouvé ses capacités d'auto-expansion : la croissance ne se maintient que dans la mesure où l'Etat organise une production compensatrice et pratique une politique de soutien constant d'une rentabilité déclinante. Mais, compte-tenu du fait qu'à mesure que l'expansion se poursuit la révolution technologique élève la composition organique du capital, l'équilibration dynamique du système ne peut s'opérer que si les monopoles et l'Etat parviennent à s'approprier des quantités croissantes de plus-value. Aussi bien l'intensification de l'exploitation du travail du prolétariat des pays avancés, que le pillage permanent du Tiers-Monde constituent les conditions nécessaires du fonctionnement du système. Mais par là même, la poursuite et l'accélération de l'expansion, qui seraient nécessaires pour éviter le développement du sous-emploi, à mesure que l'évolution de la technologie produira ses effets, finiront par se heurter à des limites qui tiennent à la fois à la nature de classe de la société capitaliste et de son Etat et à la nature de l'impérialisme. La possibilité pour le capital et l'Etat de s'approprier des quantités croissantes de plus-value, l'un pour continuer une accumulation au travers de laquelle l'importance du capital fixe tend à augmenter, l'autre pour financer les correctifs de plus en plus amples qu'exigera la poursuite d'une expansion équilibrée, n'est pas miraculeusement inscrite par avance dans les structures et le fonctionnement du régime. Il faudrait pour cela supposer que les positions de l'impérialisme sont inébranlables et que, dans les pays avancés, l'Etat est appelé à devenir une force toute puissante dominant une société amorphe, pulvérisée en individualités qui reconnaîtraient toujours leur intérêt privé dans l'intérêt de l'Etat. Mais ce sont là des représentations fabuleuses du monde.

Les révolutions qui en Chine, au Nord Vietnam et à Cuba, ont renversé la domination et l'exploitation impérialistes, n'ont pas entraîné de perturbations profondes dans l'économie capitaliste, parce qu'elles se sont produites dans la phase où le passage au capitalisme monopoliste d'Etat venait de faire entrer les pays avancés dans une phase de croissance interne. Mais il n'est pas vrai pour autant que le capitalisme puisse, purement et simplement, se replier sur les pays avancés et s'y isoler dans une zone de prospérité stable, qui se hérissierait de moyens de défense contre la misère du reste du monde. Si une telle éventualité se réalisait, de proche en proche, l'Etat et le capital des pays avancés, se verraient contraints de compenser l'énorme perte de surprofits qu'ils auraient subie, en aggravant dans des proportions équivalentes, l'exploitation du prolétariat de ces mêmes pays. Pour autant qu'elles vont jusqu'au renversement de la domination impérialiste, les révolutions des pays sous-développés restent une partie intégrante du processus mondial de liquidation du capitalisme : en rétrécissant les sources de la plus-value nécessaire à l'expansion des pays avancés, elles sont destinées à miner cette expansion et à aggraver les tensions sociales internes dans les pays les plus développés. Or, les luttes sociales des pays sous-développés ne sont pas susceptibles de s'atténuer durablement et de prendre fin dans le cadre des rapports de domination impérialiste. Car, contrairement aux vues que développent ses



# Guerre et révolution au Vietnam.

Près de trois mois après que les impérialistes américains aient entrepris de bombardier le Nord-Vietnam, c'est-à-dire de violer les frontières aériennes d'un état du "camp socialiste", l'opinion mondiale reste stupéfaite devant l'absence de réactions sérieuses des gouvernements de Moscou et de Pékin. (1)

Depuis une quinzaine d'années, il paraissait admis que les deux camps qui se partagent le monde étaient parvenus à un état d'équilibre qui imposait à l'un comme à l'autre la plus extrême prudence. L'agression américaine contre le Nord-Vietnam semble ouvrir une nouvelle phase caractérisée par un sensible affaiblissement des puissances dites socialistes en face de l'impérialisme. Si dans les semaines et les mois qui viennent, Moscou et Pékin ne marquent aucun coup d'arrêt aux entreprises de Washington, il deviendra manifeste pour toutes les forces anti-impérialistes dans le monde, que la solidarité pour leur cause si souvent proclamée par les grands états "socialistes" n'a que le poids des phrases creuses. Dans ces conditions, l'intensification des opérations militaires américaines au Vietnam pourrait avoir d'importantes conséquences mondiales en inaugurant un processus d'effritement des influences idéologiques de Moscou et de Pékin sur les forces en lutte contre l'impérialisme dans le Tiers Monde.

## LA REVOLUTION PAYSANNE AU VIETNAM

Bien que le Vietcong soit soutenu, sinon dirigé, par le Parti Communiste du Vietnam du Nord, la nouvelle guerre d'Indochine n'est dans son principe ni une phase de l'expansion du "communisme" chinois en Asie ni même une simple action organisée par Hanoi en vue de la réunification d'un pays coupé en deux par les accords de Genève. L'insurrection du Vietcong est d'abord une révolte agraire contre un régime d'exploitation forcée des masses paysannes.

Comme dans la plupart des pays de l'Asie du Sud Est, la possession de la terre est, en effet, monopolisée par une classe de propriétaires fonciers qui afferment des parcelles aux paysans sans terre ou, plus souvent, aux paysans qui ne possèdent que des lopins d'une superficie insuffisante pour vivre. Le faible rendement des terres - 15 quintaux de riz à l'hectare contre 40 quintaux au Japon - l'exigüité des surfaces cultivées par chaque famille - souvent moins d'un hectare - le poids accablant des fermages - plus de 50 % de la valeur de la récolte - contraignent la plupart des ruraux à s'endetter auprès des usuriers. Ceux-ci, qui prêtent à des taux dépassant 35 %, et bien plus encore au moment de la soudure entre deux récoltes, se confondent souvent avec les propriétaires fonciers, qui en même temps spéculent sur le commerce des produits agricoles. Par différents biais, c'est fréquemment plus de 75 % des produits du travail paysan qui est prélevé par la classe dominante.

Naguère, au cours des combats qui s'étaient déroulés contre l'impérialisme français, les paysans avaient cru échapper à leur misère séculaire. Beaucoup de propriétaires s'étaient enfuis des villages et les paysans s'étaient appropriés leurs terres et libérés de l'usure. Mais les accords de Genève servirent de point de départ à l'accomplissement d'une contre-révolution dans les campagnes du Vietnam du Sud. Sous la protection des troupes et de la police de Diem, les propriétaires reprirent possession de leurs terres, la loi qui limitait à 25 % de la récolte le montant des fermages fut largement tournée et l'usure redevint florissante. Les paysans retombèrent dans une situation aussi accablante que par le passé et leur désespoir aboutit à un réveil puis à une extension des révoltes agraires et des opérations de guérillas.

### LA NATURE SOCIALE DU POUVOIR DE SAIGON

A partir de ce maintien des structures précapitalistes dans les campagnes, la société sud-vietnamienne fut incapable d'atteindre l'étape du développement bourgeois et d'une industrialisation même rudimentaire.

L'exploitation semi-féodale et usuraire du travail paysan, la spéculation sur les produits agricoles et les articles américains d'importation sont demeurées plus rentables que les investissements industriels. Les riches vietnamiens et les chinois de Cholon se cantonnent dans des activités économiquement stériles. Ils font des investissements fonciers et des placements usuraires, ouvrent des entreprises d'import-export et des maisons de jeux, trafiquent des drogues, éventuellement des prostituées et, en liaison avec les milieux politiques et militaires, utilisent à des fins privées les dollars de l'aide américaine.

Demeurée profondément engagée dans le féodalisme et prospérant en liaison avec le commerce impérialiste, la classe dirigeante du Sud-Vietnam présente tous les stigmates d'une bourgeoisie à la fois atrophiée et décadente. Les gouvernements qui depuis 1954 se sont succédés à Saïgon n'ont été que des dictatures assurant par les violences les plus féroces, la domination de couches entièrement parasitaires.

C'est cette incapacité de la bourgeoisie du Vietnam du Sud à se dissocier du féodalisme qui est au point de départ de l'actuelle guerre civile. Dans la mesure même où l'exploitation féodale et bourgeoise demeurent socialement confondues, l'insurrection paysanne ne peut réaliser ses objectifs, c'est-à-dire la réforme agraire, qu'en s'attaquant directement aux forces de l'Etat de Saïgon.

### UNE SOCIÉTÉ QUI S'ÉCROULAIT

Entre la révolution paysanne et la contre-révolution bourgeoise-féodale, les couches intermédiaires, la petite bourgeoisie et les étudiants, n'ont pas eu jusqu'ici un poids suffisant pour faire prévaloir leur propre solution. La petite bourgeoisie - détaillants, revendeurs, artisans - est relativement nombreuse. Si elle redoute une victoire du "communisme", elle est en même temps lasse de subir le poids de la dictature et de la guerre. L'opposition bouddhiste, avec son programme réformateur et neutraliste, lui a servi de moyen d'expression, sans beaucoup d'efficacité. Les étudiants ont, pour des raisons tactiques, souvent soutenu

les manifestations bouddhistes, car la stagnation du pays et le népotisme des milieux dirigeants leur barrent la voie de toute promotion sociale. Mais n'ayant pas les mêmes raisons que la petite bourgeoisie proprement dite de redouter une future étatisation de l'économie, ils rallient en nombre croissant le Vietcong, et une partie d'entre eux est en train de s'intégrer à l'appareil dirigeant de la guérilla qui prend peu à peu possession du pays.

En l'absence d'une classe ouvrière et d'une organisation prolétarienne capable de fournir une alliance et une direction à la révolution paysanne et d'ouvrir une issue socialiste à la crise de la société, la guerre civile vietnamienne était en train de déboucher sur l'éclosion d'un nouveau régime bureaucratique.

Avec leur programme de révolution agraire, d'industrialisation et d'indépendance nationale, leur forte hiérarchie jointe à une grande souplesse tactique, l'aide du Nord-Vietnam et leur expérience de la lutte de guérilla, le Vietcong et le noyau communiste qui l'anime étaient en train de regrouper des forces sociales de plus en plus larges et de miner les assises sociales du pouvoir de Saïgon. Le moment n'était plus tellement éloigné où, tandis que l'appareil Vietcong, en s'amalgamant des cadres paysans, des étudiants et même des fonctionnaires et des militaires, émergerait comme le pouvoir de fait implanté partout, le gouvernement de Saïgon n'occuperait plus que des bâtiments administratifs gardés par des militaires américains et des troupes sud-vietnamiennes trop compromises pour se faire accepter dans l'autre camp. Malgré leur supériorité militaire, américains et généraux sud-vietnamiens risqueraient fort d'être battus parce que leurs armes auraient été utilisées pour maintenir une société qui ne tenait pas debout.

### LES OBJECTIFS DES ETATS UNIS

Les Américains ne défendent au Vietnam ni des marchés ni même une base stratégique considérée comme irremplaçable. Leurs exportations vers l'Indochine sont quantité négligeable par rapport à leur énorme production, et même s'ils devaient finalement évacuer Saïgon, leurs porte-avions, leurs sous-marins atomiques, leurs bases dans d'autres pays du Sud-Est asiatique, leurs fusées intercontinentales continueraient à faire peser une terrible menace sur la Chine.

En réalité, l'intensification de leur intervention au Vietnam et son extension au nord du 17<sup>ème</sup> parallèle s'inscrivent dans une stratégie mondiale de la consolidation de l'ordre impérialiste.

En entreprenant d'écraser par tous les moyens la guérilla vietnamienne, les Etats Unis veulent marquer un coup d'arrêt spectaculaire au processus des révolutions anti-impérialistes qui se développe depuis quinze ans. Il s'agit pour eux de démontrer aux forces anti-impérialistes de l'Asie et du monde entier que la victoire d'une guérilla n'est pas aussi inéluctable qu'avait pu le faire croire le succès de Mao-Tsé-Toung, du Viet-Minh, du castrisme ou même du F.L.N. algérien. Par là même, ils entendent couper court à l'utilisation des révoltes anti-impérialistes par la Chine comme moyen de riposte aux pressions de plus en plus dures qu'ils exerceront sur elle s'ils gagnent la partie en Indochine. L'intensification de la guerre au Vietnam est un épisode dramatique de la lutte que les Américains mènent partout et par de multiples moyens pour le renforcement du statu-quo mondial.

Au cours des quinze dernières années, l'impérialisme a remporté d'impressionnants succès face au camp dit socialiste. Tandis que l'extraordinaire expansion du capitalisme européen laissait entièrement désarmés les partis communistes de l'Ouest, le bloc soviétique s'est engagé dans une phase de difficultés économiques et de tensions internes qui ont contraint Moscou à une série de concessions qui paraissaient impensables à l'époque stalinienne. Les démocraties populaires d'Europe se sont dégagées de l'exploitation économique imposée par l'U.R.S.S. au lendemain de la guerre et se sont entr'ouvertes aux marchandises et aux capitaux d'Occident. L'U.R.S.S. elle-même a été conduite à rechercher un ralentissement de la course aux armements, prélude à une coopération économique avec les puissances occidentales, dont le prix est l'abandon pur et simple de tout soutien aux mouvements révolutionnaires.

On sait comment la Chine a réagi devant le rapprochement américano-soviétique. Dénonçant le "chauvinisme de grande puissance" et la "trahison des soviétiques", elle a entrepris de rassembler les forces révolutionnaires du Tiers Monde et prétendu donner une impulsion nouvelle aux luttes anti-impérialistes. Pas plus au Vietnam qu'ailleurs les révoltes contre l'impérialisme et les couches réactionnaires qu'il soutient ne sont de simples produits de l'action des "agents chinois". Mais il est vrai que la création d'un embryon d' "Internationale maoïste", le prestige dont jouissent les théories de Pékin dans le Tiers Monde, la promesse d'une aide chinoise, la perspective d'une victoire de l'insurrection au Vietnam du Sud étaient de nature à accélérer le développement des luttes anti-impérialistes. Les succès remportés par les U.S.A. en Occident, face à l'U.R.S.S. et à ses satellites, risquaient de se voir contrebalancés par une détérioration en chaîne des positions américaines en Asie puis dans les autres régions sous-développées.

En frappant durement le Nord-Vietnam et en menaçant la Chine de représailles sur son propre territoire au cas où elle interviendrait, Washington essaye de profiter de la rupture du front sino-soviétique. Il s'agit de démontrer que la Chine n'est pas capable de soutenir effectivement les luttes anti-impérialistes et que, réduite à ses propres forces, elle sera contrainte d'assagir sa politique comme l'a fait l'U.R.S.S.

#### UNE VICTOIRE AMERICAINE EST-ELLE POSSIBLE ?

Le succès de l'entreprise Américaine est pourtant loin d'être acquis. Par des bombardements suffisamment intenses l'aviation américaine qui dispose d'une maîtrise du ciel absolue, peut provoquer une terrible misère et même la famine au Nord-Vietnam, si elle détruit le système d'irrigation du Tonkin. Au Sud, les forces américaines ont des moyens de destruction assez puissants pour infliger aux guérillards des pertes particulièrement lourdes et pour briser, à force de terreur, la volonté des masses, dans les villages constamment arrosés de bombes, d'obus et de napalm.

Mais en admettant même que les Russes et les Chinois restent passifs devant cette entreprise de destruction de la population d'un Etat du "camp socialiste", les Etats Unis seraient incapables de compléter une éventuelle victoire militaire par une reconstruction durable de la société Vietnamiennne. La victoire américaine serait en même temps celle des forces sociales sur lesquelles l'impérialisme prend



# L'impérialisme se déchaîne

## BIENFAITEURS OU GENDARMES ?

Il était depuis quelques années de bon ton, jusque dans certains courants de l'extrême gauche, d'avancer que la dénonciation de l'impérialisme était une vieillerie et d'assurer que le "néo-capitalisme" était désormais capable de s'élever jusqu'à une politique mondiale rationnelle assurant pacifiquement une expansion universelle de la richesse. (2)

Des économistes américains, des sociologues français, des théoriciens travaillistes se retrouvaient d'accord pour balayer les objections qui pouvaient être opposées à cette vision idéalisée de l'avenir du monde capitaliste. Sans doute des foyers de conflits subsistaient-ils ça et là. Mais ils avaient un caractère résiduel. Ils étaient le produit d'une phase du développement capitaliste en voie de dépassement. Il n'était que d'attendre quelques années encore et on verrait les dirigeants du monde capitaliste, ceux en particulier d'une Amérique qui regorge de richesses, suivre les conseils des théoriciens modernes qui enseignent que guerres, révolutions et luttes de classes appartiennent à l'époque révolue où le capitalisme était encore trop peu développé pour faire bénéficier tous les hommes de ses prodigieuses capacités à multiplier la richesse. Même les antagonismes entre l'impérialisme et les pays du Tiers-Monde qui cherchent une issue à leur misère chronique dans la formation de régimes bureaucratiques, finiraient par apparaître périmés et irrationnels. Après tout, en arrachant les pays sous-développés à leur immobilisme et en y ouvrant la voie à l'industrialisation, les régimes bureaucratiques n'auraient-ils pas finalement pour effet de dilater les possibilités d'exportation de biens d'équipement par les états avancés ? Le monde était plein d'harmonies cachées qu'il suffisait de mettre à jour pour que, au terme d'une politique adéquate, toutes les forces de l'histoire universelle concourent à l'expansion infinie du capitalisme. La paix en Algérie et l'installation du téléphone rouge, l'arrêt des expériences nucléaires, la création de l'Alliance pour la progrès en Amérique Latine, l'immense littérature produite par les experts sur la nécessité de l'aide aux sous-développés jalonnaient la marche du monde vers une ère de paix et de prospérité universelle.

L'intervention américaine à St-Domingue succédant à l'intensification de la guerre au Sud-Vietnam et à la poursuite des raids aériens au Nord du 17ème parallèle font soudain apparaître un tout autre visage de l'impérialisme. Ce ne sont pas des dollars et des biens d'équipement qui se déversent vers le Tiers-Monde, mais des troupes de choc, des canons et des chars d'assaut. L'armée la plus puissante de la terre, mise au service des régimes les plus rétrogrades qui écrasent les peuples, se fait l'instrument mondial de la contre-révolution, et de nouveau les observateurs scrutent les réactions de Moscou et de Pékin en se demandant si une nouvelle période de guerre froide ou même tiède ne va pas être l'effet de l'inquiétante agressivité américaine.

## LES ALLIES DES ETATS UNIS A SAINT-DOMINGUE

En dépit de nombreuses particularités nationales, Saint-Domingue et le Sud - Vietnam présentent beaucoup de traits communs.

Dans l'un et l'autre cas, la population, en majorité paysanne, est ployée sous la domination d'une classe de propriétaires fonciers qui ont accaparé les terres les plus fertiles, monopolisé toutes les sources d'enrichissement et fait de l'Etat l'instrument absolu de leur domination.

A Saint-Domingue, 14 % des familles se sont approprié 75 % du revenu national. Environ 65 % des paysans ne possèdent pas de terres et travaillent sur des plantations de tabac et de sucre, dont les plus grandes, possédées par quelques centaines de personnes, couvrent la moitié du sol cultivé. Hormis quelques fabriques de tabac et des sucreries - qui pour moitié sont propriété de sociétés nord-américaines - le développement industriel est tout à fait insignifiant et le chômage accable 35 à 40 % de la population.

Comme au Vietnam, le capital qui s'accumule à partir de l'exploitation agraire grossit dans le commerce d'import-export et fructifie par la fraude, le détournement des revenus publics, les spéculations et les combinaisons financières.

Entre les masses populaires à demi affamées - la population a presque doublé depuis un quart de siècle alors que les cultures vivrières ont à peine augmenté - et l'oligarchie dominante, il n'y a pas eu de place pour le développement d'une bourgeoisie un tant soit peu vigoureuse. Pendant toute la durée de la dictature de Trujillo, la clique de généraux affairistes, de policiers-gangsters et de fonctionnaires qui s'étaient liés à la famille Trujillo, accaparèrent les unes après les autres toutes les activités susceptibles de rapporter quelque argent. Expulsée des secteurs économiques les plus rentables, supportant le poids fiscal d'un appareil d'Etat pléthorique, soumise aux chantages et aux extorsions de fonds de la police et des fonctionnaires racketteurs, la bourgeoisie dominicaine s'est trouvée réduite à une couche sociale d'une minceur extrême : boutiquiers, planteurs relégués sur les terres les moins fertiles, patrons d'ateliers et de fabriques employant quelques ouvriers, membres des professions libérales. Comme au Vietnam, les capacités de la bourgeoisie à devenir la couche dirigeante de la nation paraissaient extrêmement faibles.

## LA REVOLUTION BOURGEOISE IMPOSSIBLE

En fait, depuis l'assassinat de Trujillo, suivi en 1961 de l'expulsion de sa famille, aucune transition vers un régime bourgeois démocratique n'est parvenue à s'amorcer. Lorsque, après les élections de 1962, le président Bosch prit le pouvoir, il fut incapable d'exécuter les réformes inscrites à son programme. La petite et moyenne bourgeoisie que représente Bosch se sentit trop faible devant les masses populaires en train de s'éveiller pour oser démanteler l'appareil répressif créé par le trujillisme ; et celui-ci conserva tous les moyens de pression nécessaires pour empêcher la démocratie bourgeoise de porter la moindre atteinte à ses intérêts et d'exécuter la réforme agraire. Les reculades successives de Bosch n'eurent

d'autre effet que d'enhardir les trujillistes, et en septembre 1963, la "démocratie dominicaine", faute d'avoir osé s'appuyer sur les masses populaires, s'effondra devant le coup d'Etat de Wessin. De nouveau un régime d'oppression et de terreur pesa sur Saint-Domingue faisant des victimes jusque parmi la bourgeoisie et les politiciens libéraux.

L'insurrection qui, le 25 avril 1965, a entrepris de renverser la dictature de Wessin est dans son principe une nouvelle tentative de révolution bourgeoise. Mais le parti de Bosch et les quelques régiments dirigés par le colonel Camano ont été contraints cette fois, pour ébranler la dictature, de faire appel à l'insurrection des masses. Des milices insurrectionnelles ont été constituées et c'est la vigueur de leur action armée qui a disloqué les forces de Wessin. Cela ne signifie pas qu'il y ait eu un complot communiste ou castriste dont Bosch et Camano n'auraient été que le paravent et que le pouvoir allait tomber en quelques jours aux mains d'agents soviétiques ou chinois. Mais compte tenu de l'extrême faiblesse de la bourgeoisie, de l'entrée en action des masses populaires, de l'importance du chômage, de l'acuité de la question agraire et de la misère générale, il était certain que la révolution commencée le 25 avril allait être entraînée bien au-delà du régime timidement réformateur que se proposaient d'établir Bosch et Camano. La révolution qui était en train de renverser Wessin n'était bourgeoise que dans sa première étape, car elle aboutissait à la formation d'un gouvernement bourgeois d'une telle fragilité qu'il lui aurait été probablement impossible de résister à ses alliés populaires lorsque ceux-ci auraient posé le problème de la réforme agraire, de la confiscation des biens des trujillistes sinon même des sucreries nord-américaines.

Lorsque Johnson a pris la décision d'envoyer l'armée USA à Saint-Domingue, puis de la renforcer autant qu'il serait nécessaire pour paralyser l'action insurrectionnelle et sauver les troupes de Wessin, il ne s'est pas trompé. Sans doute Johnson sait-il mieux que personne que Saint-Domingue n'est pas truffée d'agitateurs communistes et castristes. Mais il sait aussi qu'après la destruction des forces de Wessin, le parti de Bosch et de Camano n'aurait pas pu empêcher que la révolution commencée sous le drapeau du libéralisme bourgeois ne se termine sous celui d'une sorte de castrisme. Entre la contre-révolution et la poussée des masses, il n'y avait pas de place pour une démocratie bourgeoise capable de garantir le maintien de l'ordre.

Bien que la crise dominicaine ne soit pas encore terminée, il est d'ores et déjà certain que la bourgeoisie libérale ne se maintiendra pas au pouvoir. Peut-être dans les jours qui viennent l'armée de Wessin et de la Junte contre-révolutionnaire écrasera-t-elle les insurgés encerclés par les forces USA. Peut-être au contraire, des négociations aboutiront à une dissociation des forces bourgeoises et populaires de l'insurrection et à la formation d'un gouvernement de coalition nationale au sein duquel quelques représentants de la bourgeoisie prendront place à côté des chefs de la contre-révolution. Mais dans l'un et l'autre cas le régime social de Saint-Domingue restera pour l'essentiel inchangé. L'étouffement de la révolution du 24 avril aura une fois de plus démontré qu'il n'y a pas dans un pays sous-développé où la bourgeoisie est socialement et politiquement impotente, de voie vers le progrès en collaboration avec l'impérialisme.



# L'imperialisme et le Tiers-Monde

## L'IMPERIALISME EST LIE A LA CONTRE-REVOLUTION DANS LE TIERS-MONDE

Au Vietnam comme à Saint-Domingue, l'imperialisme américain démontre avec quelle vigueur et quelle cruauté il est décidé à écraser la révolution dans les pays sous-développés. (3)

Le malaise et parfois la réprobation, il est vrai purement verbale, que suscitent les initiatives sanglantes des USA, les difficultés très sérieuses que rencontrent leurs forces dans la lutte contre le Viet-Cong, l'opposition qui, aux Etats Unis même, risque de s'amplifier si le gouvernement est obligé de jeter plusieurs centaines de milliers d'hommes dans la deuxième guerre d'Indochine, sans parler des risques de complication internationale, conduisent à se demander pourquoi Washington s'engage dans une politique aussi compromettante et aussi aventureuse.

Il est certain que l'Amérique, profitant des dissensions sino-soviétiques et de la crise du "camp socialiste", a d'abord voulu démontrer qu'elle s'opposerait par la force de ses armes aux révolutions, qu'elle était capable de marquer un coup d'arrêt brutal et spectaculaire aux luttes anti-imperialistes, et par là même, d'arracher aux chinois une de leurs principales armes politiques.

Mais l'action des USA dans le Tiers-Monde ne se réduit pas à une politique de puissance disputant aux Russes, et surtout aux Chinois; des zones d'influence et des positions stratégiques. Dans les pays qu'ils prétendent soustraire à une pénétration soviétique ou chinoise - d'ailleurs le plus souvent imaginaire - les américains sont invariablement amenés à s'appuyer sur des régimes brutalement conservateurs ou illusoirement réformistes.

Cette liaison universelle de l'imperialisme des USA et des forces sociales conservatrices du Tiers-Monde n'est pas évidemment une erreur des dirigeants de Washington. Elle n'est pas l'expression de la politique de gouvernants stupides et aveugles qui pourrait être éventuellement remplacée par la politique éclairée de politiciens informés et intelligents. Elle est le produit naturel des rapports concrets de domination imperialiste sur les pays sous-développés et, à l'intérieur même des pays sous-développés, des structures sociales particulières qui sont nées de la domination imperialiste. La politique de Johnson ne s'explique pas par quelques traits spécifiques du caractère du Président des USA et des hommes de son entourage, mais par la pression qu'exercent sur le gouvernement américain de puissants intérêts de classe.

## L'IMPERIALISME EST EN VOIE DE TRANSFORMATION

Depuis son apparition vers la fin du siècle dernier, l'impérialisme a, comme le capitalisme lui-même, parcouru toute une trajectoire historique et réalisé une série de mutations qui interdisent de le comprendre comme il y a 30 ou 40 ans.

La tendance du capitalisme à déborder le cadre national est aussi vieille que le capitalisme lui-même, et il y a déjà plusieurs siècles que l'Europe s'est subordonné une partie des autres continents pour en ramener des métaux précieux, des matières premières, des produits exotiques et y vendre ses propres marchandises. Cependant, c'est seulement lorsque le capitalisme est passé au stade monopoliste que la vassalisation des continents sous-développés est devenue un des éléments fondamentaux du fonctionnement global du capitalisme.

Avec la formation des monopoles, en effet, la négation partielle des luttes concurrentielles et la recherche des sur-profits provoquèrent un ralentissement sensible du rythme des investissements dans les pays les plus évolués. D'un côté toute augmentation de la production ruinait la possibilité de réaliser les sur-profits, qui exigent que le niveau de la production reste légèrement inférieur à celui de la demande, de l'autre le fléchissement des investissements et la réalisation même des sur-profits, qui provoque la hausse des prix, minaient l'extension des marchés intérieurs.

Le capitalisme des monopoles se trouvait dominé par une disproportion entre le rythme de la formation du capital que les sur-profits accélèrent et le rythme de l'expansion interne dans les états avancés, qui se trouvait en voie de ralentissement. Cette disproportion trouva son expression dans l'apparition d'un excédent de capitaux qui, faute de trouver des placements dans les pays avancés, se déversèrent vers les régions sous-développés du globe. C'est à partir de là que le fonctionnement du capitalisme se trouva indissolublement lié à l'impérialisme, c'est-à-dire à une politique de domination systématique et de partage du monde en zones d'influence où chacun des grands Etats capitalistes exportait ses surplus de capitaux.

Pendant toute une période l'expansion externe offrit ainsi une issue à la crise latente du capitalisme monopoliste. Mais à travers même cette période de nouvelles contradictions se développaient.

D'un côté, les sur-profits réalisés dans l'exploitation des territoires dépendants conduisaient à une réapparition des surplus de capitaux dans les pays impérialistes. Périodiquement des conflits plus ou moins étendus opposaient les états impérialistes qui cherchaient à modifier, par la force des armes, le partage du monde en "chasses gardées", de manière à pouvoir étendre, au détriment de leurs adversaires, leurs exportations de capitaux.

D'un autre côté, le développement même de l'expansion impérialiste détruisait graduellement les conditions de sa permanence. A mesure que le capital se déversait sur les régions sous-développés il bouleversait leur structure sociale et leur économie. Le capital étranger et indigène faisait naître une production qui entraînait en concurrence avec celle des états avancés et les classes du monde moderne - la

bourgeoisie et le prolétariat - se formaient dans les pays coloniaux et semi-coloniaux les moins attardés. L'époque des révolutions anti-impérialistes allait commencer.

Ces révolutions cependant n'ont pas eu sur l'équilibre des pays avancés et le capitalisme mondial des effets aussi perturbateurs qu'on aurait pu le croire. Les grands empires coloniaux ont été effacés de la carte du monde, sans qu'aucune des métropoles impérialistes s'en soit trouvée profondément affectée.

Les luttes pour l'indépendance nationale des colonies et des semi-colonies, se sont en effet déroulées dans un univers capitaliste dont le mode de fonctionnement global a subi un ensemble de transformations fondamentales. L'impérialisme certes n'a pas disparu mais les rapports entre les états impérialistes, leurs relations avec les zones sous-développées, le rôle de celles-ci dans le processus mondial de l'économie ne sont pas restés identiques à ce qu'ils étaient il y a 25 ou 30 ans.

Certaines des contradictions qui paraissaient être des déterminations fondamentales du mouvement historique, se sont atténuées sinon résolues, tandis que d'autres ont émergé au premier plan, infléchissant dans des directions nouvelles la dynamique du développement mondial.

#### VERS LA FIN DES "CHASSES GARDEES" IMPERIALISTES

En premier lieu, les antagonismes qui conduisaient périodiquement à des conflits pour le repartage du monde se sont indiscutablement atténués au cours des vingt années qui ont suivi la deuxième guerre mondiale. Sans doute les rivalités pour l'exportation des capitaux et des marchandises existent-elles encore et il n'est nullement exclu qu'elles s'aggravent dans les années à venir. Le redressement des pays européens et du Japon peut en particulier conduire à l'organisation d'un bloc impérialiste séparé et rival de l'Amérique. La politique du monde impérialiste est beaucoup moins unifiée qu'il y a dix ou quinze ans.

Cependant, même si l'Europe et le Japon prennent leurs distances vis-à-vis des U.S.A., il est peu probable que les frictions entre les ensembles impérialistes puissent aboutir à de sérieux conflits et à des guerres inter-impérialistes. La solidarité des Etats impérialistes face à l'U.R.S.S. et à la Chine sera vraisemblablement plus forte que leurs rivalités d'intérêt.

Les tendances à un nouveau morcellement du monde capitaliste sont d'ailleurs puissamment contredites par la concentration internationale du capital. Avec l'émergence de firmes géantes qui combinent des capitaux en provenance de tous les pays, avec la dislocation des empires coloniaux et l'abaissement des barrières douanières, le compartimentage du marché mondial en "chasses gardées" des différents impérialismes est en train de s'effacer. Capitaux et produits américains, allemands ou même japonais pénètrent largement dans les anciens empires britanniques et français, tandis que les Etats du Marché Commun entreprennent d'acquérir des positions nouvelles en Amérique latine. L'exploitation des régions sous-développées a tendance à se réaliser non plus par des capitalismes nationaux couverts par leurs Etats mais par des groupements internationaux à la tête desquels le capital américain occupe de plus en plus une place prépondérante.

De ce point de vue le rôle d'avant-garde que joue l'armée américaine dans la lutte contre les révolutions anti-impérialistes, correspond à la situation dominante du capital US par rapport à l'ensemble du capital impérialiste. Tel ou tel gouvernement bourgeois peut prendre des airs pudiquement effarouchés devant les brutalités de la politique américaine, il reste que l'armée US demeure l'instrument essentiel de la "défense du monde libre", c'est-à-dire de l'ensemble des positions impérialistes.

### L'EXPLOITATION DU TIERS MONDE NOURRIT L'EXPANSION DES PAYS AVANCÉS

Quelle que soit la force avec laquelle elles sont défendues, la domination et l'exploitation des pays sous-développés n'accomplissent plus cependant les mêmes fonctions que par le passé dans le développement du capitalisme.

Pour toute une série de raisons, celui-ci est entré, dans les pays avancés, dans une nouvelle phase au cours de laquelle son expansion s'opère principalement de manière interne et sur des rythmes très élevés. L'ampleur des destructions de la deuxième guerre mondiale, le vieillissement de l'outillage insuffisamment renouvelé au cours des années vingt et trente, la révolution technologique déclenchée par la guerre, la mécanisation de l'agriculture, les compétitions stratégiques, l'intervention de l'Etat dans la politique de reconstruction et d'expansion ont permis et rendus nécessaires des investissements d'un volume énorme dans les pays avancés.

Le problème de la sur-capitalisation s'est par suite trouvé atténué et le flux des capitaux prenant la direction du Tiers-Monde s'est sensiblement affaibli. La valeur des capitaux exportés dans le Tiers-Monde s'était maintenue aux alentours de 1 100 millions de dollars entre 1951 et 1961. Elle est tombée à 1 000 millions de dollars en 1962 et à 800 millions de dollars en 1963.

La plus-value, qui est par ailleurs extraite des pays sous-développés par le moyen de l'application de ces capitaux à la production, est en quantités croissantes rapatriée vers les pays impérialistes. Entre 1950 et 1955, les investissements US en Amérique latine atteignaient 3 milliards de dollars. Ils produisirent 3 milliards et demi de bénéfices dont 1 milliard et demi furent ramenés aux USA. Entre 1950 et 1960, les USA exportent 20 milliards de dollars vers le Tiers-Monde et en font rentrer 25 milliards de revenus. Dans le même temps, les capitaux accumulés à partir de l'exploitation des pays sous-développés sont, après rapatriement dans les pays impérialistes, de plus en plus investis dans d'autres pays avancés. C'est ainsi que le courant de capitaux allant des USA vers l'Europe se développe rapidement, car la rentabilité des placements y est plus élevée que dans le Tiers-Monde et la sécurité plus grande.

Une véritable mutation dans les rapports entre l'impérialisme et ses dépendances s'est ainsi réalisée. Le Tiers-Monde, qui servait antérieurement de zone d'écoulement aux capitaux en surnombre dans les pays impérialistes à demi-stagnants, sert principalement aujourd'hui de source d'accumulation au capital qui s'investit dans les pays avancés en pleine expansion. De ce point de vue, ce que défend l'impérialisme est clair : c'est le droit de prélever sur les pays vassalisés un important tribut qui lui permet d'accélérer son expansion interne, d'élever ses profits

et d'accentuer sa consolidation dans les pays les plus évolués. En 1964, environ 17 % des profits réalisés par les compagnies américaines le sont à partir des capitaux investis dans les zones sous-développées.

### L'IMPERIALISME PILLE LE TIERS-MONDE PAR LE MOYEN DU COMMERCE

La même conclusion s'impose si on examine sommairement les relations commerciales entre les deux types de pays. Les États sous-développés sont restés assujettis à une division internationale du travail telle, que leur production est pour une très large part déterminée par les besoins des marchés impérialistes.

Le Tiers-Monde fournit près de 35 % des produits miniers utilisés par l'industrie impérialiste et dans l'ensemble sa production minière se développe beaucoup plus rapidement que celle des pays avancés. Environ 86 % du manganèse, 80 % de l'étain, 74 % de la bauxite, 50 % du cuivre, 48 % du pétrole, 20 % du fer utilisés par les pays avancés viennent du Tiers-Monde.

De la même manière, la culture des produits agricoles destinés aux marchés impérialistes - caoutchouc, thé, cacao, café, oléagineux, etc... - se développe à des rythmes très supérieurs à la croissance moyenne de la production agricole mondiale, le plus souvent au détriment des cultures vivrières qui seraient nécessaires aux populations du Tiers-Monde.

A mesure que l'expansion impérialiste se poursuit, les exportations des pays sous-développés vers l'Europe et l'Amérique augmentent rapidement. Entre 1950 et 1962, cette augmentation est estimée à 50 %. Mais dans le même temps les termes de l'échange se détériorent. D'un côté, les prix des produits fabriqués vendus par les États avancés augmentent, tandis que de l'autre côté, les prix des produits naturels vendus par le Tiers-Monde baissent ou n'augmentent pas dans les mêmes proportions. Entre 1950 et 1962, les pays sous-développés ont vendu 4 % moins cher leurs produits exportés et payé 8 % plus cher leurs produits importés. Depuis 1962, le rapport des prix s'est, il est vrai, modifié de 3 % en faveur du Tiers-Monde, mais le commerce entre les deux types de pays n'en reste pas moins un commerce d'exploitation permettant annuellement un énorme transfert de valeur vers les États avancés. Telle qu'elle s'est constituée et maintenue, l'actuelle division internationale du travail est une des conditions qui permettent à l'impérialisme d'accroître le tribut qu'il prélève sur les richesses créées par le travail dans le Tiers-Monde.

### L'AIDE AU TIERS-MONDE NE REMEDIE PAS AU SOUS-DEVELOPPEMENT

Dans la phase de l'impérialisme qu'avait décrit Lénine, les exportations de capitaux devaient ouvrir la voie à un développement important de la production capitaliste dans les pays dépendants. Lénine allait jusqu'à pronostiquer un déclin des vieilles industries de l'Europe au profit de celles de l'Extrême Orient.

La réalité est aujourd'hui bien différente. La production industrielle des pays sous-développés n'est, il est vrai, nullement stagnante. Des installations sidérurgiques ont été mises en place aux Indes et en Amérique latine et la produc-

tion textile de l'Inde, du Mexique, de l'Argentine, du Brésil, etc... a parfois fait reculer les exportations des pays impérialistes vers ces régions. La part de la production manufacturière du Tiers-Monde n'en est pas moins restée dérisoire par rapport au total du monde capitaliste, étant respectivement de 3,7 % pour l'Amérique latine, 2,1 % pour les pays d'Extrême-Orient, et de 1,5 % pour l'Afrique et le Proche Orient.

Le Tiers-Monde, qui groupe environ 50 % de la population mondiale, fabrique 7 % des produits manufacturés, alors que les Etats impérialistes qui ne groupent que 20 % de la population mondiale en fabriquent 93%.

Dans l'ensemble, la distance s'accroît entre le niveau de l'économie du Tiers-Monde et le niveau de celle des pays avancés. En 1950, le produit brut par habitant était de 1080 dollars pour les pays impérialistes. En 1960, il passe à 1410 dollars, soit un accroissement annuel de 2,7 %. Dans le même temps, le produit brut dans le Tiers-Monde, qui était de 106 dollars en 1950, passe à 130 dollars en 1960, soit un accroissement annuel de seulement 2,2 %.

Cela signifie que, dans le cadre des rapports de domination impérialiste et des structures sociales existant actuellement dans les pays sous-développés, le Tiers-Monde est destiné à continuer à travailler pour enrichir les pays avancés et à rester lui-même dans une situation de misère chronique.

Cette perspective n'est pas contredite par le fait que les Etats impérialistes et divers organismes internationaux pratiquent depuis plusieurs années une politique de prêts et d'investissements de capitaux publics dans le Tiers-Monde. Bien qu'elle se soit accrue depuis les années cinquante, cette "aide" publique est, de l'avis des experts, entièrement insuffisante pour assurer le démarrage économique des Etats sous-développés. Actuellement, elle ne représenterait globalement que 15 % des sommes qui seraient nécessaires et elle n'augmente que de 1,5 % par an le revenu brut du Tiers-Monde. Il est probable qu'elle ne compense même pas l'hémorragie de richesse que subissent les Etats dépendants du fait des rapatriements de bénéfices et du terme défavorable des échanges commerciaux.

Cette aide publique n'est d'ailleurs que très incomplètement affectée à des investissements utiles. Une bonne partie sert à boucher les déficits budgétaires des pays vassalisés, à alimenter les dépenses somptuaires et les opérations spéculatives des couches dirigeantes locales ou à organiser des forces armées destinées à lutter contre la "subversion communiste".

Par là, l'aide publique constitue en réalité un moyen de consolider les classes soumises à l'impérialisme et de maintenir leur assujettissement par des liens de dépendance financière. Telle qu'elle est organisée et utilisée, jusqu'à présent tout au moins, l'aide au Tiers-Monde sert bien davantage à maintenir celui-ci dans la situation où il se trouve qu'à lui permettre de s'en arracher.

Dans ses formes actuelles et du fait même de son poids accablant, la domination impérialiste se trouve cependant partout menacée à plus ou moins long terme par la lutte des masses et des nations asservies.



Peuvent-ils

industrialiser le Tiers-Monde?

---

L'INDUSTRIALISATION DU TIERS-MONDE COMME REPOSE A LA CRISE DE LA DOMINATION  
IMPERIALISTE

---

---

Telle qu'elle s'est développée dans la phase actuelle, la domination impérialiste sur le Tiers-Monde est minée par un ensemble de contradictions qui ouvrent la perspective de sa destruction révolutionnaire dans des délais plus ou moins longs. (4)

L'impérialisme n'a, jusqu'à présent, pas trouvé d'autre réponse aux crises qui se succèdent dans le Tiers-Monde que des interventions contre-révolutionnaires armées assorties de projets illusoire d'aménagements de sa domination. Il est certain cependant qu'il existe dans certains milieux des pays impérialistes une tendance à rechercher les moyens d'aboutir à une stabilisation dans le Tiers-Monde autrement que par une série de guerres.

L'abondante littérature produite ces dernières années sur l'aide aux pays sous-développés, les études faites par les experts sur les conditions du démarrage économique, les théories qui cherchent à établir que le capitalisme est mieux que tout autre système capable de promouvoir une expansion mondiale de la production, contiennent bien entendu une large part de mystification. Elles constituent un des éléments du combat qui se livre contre les révolutions anti-impérialistes aussi bien sur le "front idéologique" que sur les champs de bataille de la guérilla.

Mais elles contiennent aussi un noyau rationnel dans lequel s'exprime l'idée que l'impérialisme ne pourra finalement triompher d'une manière durable de la "subversion communiste" qu'en organisant assez tôt un nouveau système de relations entre les états avancés et les pays sous-développés. Au lendemain de la deuxième guerre mondiale, l'Europe fut sauvée de la "subversion" essentiellement par le plan Marshall qui, en assurant le démarrage de la reconstruction et de la prospérité, rendit inutile les interventions militaires. Raisonant par analogie, théoriciens, experts et conseillers des dirigeants impérialistes déplorent qu'une

---

politique analogue ne soit pas rapidement mise en oeuvre pour consolider les positions "du monde libre" dans les continents sous-développés.

Aux raisons politico-stratégiques qui peuvent pousser l'impérialisme à s'orienter vers une nouvelle politique dans le Tiers-Monde s'ajoutent des raisons proprement économiques.

L'exploitation des pays sous-développés est à l'étape actuelle si lourde qu'elle ne peut pas se perpétuer si elle ne s'assigne à elle-même des freins.

Si rien n'était fait pour ralentir ou stopper la détérioration des termes de l'échange commercial, on aboutirait à la longue à un déficit des moyens de paiement tel que les pays du Tiers-Monde ne pourraient plus solder leurs importations.

L'évolution en forme de ciseaux du prix des importations et des exportations du Tiers-Monde conduit à un rétrécissement sinon à une rupture des circuits commerciaux et, par conséquent, à une chute des profits que les Etats impérialistes tirent de leurs relations d'échange avec les pays sous-développés.

De la même manière, les mouvements internationaux de capitaux ne peuvent pas indéfiniment se poursuivre dans leur forme actuelle. Si les capitaux privés investis dans les régions sous-développées du monde continuaient à décroître par suite du manque de sécurité des placements et de leur rentabilité inférieure, tandis que les profits rapatriés continuaient à être investis dans les pays hautement industrialisés, les inégalités de développement entre les deux types de pays s'accuseraient à l'extrême.

Si ce processus se développait jusqu'à sa dernière limite, il aboutirait à une situation telle que le Tiers-Monde, après avoir subi une longue hémorragie de richesse, ne jouerait plus qu'un rôle très secondaire dans la reproduction du capital, qui se trouverait presque entièrement regroupé dans les régions les plus avancées du globe. Le capitalisme impérialiste aurait alors accompli une sorte de cycle : après avoir envahi le monde entier, il tendrait à se rétracter dans les frontières de son aire de départ où se trouveraient concentrées toutes les richesses du globe.

L'accomplissement d'un tel cycle est cependant très improbable. - D'abord parce que les pays du Tiers-Monde, abandonnés à leur misère après avoir été longuement pillés, constitueraient une zone de convulsions permanentes où l'URSS et à défaut la Chine maoïste trouveraient un terrain idéal de pénétration pour renforcer leurs positions stratégiques. - Ensuite, parce qu'un retrait de l'impérialisme vers les pays hautement industrialisés présuppose que le capitalisme ait la possibilité de fonctionner durablement par le moyen de l'expansion interne.

Or, s'il est vrai que depuis la deuxième guerre mondiale l'économie capitaliste a retrouvé la forte capacité de croissance intérieure qui lui avait manqué à partir de la formation des monopoles, cette constatation ne permet pas d'augurer de ce qui va se passer dans les décades qui viennent. Les contradictions entre les ensembles impérialistes, qui étaient assoupies depuis vingt ans, recommencent à se manifester, quoique sous des formes atténuées, et des difficultés nouvelles surgissent maintenant devant les sociétés capitalistes avancées, nées de la vigueur de l'expansion elle-même.

Alors que l'Amérique traverse depuis plusieurs années une des phases de haute conjoncture les plus élevées de toute son histoire, de nombreux signes de malaise s'y manifestent. En pleine période de prospérité, l'appareil de production US ne parvient plus à employer la totalité de ses capacités et récemment on s'est alarmé des proportions atteintes par la vente à crédit et du nombre de familles américaines qui se sont endettées. Surtout le chômage auquel a abouti l'automatisme, et qui s'aggravera vraisemblablement encore avec la cybernation, augmente à chaque phase de récession sans parvenir à se résorber entièrement en période de reprise, de sorte qu'une armée industrielle de réserve de plusieurs millions d'hommes demeure en permanence. De nouveau apparaissent des excédents de capitaux qui cherchent des placements avantageux hors des frontières américaines et notamment en Europe.

Mais l'Europe, qui marche avec quelques années de retard sur les mêmes voies que le capitalisme américain, risque, à mesure que seront implantés des ensembles technologiques automatisés et cybernétisés, de déboucher sur les mêmes problèmes que les USA. Déjà, elle cherche à se fermer à la pénétration du capital américain et s'efforce de s'ouvrir des voies de pénétration vers les pays de l'Est.

Le réveil des luttes pour l'exportation des marchandises et des capitaux, la gravité des problèmes internes qui sont en train de se développer à mesure que se poursuit la révolution technologique, sont l'indice que dans les années à venir l'expansion externe du capitalisme prendra vraisemblablement une importance beaucoup plus grande que dans les deux décades passées.

Bien qu'elle ne soit pas la seule réponse possible que le capitalisme puisse théoriquement donner aux problèmes que lui posera le chômage technologique, l'industrialisation du Tiers-Monde serait certainement une des tâches qui, par son ampleur même, serait le plus susceptible d'entretenir un rythme de croissance élevé dans les pays avancés. Une politique d'industrialisation effective du Tiers-Monde permettrait, du moins pendant toute une période, d'exporter un volume sans précédent de biens d'équipement et de capitaux et, par suite, de faire fonctionner à plein rendement, sinon même d'accroître encore, l'énorme potentiel productif des pays avancés. La réalité du développement capitaliste viendrait alors coïncider avec l'image idéale du système qu'en donnent ses théoriciens et ses apologistes : face à l'URSS, à la Chine et aux démocraties populaires qui éprouvent les plus grandes difficultés à surmonter leur retard et à faire fonctionner une économie moderne, le capitalisme apparaîtrait comme le régime le plus apte à faire croître la richesse dans le monde entier.

#### L'INDUSTRIALISATION DU TIERS-MONDE SUPPOSE SON BOULEVERSEMENT SOCIAL

Cette vision d'un système capitaliste faisant entrer les uns après les autres les pays attardés dans l'ère de l'opulence universelle, ne repose cependant que sur des conceptions abstraites supposant résolues toute une série de contradictions qui, aussi bien dans les pays impérialistes que dans les pays arriérés, font obstacle à une rationalisation mondiale du développement capitaliste.

Le plan Marshall fut un indubitable succès parce que les capitaux américains vinrent redonner vigueur à un organisme exsangue mais que toute son histoire

avait rendu apte à fonctionner comme organisme capitaliste. Mais le Tiers-Monde n'est pas l'Europe. Il ne suffit pas que des experts fassent le calcul des taux d'investissement et de croissance qui seraient adéquats, ni que des crédits et des capitaux suffisants lui soient alloués, pour qu'un état sous-développé s'arrache à sa misère loqueteuse.

Le retard économique du Tiers-Monde est le produit de tout son développement historique et les forces de production modernes ne pourront pas s'y épanouir tant que, d'une manière ou d'une autre, les structures sociales qui y font obstacle n'auront pas été déblayées.

A l'exception de la plupart des pays d'Afrique Noire qui n'ont même pas atteint ce stade, les états sous-développés sont d'abord accablés par la persistance jusqu'à l'époque moderne de rapports de domination à demi féodaux que la pénétration du capitalisme n'a jamais réussi à dissoudre.

En Asie comme dans presque toute l'Amérique latine, les masses rurales, qui constituent l'écrasante majorité de la population, restent courbées sous le joug de grands propriétaires, maîtres des meilleures terres. Le régime d'exploitation des paysans présente, bien entendu, de grandes variétés suivant les conditions régionales.

Ici, les propriétaires arrentent la majeure partie ou parfois la totalité de leur terre, en lopins minuscules, à des familles paysannes qui paient un loyer en argent ou en produits agricoles, ou bien encore font des journées de travail sur les champs du grand domaine réservée au faire valoir direct. Ailleurs, dominant de grandes plantations de produits d'exportation sur lesquelles des paysans, peu ou pas pourvus de terres personnelles, viennent travailler en échange du droit de pratiquer des cultures vivrières sur des parcelles périphériques à la plantation.

Quelles que soient leurs particularités locales, ces régimes d'exploitation agraire ont pour principal effet de limiter à l'extrême le développement du marché intérieur nécessaire à la croissance des forces de production capitalistes. D'abord parce que les masses rurales se trouvent maintenues dans le plus extrême dénuement et continuent à vivre dans le cadre d'une économie domestique en n'achetant que des quantités insignifiantes de produits industriels de consommation. Ensuite, parce que, compte tenu de la surpopulation, le coût de la main-d'oeuvre agricole est si bas et les profits si élevés que, même sur les grands domaines, le machinisme agricole et l'usage d'engrais chimiques ne sont pas parvenus à s'imposer. Enfin, parce que les paysans utilisent pour la mise en culture de leurs parcelles un outillage extrêmement primitif que, le plus souvent, il fabrique eux-mêmes. Complétant les effets de la misère paysanne, la stagnation des techniques agraires à laquelle a abouti le régime social des campagnes a empêché le développement des industries mécaniques et chimiques fabriquant des moyens de production agricole.

Par ailleurs, les obstacles opposés au développement du marché par les structures agraires se sont combinés aux effets de la domination et de la concurrence impérialiste pour détourner le capital national des investissements industriels.- Les détenteurs de capitaux indigènes hésitent à fonder des entreprises

qu'ils savent incapables de lutter contre les monopoles étrangers qui dominent les secteurs les plus rentables.- Quant aux secteurs dédaignés par le capital impérialiste, la rentabilité des investissements industriels y est souvent inférieure à celle des placements fonciers et usuraires.

Cette situation est d'ailleurs en grande partie le produit de la domination impérialiste. Tandis, en effet, que l'introduction -si limitée soit-elle - de la médecine moderne enrayait la mortalité, les marchandises impérialistes ruinaient l'artisanat indigène, cependant que les quelques entreprises nées de l'afflux du capital étranger ne créaient nullement de nouveaux emplois dans les proportions correspondantes. Il en est résulté une formidable surpopulation rurale - 20 %, 30 % et parfois 40 % des habitants sont atteints par le sous-emploi - qui a permis aux propriétaires fonciers de porter les rentes agraires à des taux qui dépassent parfois 50 % de la valeur de la récolte. Le poids exorbitant des rentes foncières et l'extrême misère de la paysannerie ont alors permis de faire de l'usure un incomparable placement. Le taux de l'intérêt atteint et parfois dépasse 100 %.

Des raisons analogues expliquent l'importance prise, à côté du capital usuraire, par le capital commercial. L'insuffisance des marchés intérieurs, la concurrence de l'impérialisme et la rentabilité douteuse des activités industrielles laissées de côté par les firmes étrangères, font que les capitaux qui s'accumulent à partir de l'exploitation agraire et de l'usure préfèrent s'orienter vers le commerce d'import-export, les activités "compradores" et les spéculations.

Même lorsqu'il atteint à des formes modernes d'organisation - banques, sociétés commerciales, etc... - le capitalisme des pays sous-développés reste le plus souvent un capitalisme parasitaire qui agglomère de l'argent sans contribuer à l'élargissement de la richesse nationale. Bien plus, il contribue souvent à la réduire, car il est notoire que les couches dominantes d'un certain nombre de pays du Tiers-Monde exportent les capitaux qu'elles concentrent à partir de l'exploitation agraire, de l'usure, du commerce et de la spéculation, en les plaçant dans de solides sociétés financières ou industrielles d'Europe ou d'Amérique du Nord.

Le sous-développement du Tiers-Monde apparaît souvent comme un cercle vicieux : la persistance de structures semi-féodales dans les campagnes paralyse ou ralentit le développement du marché nécessaire à la croissance du capitalisme. En retour, la stagnation ou l'extrême lenteur de l'industrialisation, créent des conditions telles que le capital reste en grande partie en dehors de la sphère de la production pour s'appliquer à des activités économiquement stériles. En d'autres termes, l'industrialisation du Tiers-Monde se heurte à des obstacles qui sont liés à la structure sociale particulière des pays sous-développés et leur démarrage économique ne peut ni s'opérer, ni surtout se maintenir très longtemps, tant que ces structures n'ont pas été bouleversées.

#### LA BOURGEOISIE DU TIERS-MONDE EST INCAPABLE D'OUVRIR LA VOIE A L'INDUSTRIALISATION

Toute l'expérience historique prouve que la bourgeoisie des états sous-développés est incapable de réaliser jusqu'à leur terme les tâches qu'accomplit la bourgeoisie européenne lorsqu'elle eut à rompre les entraves que les survi-

vances sociales du passé opposaient à la croissance de la production moderne. En devenant politiquement indépendants, les pays du Tiers-Monde ne sont pas devenus purement et simplement des états bourgeois liquidant le féodalisme agraire et s'assurant la maîtrise du marché national.

La raison en est qu'à l'exception d'une couche d'entrepreneurs nationaux extrêmement mince et parfois même inexistante, la bourgeoisie du Tiers-Monde est organiquement liée au féodalisme, à l'usure et à l'impérialisme. Les propriétaires fonciers, usuriers et en même temps actionnaires des compagnies d'import-export, placent une partie de leurs revenus dans les banques qui ont des participations aux firmes impérialistes. En retour, marchands, spéculateurs et banquiers font des placements fonciers et usuraires, de sorte que l'entrelacement des intérêts bourgeois et semi-féodaux est inextricable.

Même dans les pays où la pression de la bourgeoisie nationale menacée d'étouffement et la crainte des insurrections paysannes ont provoqué la formation de gouvernements réformateurs, les transformations agraires ont été très limitées. C'est ainsi que dans la plupart des états d'Amérique latine - Pérou, Guatemala, Bolivie - les distributions de terres faites dans le cadre d'un compromis avec l'oligarchie n'ont abouti qu'à créer une minorité de paysans relativement privilégiés qui ont ensuite servi de points d'appui pour le maintien de l'ordre. Ailleurs, les réformes agraires n'ont été que de cyniques tromperies. Au Venezuela par exemple, la réforme agraire a permis à l'oligarchie de vendre à l'Etat 400 000 ha de terres inexploitablees et d'investir le produit de ces ventes dans des compagnies étrangères. Quant aux paysans "bénéficiaires" des lotissements - 45 000 familles sur un total de 400 000 familles sans terre - ils végètent dans des régions éloignées des marchés et dépourvues de routes, et beaucoup d'entre eux ont déjà renoncé à mettre en valeur les terres qu'ils avaient reçues. Dans le meilleur des cas, la voie réformatrice ne parvient qu'à introduire des transformations trop limitées et trop lentes pour frayer la route à une industrialisation importante et si les réformateurs sont assez hardis pour inquiéter l'oligarchie un coup d'Etat réactionnaire met fin à leurs entreprises.

Même les pays qui, comme le Mexique, ont accompli une véritable révolution, où l'oligarchie a été durement atteinte par les insurrections paysannes, le développement du capitalisme paraît incapable d'atteindre à un complet épanouissement. Après avoir connu une croissance relativement élevée - 4,4 % par an jusqu'en 1959 - le secteur industriel ne progresse plus qu'avec lenteur - 1,6 % par an - et le capital mexicain reflue maintenant vers les opérations de spéculation, le "compradorisme" et même l'usure. Dans les campagnes, en effet, la réforme agraire s'est ralentie puis arrêtée, et au cours des dernières années elle s'est souvent faite au profit d'affairistes liés aux milieux gouvernementaux, de sorte qu'on assiste à une reconcentration de la terre au profit d'une nouvelle oligarchie foncière.

La trajectoire régressive qu'est en train d'accomplir le capitaliste mexicain n'est pas une exception. Par bien des traits elle s'apparente à celle que décrit le capitalisme de la Chine nationaliste et à celle qu'est en train de décrire le capitalisme de l'Inde.

Cela signifie que dans les Etats du Tiers-Monde il n'y a pas de place pour une phase bourgeoise du développement historique comparable à celle que connurent les états occidentaux. La bourgeoisie est tantôt inexistante, tantôt si socialement atrophiée qu'elle ne parvient pas à assumer aucune de ses tâches historiques, tantôt enfin elle est atteinte de décrépitude avant même d'avoir achevé sa croissance, de sorte que le développement des forces productives après une phase de démarrage plus ou moins sensible s'achemine vers une période de ralentissement et de stagnation.

#### DES REVOLUTIONS PAYSANNES BUREAUCRATIQUES ACCOMPLISSENT LES TACHES DES REVOLUTIONS BOURGEOISES (5)

---

Dans un certain nombre de pays sous-développés c'est un régime bureaucratique qui s'est substitué à la bourgeoisie impotente pour accomplir les tâches de l'industrialisation. Un appareil politico-militaire, surgi des contradictions où s'était empiétrée la société, et des luttes de classe qui la déchiraient, à d'abord extirpé jusqu'aux racines les rapports sociaux qui enrayaient la croissance des forces productrices. Puis, s'érigeant en classe dominante sur la base de l'étatisation des moyens de production, l'appareil dirigeant de la révolution a assujéti la nation toute entière à l'entreprise de s'élever jusqu'à une civilisation industrielle.

Ce processus révolutionnaire présente d'importantes particularités suivant les pays et leur situation sociale et politique respective. Sa réalisation s'est cependant partout opérée selon des mécanismes fondamentaux analogues qui lui assignent sa signification historique.

Tout d'abord, c'est une armée insurrectionnelle qui a brisé la domination du féodalisme agraire et de ses alliés, et c'est cette armée qui a constitué le creuset où a commencé à s'élaborer la nouvelle classe dominante. L'apparition et le développement de cette armée ont été à la fois l'expression des révoltes agraires et d'une mutation sociale des couches petites bourgeoises. Celles-ci, faute de pouvoir se développer comme classe bourgeoise, ont pris la direction de la guerre des paysans, se sont constitués en appareil politico-militaire et ont trouvé dans l'idéologie stalinienne le modèle d'une restructuration de la société leur permettant de devenir la classe dominante qu'elles n'avaient pas pu être dans le cadre féodal-bourgeois.

La métamorphose bureaucratique des couches petites bourgeoises dans les pays sous-développés s'est déjà opérée suivant plusieurs variantes concrètes et il est probable que dans les décades à venir d'autres modalités s'en dégageront encore. En Chine et au Viet-Nam, les insurrections de la paysannerie contre le féodalisme se sont donné comme appareil dirigeant le Parti Communiste. Celui-ci a constitué le noyau autour duquel s'est organisé, au cours même des combats de "libération sociale et nationale", une nouvelle couche dirigeante.

---

Celle-ci s'est développée en s'amalgamant des éléments d'extraction sociale très diverses : un nombre infime d'ouvriers contraints par la répression de quitter l'usine pour le maquis, des cadres paysans en proportion beaucoup plus forte et enfin des étudiants d'origine petite bourgeoise qui, en raison même de leur niveau culturel plus élevé, ont été amenés à jouer un rôle de plus en plus grand à mesure qu'il a fallu administrer des régions plus vastes, puis des villes.

A Cuba c'est la révolte d'une poignée d'hommes représentant d'abord la petite bourgeoisie dans l'impasse qui a déclenché l'insurrection paysanne arrivée à maturité dans la Sierra. Mais au cours de leur mouvement, la nature même des adversaires qu'ils avaient à vaincre et l'extrême faiblesse sociale de la petite bourgeoisie, conduisirent les castristes à terminer autrement qu'ils ne l'avaient prévu la révolution qu'ils avaient commencée comme révolution bourgeoise. L'équipe castriste se sépara de son aile droite, s'intégra la bureaucratie syndicale, fusionna avec le P.C., "découvrit le marxisme" et réalisa non seulement un bouleversement agraire radical mais une étatisation du capital national et étranger. L'ampleur de l'éveil politique des masses et la faiblesse originelle de l'appareil castriste, beaucoup moins structuré et conscient de lui-même que ne l'étaient les bureaucraties chinoises et vietnamiennes, donnèrent au régime cubain une physionomie originale. L'appareil dirigeant de la Révolution, ne pouvait pas, comme en Chine et Viet-Nam, s'ériger brutalement et presque sans délai en couche dominante régissant la société de manière dictatoriale et totalitaire. Il a été, au contraire, obligé par son faible degré de différenciation, de composer longuement avec les tendances démocratiques qui animent les travailleurs et même de s'appuyer sur les organismes dans lesquels ces tendances se sont institutionnalisées. Mais il n'en reste pas moins que, même si ce processus est actuellement inachevé et même s'il ne prend pas autant de netteté qu'en Chine et au Viet-Nam, la révolution cubaine conduit à l'avènement d'un régime dont les traits bureaucratiques s'accusent.

Quelles que soient cependant les modalités particulières de leur accomplissement, ces révolutions ont eu un retentissement profond dans le Tiers-Monde. Elles ont démontré que les pays sous-développés ne sont pas inexorablement voués à la stagnation et à la misère s'ils parviennent à enjamber la phase bourgeoise pour procéder à une industrialisation selon les modèles dont les caractères essentiels ont été dévoilés par l'expérience faite dans les pays bureaucratiques.

Dès lors, on peut se demander si, à défaut des révolutions bourgeoises, ce ne sont pas des révolutions paysannes bureaucratiques qui, en ouvrant la voie à l'industrialisation des pays sous-développés, vont faire apparaître dans le Tiers-Monde des marchés absorbant en quantité importante des biens d'équipement fabriqués dans les pays avancés. A la limite, on pourrait concevoir une phase du développement mondial au cours de laquelle les pays industriels d'Europe et d'Amérique trouveraient un moyen d'entretenir leur propre expansion interne sur des rythmes élevés en fournissant aux pays bureaucratiques en voie d'industrialisation les moyens de production qui leur font défaut. Une coopération de l'impérialisme et des classes bureaucratiques prenant la tête des pays sous-développés aurait sur la croissance de l'économie mondiale, les effets que l'alliance de l'impérialisme et des actuelles classes dirigeantes du Tiers-Monde est présentement impuissante à produire.

## L'ANTAGONISME DE L'IMPERIALISME ET DU SYSTEME BUREAUCRATIQUE

Il ne va pas de soi cependant qu'une telle perspective puisse un jour correspondre à la réalité.

Les impérialismes, et plus particulièrement celui des U.S.A., ont fait obstacle autant qu'ils l'ont pu à l'avènement de régimes bureaucratiques, et ils continuent à le faire. Lorsque pour des raisons circonstancielles ils n'ont pu empêcher leur formation et leur consolidation, ils les ont encerclés militairement et isolés économiquement.

Il est vrai qu'au dire des dirigeants impérialistes, derrière chaque révolution se profile toujours l'ombre des impérialismes russes et chinois. La Russie et maintenant la Chine apportent un soutien plus ou moins important suivant les cas, aux bureaucraties qui luttent pour accéder au pouvoir et, en retour, elles cherchent à ranger les nouveaux pays bureaucratiques dans leur clientèle internationale d'Etats vassaux. Les luttes qui se déroulent dans le Tiers-Monde interfèrent constamment avec les compétitions stratégiques internationales.

Mais la politique hégémonique de la Russie et de la Chine et la vassalisation des pays bureaucratiques secondaires par ces puissances, sont en grande partie le produit de la politique impérialiste elle-même.

C'est parce qu'ils se savent menacés par les entreprises de l'impérialisme, que des pays comme le Viet-Nam, la Corée, Cuba ou même la Pologne ont été contraints de se placer ou de se maintenir sous la suzeraineté ou la tutelle de Moscou ou de Pékin. De la même manière, c'est la crainte de l'impérialisme qui a poussé la Russie ruinée par la guerre hitlérienne à organiser le pillage puis l'exploitation de l'Europe de l'Est et à se constituer un glacis de protection à l'aide des Démocraties Populaires. Ce sont des raisons analogues qui incitent la Chine à prendre la tête des forces subversives du Tiers-Monde pour opérer des diversions contre l'impérialisme, et à soutenir à la périphérie de son territoire les luttes qui pourraient conduire à l'établissement de régimes satellites le long de ses frontières.

La configuration qu'ont pris les antagonismes internationaux n'est cependant pas contingente. La pression que n'a cessé d'exercer l'impérialisme sur les Etats bureaucratiques et les ripostes que ceux-ci ont été amenés à organiser pour contenir ou affaiblir cette pression se conditionnent mutuellement. Mais cet enchaînement à son tour traduit les antagonismes fondamentaux qui, jusqu'à maintenant, ont opposé les deux systèmes.

Partout où ils se sont établis, les régimes bureaucratiques ne se sont pas en effet bornés à liquider la domination des couches bourgeoises et féodales autochtones, ce qui aurait pu être indifférent au capitalisme international. Ils ont en même temps exproprié et étatisé le capital étranger investi dans le pays et établi un contrôle rigoureux du commerce extérieur et des mouvements de capitaux. Le champ d'application du capital impérialiste s'est rétréci dans les proportions mêmes où s'étendait le système bureaucratique. Ce sont les formes mêmes dans lesquelles s'est développé et jusqu'à présent maintenu le système impéria-

liste qui sont menacées par toute nouvelle expansion du régime bureaucratique. Derrière la politique de défense du statu-quo dans le Tiers-Monde se trouvent de formidables coalitions d'intérêts capitalistes : compagnies minières, trusts pétroliers, compagnies productrices de produits agricoles, etc... Sans compter les groupes financiers et bancaires qui ont des participations à ces diverses entreprises.

### L'IMPERIALISME NE PEUT PAS ACCEPTER LA MULTIPLICATION DES REGIMES BUREAUCRATIQUES

Il est vrai que les classes possédantes des pays avancés ne font pas un seul bloc et n'ont pas des intérêts unifiés exerçant sur l'Etat des pressions unilatérales en ce qui concerne la politique à avoir vis-à-vis des Etats bureaucratiques et du Tiers-Monde. Face aux groupes capitalistes les plus acharnés à entretenir ou même à exaspérer la guerre froide et prompts à exiger des interventions militaires chaque fois que leurs intérêts paraissent menacés dans une quelconque partie du Tiers-Monde, d'autres milieux d'affaires commencent à s'orienter vers une autre politique. En Angleterre et en France notamment, c'est-à-dire dans les pays avancés qui ont le plus de difficultés à maintenir le rythme de leur expansion, tout un courant s'est manifesté en faveur de la vente d'équipements aux pays de l'Est. Si dans les années à venir d'autres pays avancés ou l'ensemble de ces pays se voyaient menacés par une conjoncture défavorable persistante, les secteurs capitalistes qui produisent des équipements seraient certainement tentés par les possibilités d'exportation qu'offrent les pays bureaucratiques en voie d'industrialisation.

Mais développer les exportations d'équipement vers des pays bureaucratiques déjà existant est une chose. Laisser de nouveaux pays basculer dans le camp bureaucratique en vue de participer éventuellement à leur industrialisation en est une autre.

L'URSS, la Chine, les Démocraties Populaires, etc... constituent des régions où les positions autrefois occupées par le capitalisme international sont de toute manière perdues depuis longtemps. La vente d'équipement à ces pays favoriserait l'expansion des firmes qui, dans les Etats avancés, fabriquent du matériel de production, sans porter aucune atteinte aux intérêts des autres fractions capitalistes.

Il en irait tout différemment si les milieux capitalistes intéressés à l'exportation d'équipement prétendaient pactiser avec les forces qui dans le Tiers-Monde tendent à réaliser des révolutions paysannes bureaucratiques, sous prétexte que de telles révolutions sont seules capables d'ouvrir de nouveaux marchés. Une semblable politique verrait se dresser contre elle tout le secteur du capitalisme qui a établi sa domination sur le Tiers-Monde et en tiré une part notable de ses profits. De violents affrontements d'intérêts se manifesteraient à l'intérieur des classes dirigeantes des pays avancés et l'Etat s'y trouverait soumis à de fortes pressions de sens contraire.

Or, face à une telle éventualité il ne suffit pas de raisonner par analogie avec ce qui s'est passé lors de la dislocation des empires coloniaux. Les groupements capitalistes qui ont intérêt au maintien du statu-quo dans le Tiers Monde ne constituent pas un secteur économique déclinant, d'une puissance sociale

et politique nécessairement inférieure à celle des groupements qui, à l'opposé, pourraient souhaiter tirer parti de l'industrialisation de nouveaux pays bureaucratiques. Il n'y aurait pas d'un côté des sociétés de planteurs, des entreprises minières vétustes, et des firmes marginales exportant leurs produits de consommation outre-mer et de l'autre le puissant et dynamique secteur du capitalisme qui fabrique des moyens de production. Le clivage serait beaucoup moins net. D'abord parce que les entreprises qui fabriquent de l'outillage utilisent un grand nombre de matières premières, dont l'importation à bas prix est liée au maintien des pays producteurs dans l'assujettissement impérialiste. Ensuite parce que, avec la concentration du capital sous ses diverses formes, les intérêts des groupes capitalistes se sont enchevêtrés de toutes les manières. Telle firme qui fabrique des aciers spéciaux participe financièrement aux usines qui utilisent ces aciers et aux entreprises minières qui extraient les métaux nécessaires en Amérique latine ou en Afrique. Tel groupe financier qui a des participations à la production de véhicules a aussi des intérêts dans les usines de caoutchouc et les plantations d'hévéas.

Il est possible qu'en abandonnant leurs positions impérialistes actuelles pour devenir les fournisseurs d'équipements du Tiers Monde qui entrerait alors réellement dans la phase de l'industrialisation, les pays avancés voient finalement leurs profits globaux augmenter. Mais même une pareille certitude ne permettrait pas d'augurer que les Etats avancés sont capables de réaliser une mutation d'une pareille ampleur. Celle-ci présupposerait, en effet, qu'au nom de l'intérêt général du capitalisme, et en vue de sa plus grande prospérité à venir, les intérêts actuels et tout simplement la propriété de certains secteurs capitalistes soient sacrifiés. Compte tenu de l'importance de ces intérêts et de la force de résistance qu'ils offriraient, on se demande quel gouvernement oserait s'orienter dans une voie qui ouvrirait des risques assez sérieux de guerre civile.

L'Etat, en effet, quel que soit son renforcement au cours des dernières décades, et si importantes que soient les institutions qui lui permettent de régenter le fonctionnement du capitalisme, n'est pas devenu dans les pays occidentaux un organisme extérieur et supérieur aux classes possédantes. Il ne s'est pas rendu indépendant de leurs intérêts et il n'a nulle part concentré en lui-même assez de puissance pour avoir la capacité de bouleverser la société et l'économie capitalistes. Si l'Etat tend à devenir "le conseil d'administration du capitalisme" et non plus seulement l'organe de sa dictature, il ne s'est pas pour autant érigé en maître absolu du corps social. Il ne lui dicte pas ses fins politiques ou historiques et n'a pas le pouvoir de le remodeler jusque dans ses fondements économiques pour le conduire vers ses fins. Dans tous les pays de l'Ouest européen et plus encore aux U.S.A., l'appareil d'état reste soumis à l'influence de groupes de pression. Sa politique n'est jamais indépendante de la puissance de ces groupes. Le plus souvent, elle n'est même rien d'autre que la résultante de leurs actions opposées.

Imaginer que le capitalisme des pays avancés va laisser se multiplier les états bureaucratiques dans le Tiers-Monde sous prétexte que ces états auront finalement besoin de lui pour accomplir leurs tâches d'industrialisation, c'est ne rien comprendre ni aux structures de l'impérialisme ni à la nature de l'Etat capitaliste. C'est proprement écrire le plus gratuit des romans d'anticipation sur l'histoire du siècle.

## LA CONSOLIDATION DES REGIMES BUREAUCRATIQUES (6)

Il existe une autre manière de concevoir un compromis entre les bureaucraties issues des révolutions dans les pays sous-développés et l'impérialisme. Elle consiste à imaginer des "révolutions bureaucratiques" qui s'accompliraient dans le Tiers-Monde en liquidant le féodalisme agraire, l'usure et la bourgeoisie autochtone, mais en s'interdisant de porter atteinte aux positions du capital étranger. A défaut d'une impossible adaptation de l'impérialisme aux "révolutions bureaucratiques", telles qu'elles se sont du moins développées jusqu'ici, ce sont les "révolutions bureaucratiques" qui, à l'avenir, s'adapteraient à l'impérialisme. Dans cette perspective idéale, le capitalisme des pays avancés n'aurait plus aucune raison de faire obstacle à des révolutions qui sans faire subir de dommage à ses intérêts actuels, lui permettraient de décupler ses exportations d'équipement dans les pays du Tiers Monde.

Tout le problème est de savoir si des accommodements de ce genre sont possibles.

Toutes les expériences qui ont été faites jusqu'ici ont montré qu'un régime bureaucratique ne peut pas coopérer durablement, sur le plan national, avec un secteur capitaliste privé. En U.R.S.S., la période de la N.E.P. s'est terminée par une violente bataille entre la bureaucratie stalinienne et la néo-bourgeoisie des "nepmen", qui a été entièrement exproprié par l'Etat. En Chine, le projet de faire coexister le secteur étatisé et le secteur bourgeois national n'a pas résisté à l'épreuve de la pratique. Quelques années suffirent pour que les rapports entre le capital privé et le capital d'Etat deviennent antagoniques, et dès 1957 la Chine avait pratiquement achevé l'étatisation de la production. Ce qu'il subsistait après la guerre de capitalisme privé dans les Démocraties Populaires d'Europe a rapidement subi un sort analogue.

L'étatisme envahissant qui s'est manifesté dans tous les pays bureaucratiques n'est ni le résultat d'un processus automatique de la concentration du capital car il y a eu des luttes violentes et même sanglantes, entre la bureaucratie appuyée sur le secteur étatisé et les couches bourgeoises appuyées sur le secteur privé, ni le produit d'une décision arbitraire de la bureaucratie et de sa volonté de plier la réalité à son dogmatisme idéologique, car dans la plupart des cas la bureaucratie a d'abord cru à la possibilité de collaborer avec les couches bourgeoises. C'est de l'expérience qu'est né le conflit entre la bureaucratie et la bourgeoisie intérieure.

Qu'elle procède de la dégénérescence d'une révolution prolétarienne comme en U.R.S.S., d'une action insurrectionnelle et d'une guerre comme en Yougoslavie, en Chine, au Viet-Nam ou à Cuba, ou bien encore de l'occupation du pays par les armées soviétiques comme dans les Démocraties Populaires d'Europe et en Corée du Nord, la domination de la bureaucratie ne peut se consolider que sur la base d'un

élargissement aussi rapide que possible de la richesse nationale. Il y a à cela des raisons nombreuses et impératives.

En premier lieu la bureaucratie doit se donner les moyens de défendre la "Révolution" contre l'ennemi extérieur et intérieur. Cela suppose la création d'un appareil militaire et des industries qui lui sont nécessaires et en même temps la mise en place de tout un ensemble d'organismes politico-policiers qui ont pour tâche d'encadrer et de manipuler la population, ou éventuellement de la terroriser.

Aux couches militaires, policières, politiques de la bureaucratie, s'ajoutent, à mesure que la planification et la gestion étatique de la production s'organisent, un étagement de couches économiques et des organismes qui ont pour fonction d'encadrer les ouvriers et les paysans dans le travail, de contrôler leurs rendements et autant que possible de les accroître.

Cette prolifération des catégories bureaucratiques à elle seule exige un accroissement important du surproduit. Selon des estimations très approximatives, la bureaucratie englobe entre 10 et 15 % de la population des pays qu'elle domine, c'est-à-dire qu'elle a une densité sociale analogue à celle qu'avait la bourgeoisie des pays occidentaux dans les premières phases de l'industrialisation. Au surplus, si la mise en place des couches bureaucratiques d'abord très rapide pendant la période de structuration du nouvel ordre social se ralentit, par la suite, elle ne s'arrête pas. Aussi longtemps que se poursuit la croissance économique et en particulier celle de l'industrie, les organismes chargés de diriger les nouvelles usines se multiplient, et ceux qui ont pour tâche de les intégrer au fonctionnement global de l'économie continuent à s'étendre.

Cette émergence des couches bureaucratiques absorbe par ailleurs des quantités d'autant plus grandes de plus-value, que la bureaucratie est constitutivement un appareil pyramidal, dont la cohésion et la discipline supposent une hiérarchie des privilèges, correspondant à celle des fonctions et offrant à chaque bureaucrate la perspective de faire carrière.

C'est la nécessité pour la bureaucratie de s'approprier le maximum de surproduit, et même de l'augmenter en procédant à une reproduction élargie aussi rapide que possible, qui est à la base du conflit qui l'oppose à la bourgeoisie intérieure.

La bureaucratie a besoin, pour parvenir à une stabilisation de son système de domination, de tout le surproduit accaparable. C'est pourquoi, elle est très rapidement conduite à s'emparer de la totalité de la plus value produite par les ouvriers en intégrant -même si c'est à travers plusieurs étapes de transition, comme en Chine - la totalité de l'industrie au capital d'Etat, et arracher au capital privé l'exploitation commerciale des paysans et des consommateurs en général, en étatisant les échanges.

Dans les pays anciennement et hautement industrialisés, la montée graduelle des couches bureaucratiques peut se réaliser sans que celles-ci entrent en conflit avec les couches bourgeoises et petites bourgeoises et sans que les formes de propriété soient brutalement bouleversées. Mais dans ces pays l'accumulation

primitive est depuis longtemps terminée et le surproduit accaparable suffisamment important, pour que bureaucratie et bourgeoisie puissent se partager à l'amiable les fruits de l'exploitation du travail.

Les pays au contraire où la bureaucratie a éliminé la bourgeoisie étaient à des degrés divers sous-développés, ou bien comme l'Allemagne Orientale et la Tchécoslovaquie étaient des pays industriels incorporés à un ensemble sous-industrialisé et de surcroît couverts de ruines par la guerre. La métamorphose bureaucratique rapide et complète de la société qui s'y est opérée, s'est effectuée sur un arrière-fond plus ou moins accentué de misère sociale qui rendait impossible un accommodement avec la bourgeoisie intérieure.

Le capital d'Etat avait dès la formation du nouveau régime pris racine dans les secteurs décisifs de l'économie où la bourgeoisie n'occupait plus que des positions secondaires. La bureaucratie avait dès le départ les moyens de subordonner entièrement le processus économique à ses fins.

#### DES ETATS BUREAUCRATIQUES SEMI-COLONIAUX SERAIENT VOUES A LA DEGENERESCENCE

Si on se place au contraire dans l'hypothèse d'un régime bureaucratique qui s'établirait dans un pays sous-développé en laissant intactes les positions occupées par l'impérialisme, le rapport entre le secteur privé et le secteur étatisé serait tout différent. Ce sont les possibilités de consolidation du régime bureaucratique qui seraient cette fois tout-à-fait douteuses.

Ne s'étant approprié ni les mines, ni les usines, ni les plantations créées par le capital étranger, le capital d'Etat n'aurait que des bases très étroites et son rythme d'accumulation serait inévitablement très lent. Il ne pourrait en effet asseoir sa domination que sur les entreprises de la bourgeoisie nationale qu'il aurait expropriées, et sur les villages assujettis à quelque forme de collectivisation. Mais dans les pays du Tiers-Monde, les entreprises de la bourgeoisie nationale sont peu importantes et ce sont les moins rentables. Quand à la paysannerie, si elle est très nombreuse, la productivité de son travail est extrêmement faible et les quantités de surproduit qui peuvent être prélevées sur les ruraux se trouvent par là même étroitement limitées.

La bureaucratie qui gouvernerait un pays dans ces conditions n'aurait, il est vrai, nul besoin de produire d'importants moyens de défense puisque l'impérialisme n'aurait aucune raison de lui manifester de l'agressivité. Mais il n'en resterait pas moins que le manque de plus-value à capitaliser ralentirait la croissance du secteur étatisé, cependant que la faiblesse des revenus de l'Etat l'obligerait à restreindre les privilèges de la classe dominante et à limiter son extension sociale.

L'histoire récente du Viet-Nam, de la Bulgarie, de la Roumanie, de l'Albanie, etc... qui ne possédaient d'abord qu'un développement industriel insignifiant a prouvé que le système bureaucratique pouvait tout de même se stabiliser sur les bases d'une économie presque uniquement rurale. Mais dans chacun de ces Etats, l'économie bureaucratique s'est développé d'une manière rigoureusement étanche du marché mondial et elle n'a pas eu à entrer en compétition avec des firmes impérialistes.

Si ces conditions faisaient défaut, le développement du secteur étatisé ne se trouverait pas seulement ralenti par la faiblesse des quantités de plus-value capitalisables, il se heurterait aussi à la concurrence des marchandises impérialistes. Disposant de réserves financières très supérieures, les firmes étrangères seraient à même d'étouffer - au besoin par une politique de dumping - toute entreprise d'Etat dont l'apparition menacerait leurs surprofits. La bureaucratie qui aurait succédé à la bourgeoisie nationale se trouverait dans une situation analogue à celle-ci. Rélégué vers les branches de l'activité économique les moins rentables, le capitalisme d'Etat serait menacé d'atrophie

Dès lors, la bureaucratie, qui serait mise dans l'impossibilité d'atteindre un développement social achevé par suite de l'étroitesse de ses bases économiques, ne parviendrait certainement pas à conserver une souveraineté réelle sur la nation. Ce n'est pas l'Etat bureaucratique qui assujettirait le capital privé à ses propres fins et soumettrait à ses lois le développement de l'économie nationale, c'est au contraire le capital étranger qui, renforçant son emprise sur le pays, finirait d'une manière ou d'une autre par se subordonner l'Etat et la couche bureaucratique de façon à supprimer toute entrave à la libre réalisation de ses profits et de ses surprofits.

L'évolution du régime ne serait probablement pas très différente si l'impérialisme lui allouait des crédits pour le consolider ou investissait des capitaux qui coopéreraient avec ceux de l'Etat dans des entreprises mixtes. La bureaucratie pourrait alors se donner des dimensions sociales plus larges et s'attribuer des privilèges plus importants. Mais sa consolidation n'aurait pas de base autonome et sa dépendance par rapport au capital étranger lui interdirait de refuser le rôle de vassal.

La possibilité qu'aurait la bureaucratie de tirer une partie de ses moyens d'existence des états et du capital étrangers aurait d'ailleurs vraisemblablement pour effet de la pousser vers une attitude d'inertie économique et de semi-parasitisme. Pour peut qu'elle obtint comme prix de sa docilité des "royalties" suffisantes, aucune nécessité impérieuse ne la contraindrait à résoudre dans des délais rapides les rudes tâches de l'accumulation primitive. A la différence de la bureaucratie des pays "communistes", que l'hostilité de l'impérialisme et l'insuffisance du surproduit national mit dans l'obligation d'accumuler selon des rythmes très élevés, une bureaucratie satellite de l'impérialisme pourrait s'accômoder d'une économie nationale à demi stagnante.

Mais cela signifie qu'un régime bureaucratique qui se maintiendrait dans la subordination du capital étranger et n'aurait pas soustrait le pays à la division internationale du travail telle que l'a institué le développement impérialiste, n'aurait fait surgir aucune des conditions qui dans les pays "communistes" rendent possible et nécessaire l'effort d'industrialisation. Un tel régime serait assez peu différent de l'un quelconque de ces états semi-coloniaux où les classes dirigeantes partagent avec l'impérialisme le produit du travail national. Comme l'Etat n'aurait guère de moyens effectifs de peser sur les investisseurs étrangers, qui seraient en même temps ses bailleurs de fonds, les placements s'effectueraient dans les branches les plus rentables, tandis que celles dont le développement pourrait menacer la position des monopoles internationaux seraient négligées. Les disproportions entre les activités productives qui en résulteraient rendraient impossible un développement équilibré de l'économie. Celle-ci continuerait à

accuser les déformations, les carences et les goulets d'étranglement qui sont dans tous les pays sous-développés les effets de la domination du capital monopoliste. En outre, une bureaucratie dépendante du capital étranger ne pourrait pas empêcher les firmes étrangères de rapatrier leurs bénéfices, par des moyens légaux ou détournés, et les ponctions de plus-value opérées par l'impérialisme continueraient à ralentir la croissance de la richesse nationale.

Un état bureaucratique de ce genre, qu'on pourrait qualifier de semi-colonial, serait par rapport à des états bureaucratiques tels que l'U.R.S.S. ou la Chine ce qu'est un état bourgeois du Tiers-Monde par rapport aux états bourgeois européens.

Il constituerait une variété à la fois atrophiée et dégénéréscente du système bureaucratique et serait incapable d'accomplir des fonctions historiques comparables à celles qu'assument les états "communistes".

L'apparition de régimes bureaucratiques qui resteraient plus ou moins subordonnés à l'impérialisme n'est pas une pure hypothèse. L'Algérie est probablement en train d'inaugurer la voie de ces développements bureaucratiques avortés. Suivant les conditions locales, les rapports de forces particuliers au pays, la puissance des intérêts impérialistes, ces régimes pourraient présenter des combinaisons très variables d'inachèvement et de décrépitude.

A supposer qu'elles deviennent proliférantes, les faunes bureaucratiques du Tiers-Monde pourraient offrir, par rapport au type russe ou chinois, toute la gamme des anomalies et des monstruosité. Mais il est de toute manière grandement douteux que, dans le cadre des états restés dans l'orbite impérialiste, les forces productives réalisent une croissance rapide et durable permettant aux pays sous-développés de rattraper leur accablant retard et d'atteindre une phase prolongée de stabilité.

#### LA VIOLENCE REVOLUTIONNAIRE EST LA CONDITION DU PROGRES DANS LE TIERS MONDE

L'impérialisme n'a en réalité aucune politique lui permettant de prévenir les crises révolutionnaires qui se préparent dans les continents sous-développés par des aménagements suffisamment rapides et profonds de son système de domination.

Sans doute existe-t-il une foule d'études théoriques sur les conditions du démarrage économique dans le Tiers-Monde et un grand nombre de projets de réformes. Mais études et projets planent au niveau de l'économie pure, ou bien ont été conçus en fonction de postulats entièrement arbitraires sur le développement historique des pays attardés. Ni les contradictions du monde impérialiste, ni les puissants antagonismes d'intérêts qui les déterminent, ni les oppositions de classes et d'états, ni le rôle que jouent les luttes de classe comme moteur du mouvement historique et du progrès n'y trouvent leur place. Aussi bien la prétention de ces conceptions idéologiques de l'univers de l'impérialisme serait-elle précisément de fonder une pratique qui substituerait aux luttes de classes et aux guerres révolutionnaires l'action des états, pour ouvrir, dans l'ordre, les voies à un développement général de la prospérité. Mais les chemins

merveilleux qui devraient conduire pacifiquement à une concordance universelle des intérêts des classes et des états n'existent pas.

La politique de réformes qui est épisodiquement pratiquée dans quelques uns de pays du Tiers-Monde - et dont on a déjà dit combien elle est inconsistante et timide - ne vise qu'à retarder la maturation des situations révolutionnaires. Son efficacité à long terme est très douteuse. Même sur des rythmes très lents, elle ne permet pas une croissance économique assez ample pour servir de base à un ordre social tant bien que mal accepté par les masses.

Quant aux régimes bureaucratiques qui pourraient se constituer indépendamment des partis "communistes" et en passant des compromis avec l'impérialisme, les contradictions internes de leur développement les condamnent à opérer tôt ou tard une mutation, soit que pour l'essentiel ils s'assimilent aux régimes bureaucratiques "communistes", soit que, végétant dans la dépendance du capital étranger, ils entament un processus plus ou moins long de dégénérescence.

Ou bien, en effet, comme le régime castriste, ils affirment une volonté réelle d'arracher le pays au sous-développement. Mais ils se trouvent par là même entraînés à porter atteinte aux intérêts impérialistes, puis à se donner une idéologie apparentée à celle des régimes "communistes" et finalement à contracter alliance avec eux pour résister au blocus économique et aux entreprises contre-révolutionnaires de l'impérialisme.

Ou bien, au contraire, comme dans le cas du régime algérien, une bureaucratie grandiloquente et inculte rejette tout apparemment avec le "communisme" sous le prétexte de ne pas altérer sa spécificité nationale et aussi pour ne pas inquiéter les bailleurs de fonds impérialistes. Mais incapable de se donner les structures hiérarchisées et cohérentes d'un appareil de gestion centralisée de l'économie, elle glisse vers la corruption et le népotisme, se borne à procéder à une exploitation parasitaire du pays, laisse aller à vau-l'eau le secteur dit autogéré et abandonne, moyennant redevances, au capital étranger la tâche de mettre en valeur la partie des ressources naturelles du pays que celui-ci juge intéressante.

\*  
\* \*

Des analyses précédentes, on peut retenir certaines conclusions :

D'abord, les soulèvements des masses du Tiers Monde livrées à la surexploitation de l'impérialisme, des grands propriétaires terriens et des bourgeois autochtones n'ont pas fini de se produire. Ensuite, le développement organique de la révolution paysanne conduit à sa bureaucratisation : en l'absence d'une classe dirigeante capable de résoudre les problèmes de la société et étant donné l'impossibilité pour la paysannerie de se diriger elle-même, les guérillas se donnent une direction politique et militaire dont la substance sociale provient de la petite-bourgeoisie décomposée et qui forme l'embryon de la classe bureaucratique. Si cette bureaucratie est conduite à déloger l'impérialisme et ses alliés des positions qu'ils occupent dans le pays, c'est qu'elle obéit à une double poussée : l'activité des masses pour se libérer de la misère et de l'oppression, et la dynamique propre à l'appareil politico-militaire qui ne peut se

consolider qu'en détruisant la propriété impérialiste et bourgeoise. Pendant une période plus ou moins longue de la révolution, le mouvement des masses et la bureaucratie sont indissociables, ils s'appuient l'un sur l'autre. Ce n'est que lorsque l'organisation de la production et de la société tout entière en vue d'effectuer l'accumulation primitive vient à l'ordre du jour, que l'antagonisme entre les masses laborieuses et la bureaucratie commence à se manifester.

Mais quant à la consolidation des futurs régimes bureaucratiques, sa possibilité doit être examinée à la lumière des rapports de forces qui se sont établis présentement à l'échelle mondiale. En effet, la dégénérescence de l'idéologie stalinienne et les conflits internes qui lézardent l'ancien bloc "communiste" d'une part, l'essor du capitalisme américain d'autre part, qui dote son argent et ses armes d'une capacité de répression actuellement considérable, font qu'il manque en ce moment à l'extension de la bureaucratisation dans le Tiers Monde certaines des conditions qui ont été déterminantes depuis la dernière guerre mondiale ; notamment un rapport de forces plus équilibré entre l'Est et l'Ouest, qui limitait les possibilités d'intervention de l'impérialisme, et le dynamisme de l'idéologie stalinienne, qui a été un facteur décisif de cohésion pour les jeunes bureaucraties.

Les luttes insurrectionnelles à venir dans les pays sous-développés, parce qu'elles prendront place dans une situation mondiale différente, inaugureront sans doute des développements nouveaux ; on peut en particulier supposer que ce qui a été le stalinisme n'a pas fini de subir de nouvelles mutations au contact des conditions locales de la lutte. Il reste que la violence révolutionnaire des masses surexploitées et des peuples opprimés est la seule force qui puisse d'une manière ou d'une autre contraindre l'impérialisme à lâcher les positions qu'il occupe dans les pays sous-développés et renverser les obstacles qui s'opposent au développement du Tiers-Monde.

Les problèmes du sous-développement ne seront pas résolus dans les calmes bureaux des savants experts rétribués par l'impérialisme, mais ils seront posés dans leur vérité par les combattants des rizières et des sierras, par les masses prolétarisées des villes, qui affronteront dans des <sup>luttes</sup> inévitablement sanglantes les forces de l'impérialisme et de ses alliés. A défaut de ces luttes insurrectionnelles et de la crainte de les voir s'étendre, il n'y aurait même pas le minimum de réformes qui cherchent à répandre l'illusion qu'un progrès pacifique est possible dans le cadre de l'impérialisme, ni même seulement la volonté de répandre une telle illusion.

--:--:--:--:--:--:--:--:--:--

# Jusqu'où peut aller l'impérialisme en Asie ?

Les bombardements au Viet-Nam se rapprochent maintenant jusqu'à quelques kilomètres de la frontière chinoise et, il y a quelques semaines, Pékin a entrepris une transformation profonde de son système de défense nationale. Il est certain que le gouvernement chinois considère maintenant qu'une attaque de son territoire par les forces US ou par celles de Formose est une hypothèse plausible et il se prépare à y faire face. Ainsi que le déclarait, il y a quelques jours, un observateur américain au sujet d'une éventuelle extension de la guerre en Asie : "rien n'est encore certain, mais tout est désormais possible". (7)

## L'AFFAIBLISSEMENT DE L'URSS ET DES DEMOCRATIES POPULAIRES

En fait, il existe bien des raisons qui pourraient inciter les USA à s'acheminer vers l'entreprise de liquider la Chine maoïste, comme il existe bien des raisons qui pourraient inciter la Chine à ne pas se plier davantage que le Nord Viet-Nam devant la puissance américaine.

En premier lieu, la rupture sino-soviétique crée pour l'impérialisme une situation stratégique exceptionnellement favorable et, au cours de l'année dernière, les événements du Viet-Nam et de Saint-Domingue ont montré que de puissantes raisons pesaient sur les dirigeants soviétiques pour les contraindre à la passivité.

Ces raisons sont nombreuses et complexes, mais en définitive, elles trouvent toutes leur explication dans la crise de l'économie de l'URSS et des démocraties populaires. Or, selon toute vraisemblance, cette crise n'est pas susceptible d'être rapidement surmontée. A mesure que les pays de l'Est ont abordé le stade d'une production plus différenciée que celle qui avait été mise en place à l'époque stalinienne, il s'est avéré qu'ils ne pouvaient plus progresser sur la base des ressources offertes par l'espace économique qu'ils recouvrent. L'URSS et les démocraties populaires se voient contraintes d'importer en quantités croissantes des produits vivriers et des biens d'équipement de toute sorte en provenance des pays impérialistes et même de solliciter des crédits à long terme pour payer leurs achats. Tout comme la Yougoslavie, la Pologne, la Hongrie, la Roumanie, et l'URSS elle-même en ce qui concerne la mise en valeur de la Sibirie orientale, sont sur le point d'accepter des participations de capitaux occidentaux et japonais au développement ou à la mise en route d'entreprises établies sur leur territoire.

Il serait sans doute prématuré d'en conclure que les pays de l'ancien bloc soviétique sont d'ores et déjà engagés de manière irréversible dans un processus

de vassalisation à l'impérialisme. Il est certain toutefois que, depuis l'époque où Staline entreprit de construire le "socialisme dans un seul pays", le monde soviétique et ses dépendances n'avaient jamais été aussi avancés sur la voie de leur réintégration au système mondial de l'impérialisme. En tout cas, présentement et pour plusieurs années, l'URSS et ses satellites se trouvent vis-à-vis de l'impérialisme dans une situation de dépendance économique qui retentit directement sur leur politique internationale. Dans la mesure où les livraisons, les crédits et les capitaux de l'Ouest sont nécessaires aux états bureaucratiques pour surmonter leurs difficultés intérieures, Moscou et les pays du pacte de Varsovie sont contraints de limiter à des protestations verbales leur opposition à l'impérialisme et de tolérer, sinon même de susciter, dans les partis communistes, un glissement vers le réformisme qui contribue à stabiliser l'ordre capitaliste.

### VERS L'ISOLEMENT DE LA CHINE

Or, au moment où l'impérialisme voit ainsi s'ouvrir les perspectives favorables d'une réintégration graduelle des marchés de l'Est au marché mondial et d'un passage des partis communistes dans le camp d'un réformisme pour lui sans danger, la Chine constitue une intolérable exception. Malgré toutes ses difficultés intérieures, que la rupture avec l'URSS a d'ailleurs portées au paroxysme, la Chine ne s'est pas engagée dans une politique laissant à présager que ses marchés s'entrouvraient prochainement à l'impérialisme. Elle n'a au contraire cessé de durcir ses positions contre les USA, et le "courant chinois" s'est partout efforcé d'empêcher le révisionisme de s'installer dans les partis communistes. Il est vrai que les fractions "chinoises" n'ont pas objectivement d'autre but que de subordonner les partis communistes aux besoins de la politique extérieure de Pékin. Mais dans la mesure où cette politique s'ordonne toute entière par rapport à l'antagonisme qui oppose la Chine à l'Amérique et à ses alliés, l'idéologie maoïste a conservé le contenu anti-impérialiste dont se sont vidés les partis communistes acquis à la coexistence pacifique. La diffusion des influences maoïstes dans les pays où les masses subissent l'écrasante exploitation de l'impérialisme et de ses alliés locaux demeure potentiellement une menace pour l'ordre social et pour l'impérialisme qui prend appui sur cet ordre.

Face à cette situation, les objectifs des USA sont clairs. D'abord infliger à la paysannerie vietnamienne une défaite retentissante qui servirait d'avertissement aux masses du Tiers-Monde en leur démontrant que les voies de la révolte sont pour elles sans issue. Ensuite, pour parachever la série d'échec que le maoïsme vient de subir dans les pays sous-développés partout où il avait entrepris d'organiser des diversions contre l'impérialisme, de telle sorte que la Chine soit totalement isolée. A partir de là, et compte tenu du fait que la situation de l'URSS permet de parier qu'elle resterait sans réaction sérieuse, profiter d'une conjoncture internationale naguère inespérée pour engager contre la Chine une pression décisive.

Il y a quinze ans, les leaders américains rêvaient de contenir l'expansion du communisme puis de le refouler dans ses frontières d'avant 1939. Les vues de Foster Dulles paraissaient alors d'inquiétants délires. Mais bien des choses ont changé depuis lors. Tandis que le capitalisme occidental, et avant tout celui des USA, connaissaient une expansion dont la durée et la vigueur sont exception-

nelles, la désagrégation de l'univers stalinien progressait suivant des rythmes alors imprévisibles. La tentation peut être forte pour les USA de liquider la Chine maoïste, qui leur paraît être le dernier grand foyer de subversion dans le monde, et de reconstruire un marché mondial à l'échelle des dynamismes de l'économie de l'Amérique et de ses alliés.

### LES DIFFICULTES INSURMONTÉES DE L'INDUSTRIALISATION DE LA CHINE

Devant la menace américaine, la Chine se trouve dans une situation particulière et on ne peut raisonner à son propos en se référant simplement à ce que fut l'URSS stalinienne face à l'impérialisme allemand.

En 1941, l'URSS avait déjà accompli deux plans quinquennaux qui l'avaient pourvue d'une puissante industrie lourde et sa structure de société d'exploitation était déjà dégagée et consolidée. Comme n'importe quelle classe dirigeante, la bureaucratie soviétique avait un capital et une main-d'oeuvre exploitable à défendre contre l'envahisseur. Elle opposa un front continu, et autant qu'elle put rigide, aux armées d'invasion à l'aide de forces militaires classiques organisées à l'image d'une société d'exploitation.

La Chine de Mao n'est pas une deuxième URSS dont le développement s'opérerait en parcourant les mêmes étapes avec un retard de vingt ou vingt-cinq ans. Depuis le début du premier plan chinois en 1952, quatorze années ont passé sans que la bureaucratie maoïste parvienne à mettre en place des infrastructures industrielles comparables à celles que la bureaucratie stalinienne s'était donnée en dix ans.

De 1952 à 1957, la bureaucratie chinoise crut pouvoir marcher sur les mêmes traces que la bureaucratie russe des années trente, dont elle imita très étroitement les méthodes. Tandis qu'un lourd appareil bureaucratique s'élevait au-dessus des masses et s'en distançait rapidement par l'extension de ses privilèges, les ouvriers et les paysans étaient assujettis à la tâche de produire, sur des rythmes aussi rapide que possible, la plus-value nécessaire à la création d'une industrie lourde.

Mais moins de dix ans après son avènement, le régime subit une sérieuse crise. L'effort et les privations imposées aux masses étaient, en raison même de l'énorme retard de l'économie chinoise, excessivement durs. Surtout, l'exécution du premier plan chinois coïncidait avec la crise débutante de l'univers stalinien. La déstalinisation et les révoltes qui se déroulaient en Pologne, et surtout en Hongrie, retentirent jusqu'en Chine. En 1956-57, la lutte des classes émergea en Chine et montra à quel point la bureaucratie et le parti s'étaient dangereusement isolés.

Le parti riposta aux grèves et aux manifestations d'ouvriers et d'étudiants par une épuration très serrée et par une campagne de "remodelage des esprits", au terme de laquelle toute la population se trouva quadrillée par d'innombrables comités de surveillance et de propagande.

Le parti put alors déclencher en 1958 le "grand bond en avant". Il s'agissait, par une utilisation totale de la main d'oeuvre organisée en armées du travail,

de pousser à fond le développement de l'industrie lourde et celui des industries légères et de l'agriculture. Le travail des masses, qui avaient été l'objet d'une extraordinaire reprise en main, suppléerait à la pénurie de capitaux et d'équipements pour briser en quelques années le cycle du sous-développement. Mais le bilan du "bond en avant" fut catastrophique. Exténués par des tâches surhumaines, les travailleurs chinois n'accomplirent pas les objectifs agricoles et industriels démesurés qui leur avaient été assignés - et une résistance passive, insurmontable, des masses vint rappeler à la bureaucratie qu'il y avait des limites à sa puissance.- Tandis qu'en 1961 le brusque retrait de l'aide soviétique désorganisait brusquement l'industrie, les paysans, féroceement exploités sur les terres collectives des Communes, se repliaient vers une agriculture familiale de subsistance. La Chine était au bord de la famine. Ni l'imitation des méthodes soviétiques, ni après 1958, l'enrégimentement des masses dans des armées de travail, n'avaient permis de porter la production chinoise à un niveau suffisant pour que la bureaucratie puisse continuer son processus d'émergence comme classe privilégiée sans se heurter à une lutte de classe paralysant les dynamismes de la production.

#### LA NOUVELLE POLITIQUE INTERIEURE DE LA BUREAUCRATIE CHINOISE

Depuis lors, la bureaucratie maoïste s'est trouvée contrainte de tirer les leçons de ces échecs. La politique du parti communiste chinois s'est trouvée toute entière ordonnée par rapport au souci de masquer la division de la société en classes opposées et de faire en sorte que les antagonismes sociaux demeurent à l'état latent. A la différence de la bureaucratie stalinienne, la bureaucratie maoïste a été contrainte de plier devant la résistance des masses. Le primat absolu de l'industrie lourde a été abandonné et la Chine a renoncé à devenir à bref délai un grand état industriel : les investissements disponibles sont désormais essentiellement affectés au développement de l'agriculture et des industries légères. Cela signifie que la bureaucratie s'est vue obligée de donner satisfaction aux besoins élémentaires des masses en produits de consommation, avant même d'avoir pu mettre en place les conditions d'un puissant démarrage de l'industrialisation.

La même préoccupation de ne pas s'aliéner les travailleurs en accusant des caractères de classe dominante séparée des masses a dicté à la bureaucratie maoïste toute une série d'autres mesures. Dans les communes rurales comme dans les usines, les cadres ont été astreints à participer aux tâches matérielles de la production. Inversement, les travailleurs ont été associés à certaines tâches élémentaires de gestion : ce sont des assemblées ouvrières et non plus des cadres qui décident dans les usines de l'attribution des primes aux producteurs, et, dans les villages, ce sont de la même manière, les membres des brigades de production qui décident de l'attribution à chacun "des points de travail" qui permettent de calculer sa rémunération. Le fonctionnement de la planification a par ailleurs été remanié. Désormais tous les objectifs de production ne sont plus assignés aux usines et aux brigades agricoles par une simple décision impérative de l'appareil central de planification. Après que les grandes lignes du Plan aient été centralement élaborées, les objectifs proposés sont soumis à la critique et à l'approbation d'assemblées ouvrières et paysannes avant de devenir des objectifs obligatoires pour la Commune ou l'usine.

Aucune de ces mesures ne suffit, certes, à altérer les rapports de production qui définissent le capitalisme d'Etat chinois. Ce sont de toute manière le Parti et l'Etat qui décident au niveau global de la production et de reproduction et par conséquent de l'utilisation du produit social. Les assemblées ouvrières et paysannes ont surtout pour tâches d'éviter que des décisions inapplicables ne soient prises par des instances supérieures trop éloignées des réalités locales, comme ce fut souvent le cas pour le passé. Ces assemblées d'ailleurs n'ont qu'une liberté de critique très relative, qui ne peut s'exercer que dans les limites de la "ligne du Parti", et elles se tiennent en présence des membres de ce même Parti toujours prêts à détecter les "déviacionnistes" et à les inviter à "se rectifier". Elles ne donnent pas en définitive aux travailleurs d'autre fonction que de se faire les auxiliaires actifs de la gestion bureaucratique de l'économie.

Il n'en reste pas moins que la participation des cadres au travail manuel, l'association des travailleurs à des tâches élémentaires de gestion, et l'abandon des projets démesurés d'industrialisation au profit d'une politique de développement des moyens de consommation, sont de nature à rétablir une adhésion des masses au régime, et en tout cas à retarder le déchirement de la société par la lutte des classes.

Comme il l'a fait souvent par le passé, au temps des guerres révolutionnaires, le parti communiste chinois a ralenti et infléchi le processus de différenciation de la bureaucratie, pour ne pas se couper des masses et ne pas s'isoler en face de l'ennemi.

#### LA NOUVELLE POLITIQUE MILITAIRE DE LA CHINE (8)

C'est en fonction de ses tentatives de "recoller" aux masses et de recréer une adhésion active de la population au régime que s'explique la nouvelle politique militaire adoptée par Pékin. Politiquement et stratégiquement isolée ou sur le point de l'être, n'ayant pas réussi à se donner les infrastructures industrielles nécessaires à une guerre classique et encore moins thermo-nucléaire, la Chine opposerait à une agression éventuelle une guerre de masse. C'est cette perspective qui explique que l'armée ait été récemment remise sous le contrôle étroit du Parti, que les conceptions stratégiques des maréchaux et des officiers supérieurs aient été sévèrement critiquées et que l'accent ait été mis sur l'importance du rôle éventuel des milices populaires dont l'action se combinerait à celle de l'armée proprement dite. Celle-ci d'ailleurs est réorganisée de manière à ce que, comme dans la société civile, les divisions en classes se trouvent plus masquées que dans le passé : la dignité de maréchal est abolie ainsi que les galons et les signes extérieurs du pouvoir de commander, les officiers sont impérativement invités à se contenter de partager désormais l'ordinaire du soldat.

Dans la mesure où l'industrialisation n'a pas donné les résultats escomptés, la Chine se trouve dans une situation plus semblable à celle du Nord-Vietnam qu'à celle de l'URSS de 1941. La Chine estime que malgré la supériorité écrasante dont

L'impérialisme dispose sur le plan des techniques de destruction, il n'osera pas se lancer dans l'aventure d'une guerre contre 700 millions de Chinois et ne trouvera pas d'issue victorieuse s'il a l'imprudence d'oser.

En fait ce n'est pas seulement leur expérience des luttes victorieuses qu'ils ont mené par le passé avec des moyens matériels dérisoires, aussi bien contre les forces de Tchang-Kai-Sheck que contre les armées nippones, qui a conduit les maoïstes à ce "mépris stratégique de la puissance américaine, c'est aussi l'analyse qu'ils ont faite des enseignements de l'actuelle guerre du Vietnam.

### L'EXEMPLE DU NORD-VIETNAM

Celle-ci leur paraît fournir la démonstration la plus éclatante d'un des thèmes centraux de leur conception de la guerre, à savoir que, même à l'époque moderne, la volonté de combat des soldats et des masses est plus décisive que la possession de la supériorité en armements.

Effectivement après un an de conflit les prévisions de Mac-Namara et du Pentagone apparaissent largement erronées et les observateurs commencent sérieusement à se demander si la politique asiatique de Johnson ne débouche pas sur une impasse.

Ayant consulté ses machines électroniques, Mac-Namara avait calculé combien de centaines de milliers de tonnes de bombes seraient nécessaires pour briser le Nord-Vietnam et le Vietcong et démontrer aux masses exploitées du monde entier que rien ne pouvait résister à l'efficacité de la technique américaine. Depuis un an les bombes tombent sur le Vietnam avec une densité rarement égalée. Mais le Nord-Vietnam n'en a pas moins continué à soutenir le Vietcong auquel il apporte maintenant une aide directe en engageant une partie de ses divisions contre les américains et les troupes de Ky. Il est évident que le Pentagone a énormément surestimé les effets qu'auraient les raids aériens même si les gares, les voies ferrées, les ponts et les quelques usines que possèdent le pays sont détruits. Il est évident aussi que les engins électroniques de Mac-Namara n'ont pas réussi à donner une mesure exacte de la solidité du régime de Hanoï et des réactions qu'aurait prise la population lorsqu'elle serait prise sous le feu d'avions étrangers.

Le régime de Hanoï n'est pourtant pas d'une nature différente de celui des autres pays bureaucratiques. Le Viet-Minh a consolidé sa domination en usant de méthodes qui ne sont pas spécialement démocratiques et dès 1956 à la suite d'émeutes paysannes le Parti a dû reconnaître qu'il avait commis des erreurs et des exagérations, notamment en matière d'épuration : quelques trente mille personnes exécutées "par erreur" ont été réhabilitées. Pourtant selon toutes les informations dont on dispose, la population toute entière est présentement occupée à construire des abris, à équiper des ateliers et des hôpitaux cachés dans les forêts, à réparer partout où c'est nécessaire les dégâts causés par les bombes américaines, à guetter l'apparition de l'ennemi, à se préparer à le combattre. Les dirigeants de Saïgon se proposaient il y a un peu plus d'un an d'organiser des guérillas en territoire Nord-Vietnamien. Il n'en est plus question aujourd'hui : aucune guérilla n'est possible dans un pays où toute la population y est hostile, et quand cette guérilla est organisée par un gouvernement comme celui des fantômes de Saïgon.

Quelle que soit la dureté de la domination Vietminh les attaques américaines ne peuvent que consolider l'autorité du gouvernement de Hanoi. Il faudrait pour détacher les masses du Nord du régime de Ho-Chi-Ming une politique bien différente de celle que pratiquent les U.S.A. en appuyant le gouvernement du général Ky ou d'un quelconque de ses successeurs éventuels.

### L'EVOLUTION DE LA SITUATION DANS LE SUD

Dans le Sud du pays la situation des américains s'est bien davantage détériorée que renforcée. Sans doute, en envoyant de mois en mois, des troupes U.S. plus nombreuses, le gouvernement Johnson a-t-il réussi à empêcher une victoire du Vietcong. Solidement implantés dans leurs bases fortifiées, couvertes par une puissante artillerie et par une aviation à laquelle personne ne dispute la maîtrise du ciel, l'armée américaine est à l'abri de toute défaite sur le terrain. Mais il est vrai aussi que sa victoire n'est pas en vue. Les coups de butoir que les forces U.S. portent régulièrement à leurs adversaires n'ont jamais des résultats décisifs : cachés dans les jungles et les forêts, enterrés dans l'extraordinaire réseau de souterrains qu'ils ont creusé dans le Delta de Cochinchine, les réguliers et les guérillards du Vietcong restent omniprésents. Mieux encore les méthodes de guerre utilisées par les U.S.A. sont en train de donner à la lutte des dimensions nationales qu'elle n'avait pas il y a un an. Sous l'avalanche de napalm, de bombes et d'obus qui s'abat sur les villages et frappe indistinctement le propriétaire foncier et sa famille aussi bien que le paysan sans terre, c'est toute la population rurale qui se trouve concernée par la lutte contre "l'envahisseur américain", et sensibilisée à la propagande du F.N.L.. Le gouvernement de Saïgon et ses troupes, dont un fort contingent continue d'ailleurs à désertier tous les mois, ne sont plus guère que les complices d'une armée étrangère que presque toute la nation vietnamienne exécra.

Bien sûr, Johnson continue à promettre les réformes et l'aide en techniciens et en dollars qui devraient faire du Vietnam pacifié un modèle de nation en voie de développement. Mais deux mois après la rencontre d'Honolulu, tandis que le prix du riz continue à monter à Saïgon et que les spéculations s'intensifient, l'autorité du gouvernement qui s'était chargé de mettre en route la politique de réforme, apparaît singulièrement fragile.

Tandis que la grève paralyse la base américaine de Da-Nang, le mouvement gagne Hué, entraînant une dissidence du Centre-Vietnam, et bientôt à Saïgon même l'opposition s'enhardit jusqu'à manifester dans les rues. Partout les foules, étudiants, employés, ouvriers, boutiquiers, soldats même, clament leur hostilité à l'Amérique et exigent la formation d'un gouvernement démocratique qui remplacerait la dictature des généraux.

Quel que soit son dénouement, la crise actuelle est un coup très dur pour les Etats-Unis. Elle montre que la clique des généraux jusqu'au-boutistes qui entoure le général Ky ne représente qu'un milieu très étroit d'affairistes, de politiciens et de spéculateurs directement liés à l'impérialisme, et que l'opposition à la guerre et à la présence américaine a maintenant gagné les villes, y compris une partie de l'armée et la bourgeoisie. Sans doute est-il encore possible de trouver des solutions de replâtrage, et de former avec ou sans Ky, dont le prestige s'est un peu détérioré, un gouvernement qui s'entourera d'institutions

réputées démocratiques. C'est dans ce sens que pèse actuellement la hiérarchie bouddhiste qui fait tout ce qui est en son pouvoir pour arrêter les manifestations de rue de crainte qu'elles ne se radicalisent. Mais pour autant que la guerre continue, une manœuvre de ce genre ne saurait avoir des effets de très longue durée. A plus ou moins long terme les Américains vont se trouver placés dans la situation d'étrangers occupant un pays en rébellion totale. Il est plus que douteux qu'à partir de là, le gouvernement américain ait les moyens de remodeler la société vietnamienne et de la pacifier par la prospérité.

Aucune issue à la guerre du Vietnam ne semble actuellement en vue. Bien des choses ont pourtant changé en une année de durs combats. Militairement l'armée de Saïgon s'est écroulée et a du être à peu près entièrement relayée par des forces américaines. Un processus analogue se déroule maintenant dans le domaine politique : les Américains sont presque entièrement face à la nation vietnamienne et leur guerre prend l'aspect d'une entreprise coloniale.

Et maintenant qu'arriverait-il si Mac-Namara interrogeait ses machines électroniques pour savoir quel tonnage de bombes serait nécessaire pour anéantir le potentiel de résistance de la Chine ? Les engins consultés fourniraient certainement une réponse chiffrée qui ferait apparaître que l'entreprise n'est pas au-dessus des capacités de l'Amérique, en matière de fabrication de forces de destruction. Mais à supposer que les dirigeants américains soient aussi aveugles qu'au Vietnam, et qu'ils considèrent seulement une guerre contre la Chine sous l'angle de la technique, auraient-ils les moyens d'aboutir à une chute du régime maoïste et surtout de le remplacer par un régime qui pourrait être accepté par le peuple chinois ? Auraient-ils, en d'autres termes, la possibilité d'atteindre les objectifs de la guerre qu'ils auraient entreprise.

#### L'ENLISEMENT DES U.S.A. AU VIET-NAM (9)

Au point où en sont venues les choses au Vietnam, les Etats-Unis seront obligés à plus ou moins long terme de reconsidérer leur politique et peut-être de prendre des décisions graves.

Tandis en effet que la lutte contre le Vietcong ne donne aucun résultat décisif et se transforme en guerre d'usure, la situation politique se dégrade rapidement. Les troupes de Ky ont certes réussi à réduire la dissidence du Centre Vietnam et la junte militaire de Saïgon, décidée à la guerre jusqu'au bout, garde le pouvoir. Le gouvernement maintient sa promesse de faire des élections et une partie des bouddhistes de Saïgon donne sa caution à la comédie électorale qui se prépare. Peut-être un gouvernement plus large que celui de Ky sera-t-il finalement constitué, comme l'espère l'ambassadeur Américain Cabot-Lodge.

Mais en avalisant cette politique les bouddhistes se discréditent et déjà une aile plus radicale se détache qui accuse ouvertement les bonzes de Saïgon de trahir les objectifs des manifestants d'avril. De toute manière, un gouver-

nement élargi ne résoudra aucun des problèmes qui accablent la population. La guerre, dont on estime qu'elle a déjà fait un million de morts, continuera et avec elle l'exode des réfugiés, la spéculation qui pousse au désespoir les couches pauvres des villes, une corruption frénétique qui gangrène l'armée U.S. elle-même, et enfin l'implantation de plus en plus serrée de militaires et de civils américains qui transforme rapidement le Sud-Vietnam en protectorat U.S. Dans ces conditions le succès que vient de remporter le gouvernement de Saïgon ne fera guère que retarder les échéances. La prolongation d'une guerre écrasante conduira inévitablement de larges couches de la population vietnamienne à se dresser contre la domination américaine et la junte des généraux pour reconquérir l'indépendance nationale et chercher les moyens d'aboutir à la paix. Le processus d'enlèvement des U.S.A. dans une guerre de type quasi-colonial continue.

### LES PROJETS INQUIÉTANTS DU PENTAGONE

Le gouvernement américain qui constate avec quelle rapidité son appareil militaire s'est trouvé isolé et entouré d'hostilité manifeste d'une partie de la population, a élaboré divers projets pour gagner l'effondrement politique qui menace. Le plus inquiétant de ces projets consiste à accélérer brutalement la lutte militaire pour aboutir à un rapide dénouement. A cet effet le Pentagone projette de couper la piste Ho-Chi-Minh par une attaque en tenaille qui se déroulerait à travers le pays et à partir d'une tête de pont établie à la suite d'un débarquement au nord du 17ème parallèle. Afin de paralyser la capacité de riposte du Nord-Vietnam cette opération s'accompagnerait d'attaques aériennes contre la région de Hanoi-Haiphong, jusqu'ici épargnée, et de la destruction des ouvrages hydrauliques dont dépend toute l'agriculture du Tonkin.

Mais cette étape de l'escalade est un coup de dés qui peut conduire très loin. Même si le verrouillage de la piste Ho-Chi-Ming avait pour effet d'affaiblir le Vietcong - en supposant que d'autres passages ne soient pas possibles à travers le Laos et la cordillère annamitique - il en résulterait certainement un déplacement de la bataille vers le Nord. Attaqué sur son territoire le gouvernement Viet-Minh ne resterait certainement pas passif et garderait la possibilité de combattre aussi longtemps que les moyens matériels lui parviendraient de Chine. Les projets d'escalade limitée du Pentagone débouchent davantage sur une extension géographique de la bataille que sur une modification qualitative de ses conditions : après la piste Ho-Chi-Minh c'est la frontière chinoise qui devrait être fermée. Mais il est évident qu'à partir de là l'affrontement avec la Chine deviendrait grandement probable, soit que les U.S.A. soient finalement amenés à bombarder les bases de soutien au Vietnam en territoire chinois, soit que, comme elle le fit au moment de la guerre de Corée, la Chine jette le poids d'une partie de son infanterie dans la guerre.

Ce qui donne à la situation dans le Sud-Est asiatique son caractère alarmant c'est qu'elle est un enchevêtrement de facteurs politiques et militaires d'où peuvent naître les plus dangereux engrenages.

### LE PRIX D'UNE GUERRE CONTRE LA CHINE SERAIT TROP LOURD

Il y a quelques semaines le maréchal Chen-Yi déclarait que la Chine considérerait un affrontement avec les Américains comme inévitable et que la Chine ne

le redoutait pas. On aurait sans doute tort de ne voir dans cette déclaration que le ton extrémiste habituel aux dirigeants chinois.

En fait Pékin sait très bien que l'Amérique n'a pas les moyens effectifs de détruire le maoïsme. Si la paix subsiste entre l'Amérique et la Chine c'est parce qu'il y a entre ces deux puissances un certain équilibre de forces, bien que ces forces soient très dissemblables.

En premier lieu il n'est pas vrai que l'Amérique ait la possibilité de réduire en cendres les villes chinoises sous un bombardement thermo-nucléaire et de s'en tenir là. Si une telle entreprise est techniquement réalisable, elle est politiquement impossible. Dans les circonstances présentes, aucun gouvernement américain n'oserait prendre la responsabilité d'un génocide soudain d'une pareille ampleur. La nation américaine n'est pas moralement préparée à assumer devant le monde et l'histoire une entreprise aussi monstrueuse, qui ébranlerait jusque dans ses fondements l'idée qu'elle a d'elle-même, et qu'elle veut donner à l'univers.

Des raids aériens ou des bombardements effectués par la flotte U.S. sur les villes côtières chinoises, à l'aide d'armes conventionnelles, pourraient, il est vrai, infliger des pertes cruelles à la Chine, comme ils le font actuellement au peuple Vietnamien, tout en restant dans les limites de ce qu'est habitué à tolérer la conscience et l'opinion internationale. Mais pas plus qu'au Vietnam, des bombardements ne réussiraient à trancher le conflit. Retournant aux formes de combat de la guerre nationale et populaire, les forces chinoises pourraient pendant très longtemps faire face aux armées U.S. et le maoïsme subsisterait. En réalité, il n'y a pas de solution miraculeuse ou purement technique aux problèmes que poserait l'entreprise de liquider le communisme chinois. Même localisé comme le fût la guerre de Corée, un affrontement sino-américain dans le Sud-Est asiatique supposerait du côté des U.S.A. une mobilisation matérielle et humaine, que la société américaine n'est pas prête à supporter de manière prolongée. En ce sens c'est aux Etats-Unis même, que se trouvent les limites à l'aventurisme du Pentagone. Si la bataille s'élargissait en Asie, les Vietnamiens et les Chinois ne seraient pas seuls à saigner. Comme il y a seize ans, en Corée, la volonté et le courage des Asiatiques restent capables de faire équilibre à la puissance de la technique américaine.

#### L'ENJEU DE LA LUTTE N'EST PAS DECISIF

Une guerre contre la Chine ne serait en réalité concevable que si le maoïsme faisait peser sur le monde impérialiste une menace pressante et décisive. Alors l'opinion américaine et celle des autres états occidentaux pourrait être préparée à assumer la responsabilité des massacres nécessaires et même à se forger les raisons morales de les entreprendre. Dans les mêmes conditions, les appareils de propagande et de manipulation psychologique dont dispose le capitalisme ne manqueraient pas de trouver les thèmes adéquats pour persuader la jeunesse d'aller mourir en Asie. L'expérience de deux guerres mondiales et la progression qui s'est effectuée de l'une à l'autre dans la sauvagerie et l'ampleur des hécatombes, prouve que le capitalisme a d'incomparables aptitudes à faire accepter des horreurs qu'on aurait cru inimaginables.



# La Chine dans l'impasse ?

## LA REVOLUTION CULTURELLE

La "révolution culturelle prolétarienne" qui, il y a quelques semaines était circonscrite dans les universités, s'étend maintenant à toute la population des villes chinoises les unes après les autres. (10)

Bien qu'on ne sache pas encore entièrement ce qui s'est passé en Chine depuis quelques mois, il ne fait plus guère de doute que les événements actuels soient le prolongement et le complément du remaniement de l'armée et du système de défense, réalisé en 1964 et 1965. On se souvient que la couche des officiers supérieurs partisans de défendre la Chine à l'aide d'une armée de type classique et d'armements nucléaires, avait été durement prise à partie et que le gouvernement avait alors fortement insisté sur la nécessité d'opposer à l'impérialisme "la guerre du peuple tout entier". Ces mesures prouvaient jusqu'à l'évidence que la Chine redoutait un conflit avec l'Amérique et s'y préparait. Mais elles avaient aussi un côté anti-révisionniste et même anti-soviétique. En frappant un certain nombre de dirigeants de l'armée, Pékin s'en prenait à des hommes qui par leur situation et leurs conceptions en matière de stratégie et de politique étrangère, auraient pu fournir un point d'appui au "révisionnisme" et pousser la Chine à se réaligner sur l'U.R.S.S.

Dans les mois qui ont suivi, une lutte dont les péripéties sont encore mal connues, s'est déroulée dans les couches dirigeantes du P.C.C. entre les éléments suspectés de tendances "révisionnistes" et le groupe le plus intransigeant. La montée de Lin-Piao au sommet de l'appareil chinois juste à côté de Mao-Tsé-Toung marque le terme de cette lutte qui a abouti à la défaite des "révisionnistes" et même des éléments conciliateurs.

Dès lors la fraction victorieuse a engagé la bataille pour faire triompher ses vues et imposer à la Chine un nouveau "remodelage" des esprits. Ce sont d'abord un certain nombre d'intellectuels qui ont été contraints de faire leur autocritique puis les professeurs des universités et une partie des étudiants ont été pris à partie par les jeunes activistes. Accusés d'être incapables d'assimiler correctement la pensée de Mao-Tsé-Toung faute d'être suffisamment trempés dans la vie des masses populaires, ils sont contraints de partir par milliers travailler comme paysans et artisans dans les villages.

Cette épuration atteint en réalité les intellectuels d'origine bourgeoise et petite bourgeoise encore nombreux dans les universités et prend appui sur un fort contingent d'étudiants et de maîtres d'origine paysanne qui doivent au parti leur promotion sociale et lui sont tout dévoués.

Par la suite la "garde rouge" envahit la rue, ce sont d'abord des couches analogues qui subissent avanies et humiliations. Des bourgeois qui subsistaient à force de docilité au régime et dont la puissance sociale et politique est depuis longtemps nulle, sont sortis de leur domicile, trainés dans la rue, enfermés dans des "cercles de honte", hués, ridiculisés, frappés parfois. Des femmes dont la coiffure est jugée trop élégante sont tondues, des coiffeurs et des bou-tiquiers qui ont une clientèle bourgeoise sont malmenés et invités à corriger leur style de travail. En même temps que les modes, le genre de vie, les objets qui symbolisent l'Occident et l'Ancien Régime, ce sont la culture traditionnelle, artistique et littéraire, aussi bien de l'Europe que de la vieille Chine, qui sont victimes de la "révolution culturelle". Les gardes rouges dénoncent l'Opéra chinois - et les acteurs se suicident - ils cassent des disques de Beethoven et de Mozart, dévastent des musées d'antiquités, mutilent des sculptures.

Les partis de la coalition gouvernementale qui subsistaient étroitement subordonnés au Parti Communiste Chinois sont invités à se dissoudre immédiatement et bien entendu se soumettent immédiatement. Mais ce ne sont pas seulement des ci-devant bourgeois et des intellectuels ralliés au régime qui subissent les attaques de la garde rouge. Des communistes qui occupent des postes de responsabilité sont pris à partie. Souvent il s'agit de dirigeants des municipalités des grandes villes et des organismes régionaux du Parti. Ainsi en va-t-il à Pékin, Canton, Changsha, Tien-Tsin, Shanghaï où les bureaux locaux du Parti sont attaqués et occupés par la garde rouge le 4 septembre. A Canton les gardes rouges s'en prennent à des directeurs d'usines. A Tien-Tsin ils s'emparent d'un institut industriel et en arrêtent les dirigeants. Mais ces éléments sont moins facile à humilier et à terroriser que les bourgeois qui depuis des années ont appris à vivre dans la crainte et la servilité. Ça et là, les résistances s'organisent et des incidents éclatent. Il y a des blessés et des morts de part et d'autre à Canton, à Tien-Tsin notamment. Des dépêches étrangères annoncent que des ouvriers se heurtent à des gardes rouges. A Canton 600 ouvriers auraient contre-manifesté et des collisions se seraient produites. Dans le Kwangsi, les ouvriers auraient organisé leur propre garde pour s'opposer à la révolution culturelle. Les dirigeants du Parti conseillent alors aux gardes rouges de ne pas utiliser la brutalité mais la persuasion et leur rappellent que le but de leur action est de renforcer l'unité révolutionnaire de la Chine. Mais en même temps ils menacent ceux qui osent résister et soulignent que l'armée reste, s'il en était besoin, au service de la politique de Mao-Tsé-Toung. Effectivement, il semble bien qu'à plusieurs endroits, à Canton entr'autres, les forces armées aient dû intervenir contre les opposants, sans qu'il leur soit toutefois nécessaire d'ouvrir le feu.

Dés le début, la "révolution culturelle" porte par ailleurs à son paroxysme la campagne d'hostilité déclenchée contre les révisionnistes de Moscou. Tandis que la rue où est située l'ambassade soviétique, rebaptisée rue de "la lutte contre le révisionnisme", retentit de manifestations tapageuses contre les soviétiques et que plusieurs jours durant des hauts-parleurs exaltent les mérites de la pensée de Mao, la presse chinoise dénonce avec véhémence la trahison du socialisme perpétrée par les Russes et les partis communistes qui leur sont soumis. Figure surhumaine, Mao-Tsé-Toung reste seul chargé de la mission de conduire la Chine et le prolétariat international vers le socialisme, et ses ouvrages, dont l'étude et la méditation deviennent en quelque sorte un devoir sacré, prennent la place qu'occupait naguère l'oeuvre de Confucius.

## LA CHINE SE PREPARE A LA GUERRE

Les thèmes orchestrés par la propagande de Pékin permettent de dégager le sens de la "révolution culturelle", encore que celle-ci ne soit sans doute susceptible d'aucune explication simple. Ce sont à la fois des problèmes de politique internationale et des problèmes de politique intérieure, des problèmes de stratégie et des problèmes de construction économique, qui rendent compte de ce qui se passe actuellement en Chine.

En premier lieu, le mouvement prend naissance, comme on l'a dit plus haut, dans une conjoncture internationale qui paraît à la Chine particulièrement menaçante. Pékin est persuadé que la guerre du Nord et du Sud-Vietnam ne saurait tarder à provoquer des complications conduisant à un conflit sino-américain. C'est sans doute cette perspective que s'expliquent les coups portés à la bourgeoisie, aux intellectuels issus de la société de l'ancien régime et aux partis bourgeois qui subsistaient. Ces forces sociales et politiques ne sont certainement pas capables de menacer actuellement le régime et de l'infléchir dans le sens d'une restauration du capitalisme privé. Mais il en irait tout différemment si les armées américaines et celles de Tchang-Kaï-Scheck prenaient pied en Chine, occupaient les villes et rejetaient le pouvoir communiste vers les campagnes et les régions intérieures du pays. Dans une telle éventualité, les occupants chercheraient à constituer une administration et un gouvernement de collaboration et tout naturellement prendraient appui sur les éléments bourgeois et tout un personnel politique et administratif qui depuis 1949 coopère avec le P.C.C. mais qui ne lui est pas assimilé. A cet égard Mao et Lin-Piao ne font que prendre les devants : ils anéantissent préventivement les éléments qui seraient capables de collaborer avec l'impérialisme et agissent de telle sorte que les éventuels occupants ne trouvent en Chine qu'un vide politique et social les rendant incapables de régenter la société. Effectivement, les bourgeois, les intellectuels, les politiciens suspects sont, à moins qu'ils ne se suicident, évacués des villes et assignés à résidence dans des villages lointains. Cela signifie proprement, qu'ils sont déportés.

Cette épuration préventive dirigée contre les couches bourgeoises n'explique pas cependant la campagne frénétique qui a été organisée contre le genre de vie bourgeois, les costumes, les coiffures, les objets de luxe, l'art et la culture. S'il ne s'était agi que de disqualifier les éléments bourgeois et de parachever leur liquidation, le régime aurait pu agir par de simples décisions administratives et se borner à utiliser les forces de sécurité. Si Mao-Tsé-Toung a créé la garde rouge et l'a envoyée d'une ville à l'autre mettre à l'ordre du jour la lutte contre toutes les manifestations du type de vie bourgeois, c'est que la révolution culturelle ne menaçait pas seulement des éléments reliés à l'ancien régime. Elle est en réalité dirigée contre toute une fraction du Parti et de la couche dirigeante, celle qui à la tête des usines, des municipalités, des bureaux locaux et régionaux du Parti, a adopté un genre de vie sensiblement voisin de celui de la bourgeoisie. Or la fraction la plus consciente de la bureaucratie voit bien que l'heure n'est plus celle des privilèges. Le développement économique n'a pas été assez rapide et ne peut se poursuivre suivant les voies empruntées depuis 1949. La bureaucratie pour pousser les masses au travail doit continuer à masquer les rapports de classe. Car les condamnations portées publiquement contre les façons de vivre d'un patron d'usine

mixte, de sa femme et de ses enfants, sont évidemment applicables à son collègue directeur d'une usine d'Etat. Si la femme ou la fille du patron sont écharpées par la foule qu'a conditionnée la garde rouge, parce qu'elles sont élégantes, la femme ou la fille du bureaucrate ne pourront plus circuler dans les rues vêtues de la même manière. Si la boutique où le bourgeois achetait ses meubles de style, des bibelots ou des antiquités est fermée, elle l'est aussi pour le bureaucrate. Ce qui se trouve impliqué dans la "révolution culturelle" c'est une attaque contre les privilèges matériels de la bureaucratie et plus généralement contre les "idéaux de consommation" tels qu'ils se sont développés en Occident puis en U.R.S.S. et dans les Démocraties Populaires. C'est probablement à partir de là que s'explique cette alliance apparemment surprenante qui serait ça et là organisée entre des ouvriers et certains bureaucrates contre la garde rouge. En effet, grâce au système de primes, une aristocratie ouvrière s'était développée qui jouissait de légers avantages. Ces travailleurs ont compris que si le temps de l'austérité était venu pour les dirigeants, il l'était aussi pour eux-mêmes. Depuis quelque temps déjà, les organes de propagande diffusaient l'idée que "l'intéressement matériel" ne peut pas être le but et le mobile du travail dans la phase de construction du socialisme, l'importance des primes avait été réduite dans le calcul des salaires, et les projets qui avaient été élaborés en vue de développer la production de moyens de consommation, passés sous silence. La campagne déclenchée par la garde rouge précise ces tendances et prépare la population à une période d'extrême rigueur. C'est parce qu'ils savaient qu'il pouvait y avoir des résistances aussi bien dans l'appareil que parmi les ouvriers, ou tout au moins parmi ceux qui, grâce aux primes, parvenaient à élever leur standing, que Mao et Lin Piao ont utilisé la garde rouge derrière laquelle se tient l'armée, comme instrument de pression massive.

Cette attaque contre les éléments, qui bénéficiaient de privilèges, même très maigres et cette dénonciation de "l'intéressement matériel" et des idéaux de la consommation se situe d'abord dans le cadre de la préparation psychologique à la guerre. Il s'agit de bouleverser les conceptions des éléments sociaux, techniciens, chefs d'entreprise, ouvriers qualifiés, qui par leur genre de vie et leurs mentalités pourraient se trouver prédisposés à collaborer avec l'occupant impérialiste ou du moins à accepter de continuer leur fonction sociale sous sa domination, pourvu que celui-ci conserve ou développe leurs privilèges. En d'autres termes, la révolution culturelle cherche à déraciner un système de valeurs suspecté de rendre possible l'intégration d'une partie de la population à une société bourgeoise, et à inculquer à la Chine toute entière des idéaux entièrement étrangers à ceux sur lesquels pourrait essayer de prendre appui l'impérialisme et un gouvernement à sa solde. Parallèlement, l'accent mis par la propagande, sur la valeur de l'austérité, du désintéressement et de l'héroïsme... cherche à forger une Chine qui serait <sup>aussi</sup> dure au combat que l'est le Vietnam. Ainsi que l'ont noté plusieurs observateurs, dix-sept ans après la proclamation de l'indépendance de la République Populaire, la Chine maoïste revient à la période du "communisme militaire" tel qu'il avait existé dans la période du Yen-an. Parti et Armée, quasiment confondus, avaient alors travaillé, combattu et souffert étroitement liés et mêlés aux masses des provinces les plus pauvres, et les cadres avaient dû se contenter de partager avec les soldats et les paysans des rations de misère.

## LA CHINE TOURNE LE DOS AUX VOIES REVISIONNISTES

Cependant, le retour qui s'annonce vers l'austérité de l'époque de Yen-an, n'est sans doute pas uniquement déterminé par des considérations de stratégie militaire, nées de la menace américaine. Les échecs relatifs que la Chine maoïste a enregistrés depuis 15 ans dans le domaine de l'industrialisation et la manière dont l'U.R.S.S. et les Démocraties Populaires évoluent depuis 6 ou 7 ans, ont certainement pesé très lourd sur les décisions prises par Mao et Lin-Piao.

De toute manière la Chine se trouvait devant des options fondamentales de politique économique. Après le bilan désastreux du grand bond en avant, sensible depuis 1959, la croissance économique a été extrêmement lente et il a fallu pour éviter la famine, accorder la priorité à une restauration puis à un redémarrage prudent de la production agricole. Du coup les investissements industriels ont été sacrifiés et le retrait de l'aide soviétique aggravant cette situation, la Chine a pris un retard lourd de conséquences. Pour les années à venir, on estime que, compte tenu de la poussée démographique et de l'incapacité de l'industrie à lui fournir des moyens de production modernes, l'agriculture parviendra tout juste à faire face aux besoins alimentaires de la population. Dans ces conditions, il sera difficile de faire en sorte que l'agriculture produise les surplus nécessaires à l'accumulation du capital industriel, tandis que de son côté l'industrie conservera de très faibles capacités d'exportation. La Chine restera sous la menace d'une pénurie constante de capital et de moyens d'importer des biens d'équipement, et il lui faudrait au moins vingt ans encore pour que son revenu par tête d'habitant soit l'équivalent de celui des Soviétiques à la veille de la deuxième guerre mondiale. Aujourd'hui, 17 ans après la Révolution, le revenu national reste en Chine au moins trois ou quatre fois inférieur à ce qu'il était en U.R.S.S. au moment où celle-ci allait entreprendre son industrialisation.

Or, alors même qu'ils sont informés des énormes difficultés qui les attendent, un certain nombre de communistes chinois n'ignorent pas que l'U.R.S.S. et surtout les Démocraties Populaires, sont en train d'essayer de surmonter leur propre pénurie en capitaux et en équipements - il est vrai, bien moins grave - en rétablissant, dans certaines limites, les mécanismes du marché et du profit de manière à élever la productivité - et en passant divers accords avec des firmes occidentales -. La coexistence pacifique qui se prolonge maintenant par une coopération économique, apparaît à beaucoup de dirigeants communistes des Etats européens, comme la voie la plus courte vers la civilisation de consommation à laquelle aspirent aussi bien les masses que les cadres.

Il est fort probable que toute une fraction de l'appareil dirigeant chinois, celle qui est accusée d'avoir voulu "suivre une ligne capitaliste" et d'être "infectée par l'idéologie des révisionnistes" a été tentée de rechercher des solutions analogues aux difficultés de la Chine. En abandonnant le Viet-Nam à son sort et en cessant de se présenter comme la citadelle de la subversion anti-impérialiste, la Chine n'obtiendrait-elle pas du capitalisme occidental des avantages analogues à ceux dont bénéficient déjà la Pologne et la Tchécoslovaquie.

possibilités de développement indépendant des Etats de l'Est européen. Le capital étranger ne constitue que le complément limité du capital national et fonctionne comme auxiliaire du développement de l'économie bureaucratique, en tout cas dans la phase présente.

Mais son énorme retard industriel place la Chine dans une situation bien différente. Pour faire opérer à l'économie chinoise un démarrage capable de conduire le pays vers des types de vie et de consommation analogues à ceux de la Russie et de l'Est européen, il faudrait une implantation beaucoup plus massive de firmes étrangères. Le rapport quantitatif entre le capital d'Etat national et le capital étranger serait différent de ce qu'il est ou va devenir dans l'Est européen, et cette différence quantitative aurait un contenu qualitatif : c'est le capital étranger qui deviendrait l'élément dominant du développement économique. Sans doute le pouvoir d'Etat pourrait-il essayer de contrôler le fonctionnement du capital étranger et de le faire servir à ses propres fins. Mais le pouvoir n'est pas une entité indépendante de l'économie et de la société. Dans une Chine où en même temps que le capital étranger et ses produits pénétreraient ses modèles de consommation et où l'industrialisation bouleverserait la stratification sociale, le pouvoir d'Etat ne tarderait certainement pas à tomber aux mains des couches économiquement dominantes, c'est-à-dire liées au capital étranger.

La Chine est trop arriérée et trop pauvre, la pénurie de capitaux et d'équipements dont elle souffre est trop grave, pour qu'elle puisse s'aventurer sur les voies du révisionnisme sans risquer d'être prise dans un engrenage incontrôlable.

Mais il reste à savoir comment, après avoir spectaculairement refusé les voies révisionnistes et affirmé sa volonté d'opposer la guerre totale à l'impérialisme, la Chine trouvera les moyens de s'arracher à son retard dramatique. Contrairement aux apparences les dirigeants du P.C.C. ne sont <sup>pas</sup> des dogmatiques. Au contact des réalités ils ont bien souvent abandonné des idées qu'ils avaient d'abord admises, et les théories maoïstes ont très souvent varié au gré des difficultés rencontrées. Les obstacles particuliers et initialement insoupçonnés auxquels ils se sont heurtés dans leur entreprise d'industrialiser la Chine, les conduisent à s'écarter de plus en plus des modèles que leur fournissait l'expérience de la Russie stalinienne et post-stalinienne. Les années à venir diront si la conception du socialisme dans un seul pays et l'ensemble des pratiques qui s'y rattachent, que les communistes chinois ont reçus en héritage du stalinisme, résisteront à l'épreuve de l'expérience chinoise.

D'ores et déjà cependant, la politique de Mao et de Lin-Piao suscite de multiples interrogations.

Il y a une trentaine d'années, l'U.R.S.S. elle aussi se préparait à la guerre et les grandes épurations commençaient. Mais le Parti russe agissait à bien des égards à l'inverse de ce que fait aujourd'hui le Parti chinois. Loin de déclencher des campagnes contre les privilèges, de stigmatiser ceux dont le style de vie tendait à se confondre avec celui des dignitaires de l'ancien régime et d'accentuer la rupture avec les traditions et les valeurs de la vieille Russie, Staline avait décrété que l'égalité est un préjugé petit bourgeois, en

Mais à la différence de ce qui a lieu en U.R.S.S. et dans les Démocraties populaires, les forces sociales et politiques qui tendaient à infléchir la politique chinoise vers la coexistence et la coopération avec le capitalisme mondial ne sont pas parvenu à faire prévaloir leurs vues. Il y a cela de nombreuses raisons qui tiennent au fait que le système bureaucratique chinois n'a pas atteint le même stade de développement que celui de l'Est européen et de la Russie. La politique révisionniste s'appuie en U.R.S.S. et dans les Démocraties Populaires sur de nouvelles couches sociales - techniciens, directeurs d'entreprises, spécialistes de toute catégorie... - dont le poids social a été décuplé par les progrès de l'industrialisation et qui sont en train d'arracher l'hégémonie aux couches politico-administratives qui avaient présidé à la mise en place du système et dirigé la première phase de l'industrialisation. Mais en raison même de la croissance industrielle beaucoup plus limitée, les nouvelles couches capables de disputer la direction de la société aux catégories politico-administratives et militaires de l'appareil sont en Chine, beaucoup moins développées. La résistance opposée aux révisionnistes a été d'ailleurs d'autant plus forte que l'appareil dirigeant chinois avait pris des précautions particulières. Tandis que l'armée épurée par Lin-Piao était de haut en bas de sa hiérarchie placée sous la direction de cadres du Parti qui doublent les officiers et que de nombreuses cellules étaient organisées parmi les soldats, les militaires se voyaient attribuer un nombre croissant de postes dans les organes politiques, administratifs et industriels. L'appareil de direction de la Chine s'est dans d'autres termes, donné une texture semi-militaire qui la situe désormais tout à fait à part de celui des autres Etats bureaucratiques ; et la ligne politique de Pékin va vraisemblablement encore <sup>s'éloigner</sup> davantage de celle des Soviétiques et de leurs satellites.

L'espoir qu'entretenaient aussi bien les Soviétiques que les Occidentaux, et même certains milieux américains, de voir la Chine être contrainte par ses difficultés d'accepter la coexistence pacifique en échange d'une aide économique, est pour le moment entièrement vain.

#### ET MAINTENANT ?

Ce refus par la Chine des voies révisionnistes n'est certainement ni épisodique, ni conjoncturel. Il ne traduit pas seulement le fait qu'il y a à l'intérieur de la bureaucratie chinoise, en raison même du retard du pays, un rapport des forces tout à fait différent de celui qui en U.R.S.S. et dans les Démocraties Populaires est en train de faire perdre pied aux anciennes fractions dominantes. Il exprime profondément, l'impossibilité pour la bureaucratie chinoise de tirer avantage de compromis avec le capitalisme occidental de la même manière que le font les Démocraties Populaires et l'U.R.S.S..

L'acceptation des investissements capitalistes étrangers et la réintégration partielle de leur économie au marché mondial, intervient pour les Etats bureaucratiques d'Europe et l'U.R.S.S. au terme d'une phase d'industrialisation qui a donné de puissantes bases au capitalisme d'Etat national. La participation de firmes étrangères à l'industrie des Démocraties Populaires et inversement, la participation d'entreprises des Démocraties Populaires au commerce de firmes étrangères, dont elles deviennent les filiales, ne compromet pas les

attendant de rendre aux officiers leurs épaulettes de l'époque tsariste, de consteller leurs poitrines de décorations, d'exalter le souvenir des héros-tsars et généraux défenseurs de la terre russe de l'époque impérialiste et de revivifier les valeurs de la Sainte Russie, y compris la religion orthodoxe. Les épurations d'ailleurs, qui frappaient en même temps les vieux bolchevicks et une partie des cadres civils et militaires de la dictature étaient conduites par l'appareil policier et judiciaire et le plus souvent sans procès. Rien de comparable en tout cas aux actions que conduit, publiquement et dans la rue, la garde rouge chinoise. Toute la politique de la dictature stalinienne était en concordance avec la nature de la société qu'elle dominait et modelait et qui achevait de prendre sa configuration de société d'exploitation.

La transformation en cours de l'armée chinoise, le rejet brutal des valeurs de l'Occident et de la Chine prérévolutionnaire, l'affirmation que le socialisme ne peut être construit qu'à partir de raisons de vivre, de travailler et de combattre qui ne peuvent pas s'apparenter à celles du capitalisme, la capacité qu'a eue le régime maoïste de jeter dans les rues des centaines de milliers de jeunes gens et l'idée même de le faire, semblent indiquer que le cours de la politique chinoise est maintenant devenu différent de tout ce qu'avait fait le maoïsme depuis 1949. En apparence du moins, la politique maoïste n'est plus entièrement concordante avec la mise en place d'une société d'exploitation bureaucratique et en tout cas avec l'idée qu'on pouvait s'en faire à partir de l'expansion russe.

Déjà les journalistes s'inquiètent de savoir si le spectre du trotskysme n'est pas en train de se réincarner en Chine, voulant par là, suggérer que la différenciation qui s'accroît entre maoïsme et stalinisme, est peut-être en train de conduire vers une renaissance du communisme révolutionnaire.

Il y a des années que nous affirmons que les sociétés bureaucratiques russe et chinoise, sont en dépit de la planification et des formes étatiques de la propriété, fondées sur des rapports capitalistes de production qui ne peuvent être extirpés que par une révolution ouvrière et paysanne.

La "révolution culturelle" déclenchée en Chine va-t-elle nous contraindre à réviser cette position et sinon que signifie-t-elle finalement dans la trajectoire particulière que décrit la société bureaucratique chinoise ?

#### LA REVOLUTION CULTURELLE ET LE MONDE : INDIGNATIONS ET FAUX ESPOIRS. (11)

Volontairement spectaculaire et souvent cruelle la "Révolution culturelle" a suscité l'indignation aussi bien de la presse impérialiste, que de celle de l'URSS et des communistes assagis des pays occidentaux. Inversement, un certain nombre de communistes, des jeunes notamment, que l'évolution droitnière de la politique soviétique et des partis communistes, mettent mal à l'aise, ont tourné leurs regards vers Pékin, en croyant que, là-bas, le communisme cessait de s'affaiblir et allait retrouver les saveurs de la politique révolutionnaire.

Les alarmes de la bourgeoisie et de ces communistes empressés à proclamer leur réprobation devant les violences de la "garde rouge" ne méritent pas de longs commentaires. Les Etats impérialistes, au cours de leurs guerres, ne se sont pas, que l'on sache, tellement gênés pour détruire à l'aide d'obus ou de bombes des "trésors culturels" et pour ce qui est des actes de barbarie perpétrés contre des êtres humains, les Etats capitalistes sont orfèvres en la matière. Quant aux ci-devant staliniens, qui s'indignent de voir une épuration décimer un parti communiste et trouvent les méthodes de terreur employées par Pékin inqualifiables, ils n'ont pas toujours eu le coeur aussi délicat. N'ayant découvert les crimes de Staline, que sur l'autorisation de Kroutchev, ils ont ignoré que ce même Kroutchev avait fait bombarder les quartiers ouvriers de Budapest avec des obus au phosphore. Si un pareil drame devait se répéter au cours des années à venir dans un pays de l'Est, leur bonne conscience ne serait pas pour autant troublée : ils fabriqueraient mille et un sophismes pour trouver des justifications à la politique de la bureaucratie russe. Les cruautés - certainement très réelles - de la "garde rouge" chinoise, ne les indignent que dans la mesure où s'accroît le non alignement de la Chine sur la politique du Kremlin.

Ceci dit, les jeunes communistes - nous ne diront rien de ces déchets historiques que sont les nostalgiques du stalinisme - qui s'enthousiasment pour le contenu anti-bourgeois de la "révolution culturelle", et s'imaginent qu'en frappant sa fraction révisionniste, le PCC franchit un premier pas vers un retour au communisme révolutionnaire, se font les plus graves illusions. Ils attribuent à la "révolution culturelle" une signification qu'elle n'a certainement pas.

#### LES VOIES HISTORIQUES DE LA LIQUIDATION DES REGIMES BUREAUCRATIQUES.

Nous avons toujours affirmé que, depuis 1949, la nature des rapports de production n'avait pas cessé d'être capitaliste en Chine et nous avons caractérisé le régime maoïste comme un capitalisme bureaucratique.

Cette caractérisation procède d'abord de la constatation que, au cours du développement contemporain le rapport capitaliste de production tend à se dégager de ses attributs historiquement transitoires, - la propriété privée, la production exclusivement réglée par le marché etc...- pour émerger dans son essence : celle-ci tient à la dépossession des producteurs du libre usage des moyens de travail qui permet à une catégorie sociale de s'arroger le droit exclusif de disposer unilatéralement de la plusvalue produite par les travailleurs.

Le dépassement des formes privées du capitalisme se trouve partiellement réalisé dans tous les pays qui ont atteint le stade du capitalisme monopoliste d'Etat. Mais il est évident que les entreprises étatisées fonctionnant en France, en Angleterre ou ailleurs n'ont rien perdu de leur nature capitaliste le jour où elles ont cessé d'être propriété privée. Ce n'est pas seulement parce qu'elles sont subordonnées au fonctionnement du capitalisme des monopoles et servent à la maximisation de leurs profits, c'est aussi parce que les travailleurs y produisent une plus-value sur laquelle la classe ouvrière n'a pas plus de droit que dans les entreprises privées. C'est l'Etat, instrument des couches bourgeoises et bureaucratiques qui dominent désormais les sociétés avancées, qui décide de l'usage qui sera fait du surproduit des entreprises étatisées.

Lorsque, quelles que soient les modalités concrètes de ce processus, une société aboutit à la suppression générale ou quasi-générale de la propriété privée et à la centralisation étatique de la possession des moyens de production et de la gestion de l'économie, la nature des rapports de production reste inchangée pour autant que l'Etat reste un appareil séparé des travailleurs, ou qu'en d'autres termes, il n'est pas l'Etat des Conseils ouvriers et paysans. De nombreuses transformations se trouvent alors réalisées au niveau de la texture des couches dirigeantes de la société comme à celui des structures et du fonctionnement de l'économie. La propriété du capital cessant d'être fractionnée entre groupes bourgeois-bureaucratiques, la concentration et la centralisation du capital se trouvent portées à leur terme de sorte que les luttes concurrentielles disparaissent comme principe moteur de la production. Celle-ci se trouve désormais réglée par les organes nationaux de la planification, c'est-à-dire, en fin de compte, centralisée entre les mains d'organes qui sont les instruments de couches bureaucratiques hiérarchiquement intégrées à un appareil dont les sommets se confondent avec l'Etat

Dans la mesure où ces couches sont socialement distinctes des travailleurs, la production conserve un caractère de classe et le rapport de domination du capital sur le Travail subsiste. Personnification sociale du capital étatisé, la bureaucratie ou plutôt son Etat, monopolise, en même temps que la direction politique de la société, la gestion de l'économie de sorte que les producteurs organisés par le truchement du Parti et des syndicats dans l'obéissance au pouvoir, n'ont pas d'autre fonction que de mettre en mouvement les moyens matériels de la production pour réaliser les objectifs économiques qui leur sont assignés par la volonté étrangère de la classe dominante.

Cette domination aliénatrice du Capital étatisé sur la force de travail ne peut être supprimée que si les producteurs s'emparent de la direction de leur propre activité laborieuse, c'est-à-dire constituent leurs propres organes de pouvoir politique et économique et éliminent ceux de la bureaucratie. La pratique du prolétariat comme celle de la bureaucratie, prouve, qu'au delà de l'idéologie à la fois mystifiée et mystifiante que produit la société bureaucratique, c'est bien de cette manière antagonique que les deux classes comprennent leurs rapports. Il y a dix ans, en Pologne et surtout en Hongrie, les ouvriers dressaient le pouvoir de leurs Conseils face à l'Etat bureaucratique et cette apparition d'une dualité révolutionnaire de pouvoir mettait à nu la nature du système bureaucratique. De son côté, en étouffant les Comités de travailleurs en Pologne et en procédant en Hongrie à leur destruction par la violence, la bureaucratie confirmait, à son corps défendant, il est vrai, la nature de classe de sa domination. Entre l'Etat bureaucratique et le pouvoir des travailleurs qui surgit de leur lutte de classe, il existe pas de compromis durable. Or, par rapport au processus polonais et hongrois, c'est-à-dire par rapport au processus historique réel de destruction du système bureaucratique et de redémarrage de la révolution prolétarienne, tel qu'il a surgi de la lutte des classes, que signifie la "révolution culturelle chinoise" ?

## LA "REVOLUTION CULTURELLE" A ETE ORGANISEE PAR UNE FRACTION DE L'APPAREIL.

On chercherait en vain en Chine, au travers des événements qui se succèdent depuis l'été, la moindre trace, fut-ce sous une forme embryonnaire d'organismes issus de la lutte des travailleurs et représentant, même sous une forme élémentaire, une contestation de la toute puissance de la bureaucratie. Ni les ouvriers, ni les paysans n'ont participé à la lutte contre la bourgeoisie et les "révisionnistes", et ils n'ont pas été invités à le faire. On s'est borné à leur demander d'approuver les actes de la "garde rouge" et à continuer leur travail comme à l'ordinaire. Tout a été accompli par des groupes de "gardes rouges" transportés sur les lieux où ils devaient accomplir les tâches qui leur étaient assignées.

Or cette "garde rouge" elle même n'est pas l'émanation de la classe ouvrière ou de la paysannerie, elle ne forme pas un ensemble de détachements mobiles des classes laborieuses. Elle est constituée par des étudiants, qui sont certes d'origine populaire mais qui par leur situation et leur destination, qui est de s'intégrer aux couches dirigeantes, sont déjà séparés des travailleurs et constituent un corps particulier. L'organisation de cette "garde rouge" a d'ailleurs été suscitée par la fraction Mao-Lin-Piao et pour l'essentiel, ses slogans et son comportement lui ont été dictés par cette même fraction. Il est probable que tous les actes des gardes rouges n'ont pas été voulus et prévus jusque dans les détails par les dirigeants. Il y a eu des phénomènes d'excitation collective mal contrôlables et des actes de niaiserie, de vandalisme et de férocité qui n'ont pas été décidés par Mao et Lin-Piao. Les autorités ont du, à plusieurs reprises rappeler à l'ordre les gardes rouges et certains d'entre-eux ont même été arrêtés. Mais pour l'essentiel le mouvement n'a jamais échappé au gouvernement : organisé séparément des ouvriers et parfois même en opposition avec eux, il n'a été que l'instrument d'un règlement de compte entre fractions de l'Appareil et il n'ouvrait absolument pas la voie à une action autonome de la classe ouvrière. La "révolution culturelle" n'exprime rien de plus qu'un virage de la politique de la bureaucratie maoïste, et se sont tout autant les masses populaires que les couches "embourgeoisées" qui en feront les frais.

## LES LIMITES DE LA DIFFERENCIATION ENTRE STALINISME ET MAOISME.

Il faut souligner en effet que la "révolution culturelle" a un caractère fortement démagogique.

On l'a déjà dit, les attaques conduites contre le style de vie de certains dirigeants et la dénonciation des "idéaux de la consommation" sont destinés à préparer la population tout entière à un redoublement de vigueur : alors même que des efforts très durs seront imposés aux masses et que celles-ci devront accepter une période de sous-consommation prolongée, il serait dangereux de laisser bourgeois, fonctionnaires et dirigeants d'entreprise étaler librement leurs privilèges et encore plus de les accroître.

Il est vrai que la bureaucratie russe n'a pas eu par le passé tant de vergogne à cet égard et que les masses soviétiques ne sont pas pour autant

sorties de leur passivité. Mais les conditions russes et chinoises ne sont pas similaires. La Chine beaucoup plus arriérée devra imposer à ses travailleurs des efforts et des restrictions beaucoup plus draconiens et beaucoup plus prolongés que n'eut à le faire la Russie entre les années trente et cinquante.

Surtout, la phase de rigueur qui s'annonce vient plus tard dans le cours du développement chinois. Il y a quinze ans que la Chine a commencé son industrialisation et ses dirigeants n'ont à promettre aux masses qu'un surcroît de labour, une prolongation de la pénurie et peut-être de la guerre. Lorsque l'URSS eut accompli trois quinquennats d'industrialisation, la situation des masses restait fort pénible. Mais le gouvernement soviétique pouvait invoquer les destructions de la guerre pour faire prendre patience aux travailleurs et dès les premières années cinquante, des baisses de prix introduisaient quelques modestes améliorations dans le niveau de vie. On sait d'ailleurs que par la suite, la pression des masses a contraint le gouvernement russe à réviser toute sa politique pour essayer de donner satisfaction, au moins partiellement aux besoins de la population.

Mais le gouvernement chinois ne peut, précisément, rien entreprendre de tel. Faute de pouvoir faire oublier aux masses les inégalités sociales en leur donnant un mode de vie acceptable, les dirigeants maoïstes sont contraints de masquer les privilèges les plus criants et d'essayer de persuader les travailleurs, que; à peu de chose près, la peine et les restrictions seront le lot de tous. Ainsi, en leur temps, les jacobins français s'attachèrent-ils à conserver l'appui des "bras nus" dont la révolution bourgeoise avait besoin, en décrétant que la frugalité et l'austérité étaient des devoirs d'Etat.

Cette nécessité de rétablir une liaison entre les masses et le régime est d'ailleurs d'autant plus forte que les contradictions de classes ont émergé plus rapidement en Chine que dans les autres états bureaucratiques. Dès 1956 des grèves ont éclaté et à l'exemple des hongrois, en 1957, les étudiants ont essayé d'entraîner les ouvriers à la révolte; par la suite l'aventurisme du "grand bond en avant" s'est terminé par une passivité dans le travail qui confinait à la grève perlée. Les dirigeants maoïstes savent aussi bien que ceux de l'URSS des quinze dernières années ou des démocraties populaires que leur régime n'est pas à l'abri de la lutte des classes et qu'ils doivent y veiller.

D'autres raisons encore, contraignent le maoïsme à différencier sa politique de celles qu'avait suivi le stalinisme dans les années trente et quarante. Staline avait pu sans risque, accuser les inégalités entre les dignitaires du régime et les masses parce que sa dictature interposait, entre les couches les plus misérables du prolétariat et de la paysannerie et les sommets de la société soviétique, une large couche moyenne semi-privilégiée et comme telle, attachée à l'ordre social qui prenait forme. Mais cela n'était possible que dans la mesure où la Russie pouvait malgré tout équiper des industries de moyens de consommation, qui, en dépit de leurs graves insuffisances fournissaient un certain assortiment de produits aux couches moyennes. Mais en Chine la pénurie de capitaux est beaucoup plus grave qu'en URSS et il n'est pas possible d'en affecter les quantités qui y seraient nécessaires pour équiper des industries capables de fabriquer des produits destinés à des couches moyennes qui seraient à l'échelle d'un pays de 700 millions d'habitants. Avant d'en venir là, il lui faut par priorité, consacrer toutes ses ressources aux industries indispensables pour surmonter les carences qui

pourraient devenir dramatiques, de la production agricole et créer les infrastructures nécessaires pour que son développement économique ultérieur ne soit pas enrayé par des pénuries de produits de base. A l'étape présente, les nécessités de l'accumulation contraignent la Chine à réduire au plus strict minimum la production pour la consommation. La "garde rouge" a eu pour fonction de plier la couche dirigeante elle même devant cette nécessité.

#### LA BUREAUCRATIE MAOISTE NE S'EST PAS SUICIDEE

Mais cette politique ne consiste finalement qu'à accentuer jusqu'à l'extrême la sous-production des moyens de consommation, qui a caractérisé dans tous les pays la mise en place du système bureaucratique. En elle même, elle n'est nullement en contradiction avec les fins historiques de la bureaucratie.

La "production pour la production" n'a pas, en soi, plus de sens pour la bureaucratie que pour la bourgeoisie. Il est vrai que le moteur de la production capitaliste est la recherche du profit et que la nature physique des marchandises qui rapportent des profits indiffère aux capitalistes. Il est vrai encore que l'accumulation est poussée en avant par la concurrence et n'a pas directement pour mobile le désir des capitalistes d'augmenter leur consommation. Mais il n'en est pas moins vrai aussi que l'accumulation n'a de signification pour la bourgeoisie que si, en longue période tout au moins, l'appropriation de la plus-value additionnelle lui permet aussi de réaliser une consommation additionnelle. Au cours de son histoire la bourgeoisie a successivement affiché diverses variétés de puritanisme puis adopté des philosophies valorisant la jouissance des biens matériels, mais elle ne s'est jamais conçue autrement que séparée des travailleurs par sa manière de vivre. Si, d'une manière durable, elle ne parvenait plus à élever son standing, le feu sacré de la production finirait par s'éteindre dans son esprit.

Les buts économiques finaux de la bureaucratie ne sont pas d'une nature différente de ceux de la bourgeoisie. La discipline, le zèle, les efforts que déploient les bureaucrates pour s'élever dans la hiérarchie, la passion qu'ils nourrissent pour l'industrialisation ne procèdent pas seulement de leur adhésion à une idéologie qui fait obligation à chacun de s'identifier avec les intérêts de l'Etat. La mystique de l'industrialisation socialiste" c'est aussi le travestissement des mobiles réels de la bureaucratie, la promesse du communisme sert à légitimer la mise en place d'une structure sociale où la hiérarchie des fonctions annonce une hiérarchie des niveaux de vie. En s'assignant la mission d'arracher le pays au sous-développement, c'est d'abord au sous-développement de leur propre consommation que songent les bureaucrates. Leur ambition de rattraper l'occident est aussi celle d'atteindre au standing de ses couches dirigeantes. Si un Etat bureaucratique devait astreindre de manière prolongée son appareil à vivre dans une demi-misère, il est probable que le système ne tarderait pas à connaître une grave crise; l'intérêt des bureaucrates pour une production élargie qui ne déboucherait pas sur une consommation élargie s'affaiblirait et leur adhésion à la manière d'être du régime deviendrait chancelante.

Pour surmonter les tendances à l'inertie et à l'accaparement privé et désordonné du surproduit qui se feraient jour, l'Etat pourrait il est vrai

courber toute la société sous la terreur. Mais l'expérience prouve que la coercition seule ne constitue pas très longtemps un incitatif adéquat, pour mettre en place une civilisation industrielle. La non adhésion de la force du travail aux buts de la production finit par aboutir à une multiplication des malfaçons, à un gaspillage des matières premières, à une usure prématurée de l'outillage et à une chute des rendements qui ralentissent dans des proportions insupportables la formation du capital. Si de surcroît, les techniciens et l'ensemble du personnel de direction et de contrôle du travail, se trouvaient, comme les travailleurs placés dans une situation les poussant à une non-adhésion aux buts de la production, celle-ci deviendrait très rapidement un chaos et entrerait dans une phase de stagnation ou même de recul.

Cela signifie qu'une politique de limitation des privilèges et de sous-consommation des masses, n'est pas à long terme, compatible avec la stabilisation du système bureaucratique; dans le cas où elle serait trop longtemps prolongée, elle entrerait en contradiction avec la croissance des forces productives.

L'expérience russe prouve cependant que cette contradiction n'atteint pas immédiatement à une phase aigue. Ses manifestations s'aggravent à mesure que l'économie accède à une modernisation technologique; mais elle sont beaucoup moins sensibles dans les premières phases du démarrage c'est-à-dire à l'étape où se trouve la Chine.

Dans leur écrasante majorité les producteurs chinois sont encore des paysans qui, malgré quelques progrès, travaillent avec un outillage traditionnel et la possibilité de les faire suer du surproduit tout en les maintenant eux et ceux qui les encadrent à un niveau de vie rudimentaire ne sont certainement pas épuisés. Quant aux ouvriers et aux cadres de l'industrie ou de l'administration des villes, il est probable que, pendant un certain temps tout au moins, la menace de figurer sur les affiches de dénonciation que continue à apposer la "garde rouge" suffira à les inciter à faire leur travail en se contentant du niveau de consommation que l'Etat juge possible de leur attribuer.

La politique d'austérité qu'inaugure la "révolution culturelle" ne constitue en définitive qu'un détour que fait le système bureaucratique chinois vers des fins qui restent inchangées. Il ne s'agit que de franchir une étape critique au terme de laquelle les bureaucrates restés à leurs postes pourront recommencer à accéder au niveau de vie correspondant à l'idée qu'ils se font de l'importance et de la nécessité de leur fonction.

#### LES RAPPORTS DE PRODUCTION RESTENT INCHANGES.

De toute manière le repli tactique n'altère en rien les rapports de production qui sont à la base du système et lui confèrent ses caractères de classe. Les rapports bourgeois de production ne s'évanouissent pas lorsqu'une période de crise grave et prolongée, ou la dévastation d'une guerre, contraignent les classes possédantes à réduire leur standing. Les bourgeois se bornent à gémir sur les malheurs du temps et à en espérer de meilleurs. Ainsi feront les bureaucrates chinois. En seraient-ils réduits à vivre



# La Chine en crise

La crise chinoise vient de s'accélérer et de s'amplifier d'une manière qui, il y a quelques semaines, était imprévisible. Diverses informations avaient signalé que des dissensions se produisaient çà et là entre les gardes rouges et que des conflits les opposaient épisodiquement aux ouvriers, disons-le franchement toutefois, nous n'avions pas pensé que la résistance à la politique maoïste se manifesterait aussi rapidement et surtout d'une manière aussi ouverte et aussi large. (12)

A partir des informations confuses, contradictoires, souvent tendancieuses et probablement inexactes qui arrivent avec plusieurs jours de retard et de façon très irrégulière, il est impossible, dès à présent, de procéder avec sûreté à une analyse de la situation, de formuler des pronostics catégoriques et de déposer des conclusions affirmatives. Mais il n'y a pas lieu non plus de rester médusé devant les événements et de n'y voir qu'un inextricable et incompréhensible chaos.

Au cours du mois de janvier, deux faits massifs ont dominé l'évolution de la situation : d'abord l'appareil du Parti a, dans sa très grande majorité, échappé au contrôle de la fraction Mao-Lin-Piao, ensuite le prolétariat et la paysannerie se sont, en partie du moins, dressés contre la politique maoïste.

## LE PARTI CONTRE MAO ET LA "GARDE ROUGE"

L'ampleur de l'opposition à laquelle le maoïsme s'est heurté dans l'appareil est de jour en jour devenue plus manifeste. Après Liu-Shao-Shi -qui est en réalité un des principaux organisateurs du Parti depuis l'époque de Yen-an- et Teng-Hsiao-Ping -qui contrôlait toute la hiérarchie depuis 1960- on a vu les attaques de la garde rouge atteindre un nombre croissant de personnages de haut rang : Po-I-Po, l'organisateur de la planification, le Ministre de l'Agriculture, celui du Commerce extérieur, les dirigeants des services de propagande, 70 membres du Comité Central sur un total de 90. Bientôt après, les dirigeants des bureaux provinciaux et régionaux du Parti, ceux des municipalités des grandes villes, puis des villes moins importantes, les hommes qui étaient à la tête des entreprises, des banques, de divers services publics etc... sont à leur tour pris à parti. Dès le 29 Décembre 1966 une affiche de la garde rouge révèle -en exagérant sans doute- que depuis 1959 Mao-Tsé-Toung avait été tenu à l'écart de la plupart des décisions prises et qu'il avait dû entamer une lutte longue et difficile, dont la "révolution culturelle" ne serait que le plus récent épisode, pour se ressaisir du pouvoir. D'autres informations semblent confirmer que la majorité du Parti avait, dès que l'échec en était devenu évident, imposé à Mao l'arrêt puis l'abandon de la politique du "bond en avant" et probablement aussi freiné les autres aspects aventureux de sa politique. Les diverses raisons de la cassure qui vient de se produire dans le Parti chinois commencent à apparaître.

En premier lieu, du Président de la République au directeur d'usine et aux cadres syndicaux, les hommes de l'Appareil ont redouté une relance du "bond en avant".

Nous l'avions déjà indiqué : les attaques contre les privilèges et le style de vie bourgeois des cadres constituaient, de manière démagogique, une préparation psychologique à une intensification des efforts qui seront exigés des ouvriers et des paysans, s'accompagnant d'un blocage ou même d'une réduction de leurs revenus. La chose est maintenant certaine : après s'être déchaîné contre les résidus de la bourgeoisie, puis contre les privilèges des hommes de l'Appareil, les maoïstes s'en prennent maintenant aux "déviationnistes" des ouvriers et des paysans et les invitent impérativement à renoncer aux primes de production, ce qui, selon l'Humanité, équivaudrait à une amputation de 15 % des salaires des travailleurs industriels.

Les bureaucrates qui ont tenté de s'opposer à cette politique ont été, tout autant que les maoïstes, des maîtres et des exploiters impitoyables pour les travailleurs chinois. Ce n'est sûrement pas le souci de la misère et du surmenage des travailleurs qui les inspire, ni même sans doute leur peu de goût pour la politique d'austérité qui va leur être imposée. Les techniciens, les cadres et les administrateurs moyens tiennent sans doute beaucoup à leur standing et au prestige qu'ils en tiraient. Les affiches de la "garde rouge" ont révélé, ou plutôt confirmé, que les Liu-Shao-Shi, les Po-I-PO et leurs familles ne dédaignaient pas de bien vivre. Mais ces hommes, qui étaient au sommet de l'Appareil, n'ont pas seulement risqué leur vie pour empêcher une réduction des traitements. Ce sont des divergences politiques sur la manière de consolider le régime bureaucratique chinois qui les ont conduits à s'opposer à Mao.

Mieux que quiconque, les dirigeants de la planification, les ministres des différents départements de l'économie et tous ceux qui occupaient des postes dans la hiérarchie de ces services savent de quel prix a été payée la politique maoïste du "bond en avant" : les masses exténuées par de gigantesques efforts gaspillés, une chute dramatique des rendements du travail, les transports engorgés, les usines arrêtées faute de matières premières, les plans de construction industrielle laissés inachevés, le reflux désordonné d'une partie de la population urbaine, devenue sans emploi, vers les campagnes, le pays au bord de la famine. Après avoir entrepris, sur les conseils de Mao, de brûler les étapes, il avait fallu battre en retraite, malgré Mao, faire des concessions aux paysans pour qu'ils recommencent à ravitailler les villes, arrêter l'industrialisation pour consacrer les maigres capitaux disponibles à redresser l'agriculture afin d'échapper à la famine, au total consacrer cinq ou six années à réparer les effets désastreux du "grand bond en avant". On comprendra que tous ceux qui depuis 1959 étaient parvenus à contenir l'extrémisme maoïste et à faire prévaloir une politique prudente de restauration de l'économie, aient essayé de freiner et d'empêcher un retour à l'aventurisme du "bond en avant".

Leurs appréhensions doivent d'ailleurs être renforcées par le fait que la nouvelle entreprise de "forcing" économique va s'engager dans un contexte international où la situation de la Chine apparaît gravement détériorée. En 1958, la Chine était l'alliée de l'URSS. Comme telle, elle était couverte par le "parapluie atomique" des russes et recevait d'eux, bien qu'en quantités insuffisantes, des crédits, des équipements, et des techniciens. Neuf ans plus tard, la Chine est complètement isolée et même encerclée par les forces impérialistes et russes, et dans les conditions actuelles, elle ne peut compter sur aucune aide de personne. Sans doute, la rupture avec les Soviétiques ne peut être entièrement imputée à la responsabilité de Mao : elle est en définitive le produit des inégalités de développement des sociétés russes et chinoises et des difficultés auxquelles se trouve confronté le régime soviétique lui-même. Mao a cru faire céder les russes en minant leur influence sur

le mouvement communiste international par une critique de "gauche" de leur politique. Mais les thèses maoïstes, fondées sur une généralisation abusive et sommaire de l'expérience du Parti chinois, n'ont trouvé que bien peu d'échos, même dans le Tiers Monde. Le seul parti important qui avait rallié le maoïsme, celui de l'Indonésie, a subi une des défaites les plus sanglantes qui aient jamais été infligées à un parti communiste : invité -en application des théories maoïstes sur la démocratie nouvelle- à coopérer avec la bourgeoisie nationale et Soekarno dans un front anti-impérialiste, il s'est trouvé entièrement désarmé lorsque la droite a entrepris de l'anéantir - et le désastre indonésien a mis un point final aux tentatives de créer une "internationale maoïste". Dans la lutte contre le "révisionnisme" international, c'est Mao qui a été vaincu. En retirant leur aide, les russes ont gravement atteint l'économie de la Chine, sans que celle-ci ait réussi à infléchir la politique de Kroutchev et de ses successeurs, et aujourd'hui il n'est pas un seul point du monde où les chinois puissent organiser des manoeuvres de diversion capables d'inquiéter l'impérialisme.

Il est vrai, en revanche, que la Chine a réussi à se donner des armes nucléaires qui sont déjà suffisantes pour jouer un rôle de dissuasion à l'égard de Formose et peut-être aussi de l'Amérique, qui ne peut plus prendre le risque d'escalader directement contre la Chine sans que ses forces d'Extrême-Orient soient cruellement blessées. Seulement, ses armes atomiques ne fournissent pas à la Chine le moyen de rompre son isolement stratégique et de surmonter les extraordinaires difficultés qu'elle éprouve à s'arracher au sous-développement. Bien plus, la création d'industries atomiques, en exigeant que capitaux, savants, techniciens, ouvriers qualifiés soient par priorité employés à cette tâche, a dû encore aggraver ces difficultés. Pour l'avenir, la politique de Mao, qui tend à rendre la rupture avec les Russes irréversible et conduit la Chine à s'engager toujours plus avant dans la course à la puissance atomique, a dû apparaître aux dirigeants de l'économie et de l'appareil qui encadre les populations comme la plus inquiétante des démesures.

Mao est porté par sa longue expérience des guerres, gagnées presque sans armes, par les paysans, à croire que la volonté, la discipline, l'esprit de sacrifice permettent de triompher de toutes les difficultés. Les "gardes rouges", pour la plupart frais émoulus des écoles et des universités, le croient. Les dirigeants de la production, les administrateurs, les cadres syndicaux, les responsables des Communes qui, eux, savent ce qu'a coûté et ce que coûtera cette frénésie volontariste, ne le croient pas. Ils connaissent l'état d'esprit des ouvriers et des paysans, et ils redoutent que l'aventure dans laquelle les maoïstes entraînent la Chine n'aboutisse à un désastre économique et finalement à une crise générale du régime.

#### LA CLASSE OUVRIERE ESSAIE DE SE DEFENDRE

Effectivement, la classe ouvrière s'est opposée à la "révolution culturelle" et à son expression concrète, l'intensification de l'exploitation, avec une rapidité imprévue. Dès l'été dernier, on avait appris que des bagarres se produisaient sporadiquement entre "gardes rouges" et ouvriers. Il apparaît maintenant que ces incidents n'étaient que les signes avant-coureurs des grèves et des émeutes qui viennent de secouer les villes industrielles.

Il est très difficile de faire le point sur ces événements et en particulier de savoir quelle proportion du prolétariat a manifesté son opposition à la "garde rouge" et quel rôle ont joué dans cette affaire les bureaucrates qui se sentaient menacés.

Les maoïstes, en tout cas, savaient que les choses n'iraient pas sans difficultés, et le 27 décembre ils avaient dissous les syndicats pour les remplacer par des "comités révolutionnaires" chargés de faire pénétrer la révolution culturelle dans les usines. Le fait serait incompréhensible s'il n'y avait pas eu une pression de la base suffisamment forte pour que les cadres syndicaux soient contraint d'y céder et de se montrer réticents dans l'application de la politique maoïste.

Presqu'aussitôt d'ailleurs, les grèves et les conflits avec la garde rouge ont commencé. Les appels répétés des autorités maoïstes pour que les ouvriers retournent à leur travail, l'assurance donnée aux grévistes qu'on leur pardonnera un moment d'égarément et qu'ils ne seront pas sanctionnés, montrent que ces grèves ont été importantes et se sont prolongées pendant plusieurs jours. En plusieurs points et notamment à Shanghai, où la grève semble avoir été quasi générale, les autorités ont d'abord cédé aux grévistes. Le gouvernement le confirme indirectement en interdisant aux banques et aux entreprises d'utiliser les fonds qu'elles détiennent pour augmenter les salaires. Des événements analogues se sont déroulés à Canton, où il y a eu des grèves et des heurts sanglants entre gardes rouges et ouvriers. Quelques jours plus tard, le mouvement s'est étendu à la Mandchourie. Des échauffourées opposant partisans et adversaires de Mao se sont produites à Daïren, à Harbin et à Chen-Yang où la grève aurait été presque totale. Des émeutes confuses et particulièrement violentes semblent avoir secoué Fankin, où l'on a parlé de ratissages et d'arrestations massives. Des grèves sont encore signalées à Sian, à Tien-Tsin, et dans diverses usines de Pékin et des environs.

Dans les premières semaines de janvier, le mouvement semble bien avoir pris une envergure nationale : les arrêts du travail désorganisent un peu partout les transports ferroviaires, surchargés d'ailleurs par les déplacements de "gardes rouges" et peut-être aussi de travailleurs partis à Pékin faire eux aussi des démonstrations de rues. A Shanghai et à Canton tout au moins, il y a eu, outre le refus d'accepter les réductions de salaires qu'implique la politique de "désintéressement socialiste" des maoïstes et la revendication, toute contraire, de les augmenter, des réunions, des collages d'affiches, des distributions de tracts, qui ont contesté la "révolution culturelle", bien qu'on ne sache pas en quels termes. Jamais depuis 1949, la classe ouvrière chinoise ne s'était opposée avec autant d'ampleur au gouvernement. Il y avait eu en 1956 et 1957 des grèves perlées, des arrêts de travail et dans le Kwantoung, en 1959, la résistance passive du prolétariat avait contraint le régime à renoncer à constituer des Communes urbaines et à y incorporer les ouvriers industriels dans des formations militarisées de travail comme il l'avait fait pour les paysans. Mais ces grèves, qui tournent à l'émeute et s'étendent d'une ville à l'autre, restent un fait sans précédent dans la Chine de Mao.

Pourtant, le mouvement est contenu par les maoïstes, les villes sont reprises en main et les usines remises au travail, encore que cette tâche paraisse loin d'être achevée. Un peu partout, des détachements "d'ouvriers rebelles" défilent maintenant avec les "gardes rouges", participent à la chasse aux révisionnistes et constituent dans les entreprises des "comités révolutionnaires" qui entreprennent de lutter contre les déviations "économistes", c'est-à-dire de contraindre les ouvriers à renoncer aux augmentations de salaires.

Il est impossible de savoir actuellement quelle proportion de la classe ouvrière se range du côté des maoïstes, de quelles couches du prolétariat émanent ces organisations "d'ouvriers rebelles", à quels mobiles obéissent ces travailleurs qui se

font briseurs de grèves et agents actifs d'un redoublement du totalitarisme.

L'ampleur prise par les grèves dès le début de janvier donne cependant à penser que les noyaux maoïstes du prolétariat devaient être assez peu nombreux, puisqu'ils ont été incapables d'empêcher les arrêts du travail et les manifestations hostiles à la politique Mao-Lin-Piao. C'est avec l'appui des "gardes rouges" qui eux sont nombreux -peut-être plusieurs dizaines de millions alors qu'il n'y a sans doute pas plus d'une douzaine de millions d'ouvriers industriels- que la résistance des travailleurs a été contenue et tant bien que mal réduite. Plus récemment, la décision de faire participer l'armée à la "révolution culturelle" semble confirmer cette estimation : si le maoïsme bénéficiait d'une large base de masse, Mao et Lin-Piao n'auraient pas besoin d'utiliser des bataillons militaires pour destituer les autorités qui leur sont hostiles ; "gardes rouges" et "ouvriers rebelles" auraient suffi.

Pourtant, les groupes d'"ouvriers rebelles" existent certainement et on ne peut guère douter qu'ils se multiplient et s'étendent dans les villes où les maoïstes ont "pris le pouvoir". De même qu'il doit y avoir parmi les cadres de la "garde rouge" bien des jeunes gens ambitieux qui sont d'autant plus enrégés à étendre l'épuration qu'ils espèrent occuper les postes qu'elle rendra vacants, la destitution des cadres syndicaux, et des hommes du Parti, dans les ateliers et les entreprises, doit avoir éveillé pas mal de convoitises. Le moment est propice, en affirmant un maoïsme inconditionnel et en manifestant de l'esprit d'initiative et de la fermeté dans la tâche de faire pénétrer la "révolution culturelle" dans les usines, pour s'intégrer au nouvel appareil maoïste d'encadrement des ouvriers. A partir de là, dans toutes les villes où les maoïstes ont eu le dessus, les groupes "d'ouvriers rebelles" doivent avoir, compte tenu de l'atmosphère de terreur, la partie facile pour englober dans leurs rangs des travailleurs qui ont peut être fait grève, mais qui redoutent maintenant les conséquences possibles de leur opposition et se laissent intimider. Pour les maoïstes, le procédé qui consiste à ouvrir leurs rangs aux adversaires battus, à leur expliquer leur erreur, à leur arracher une "auto-critique" puis à leur faire affirmer leur enthousiasme pour les vues auxquelles ils s'étaient d'abord opposés, n'est pas nouveau. Les trois étapes du processus, -critique, auto-critique, unité- ont même été codifiées par la pensée maoïste. Les "ouvriers rebelles" qui clament maintenant dans les manifestations leur enthousiasme maoïste, ne sont pas nécessairement des partisans inébranlables de l'intensification du travail, du blocage des salaires et de la suppression des primes.

Mais peut-être, faut-il considérer aussi que les ambiguïtés de la révolution culturelle facilitent la manipulation des travailleurs par les maoïstes. Celle-ci a tout un côté faussement démocratique et faussement prolétarien, qui permet d'exaspérer des ressentiments de classe accumulés pendant plus de quinze années de dictature et d'exploitation bureaucratique, pour les dévoyer en essayant de les canaliser au service d'une politique qui tend finalement à alourdir les chaînes de la domination bureaucratique. Lorsque les maoïstes dénoncent le genre de vie bourgeois des bureaucrates hier tout puissants, leur arrogance, leurs achats somptueux, leurs turpitudes, beaucoup de travailleurs doivent se sentir vengés par la mise en accusation de ces exploiters et l'approuver. Lorsque les "gardes rouges" et les "ouvriers rebelles" etc... reçoivent le droit d'attaquer par voie d'affiches des dignitaires jusque là intouchables, de réclamer leur destitution, de les saturer d'humiliations, même si toute l'opération est en fin de compte inspirée par les cadres maoïstes, les foules doivent avoir l'impression qu'elles accèdent à une redoutable souveraineté sur les puissants. L'opération de terreur qui est en cours

défole les haines de classe, mais il n'est pas pour autant certain que les ouvriers qui approuvent l'épuration, ou même y participent, soient prêts à se faire durablement les agents du renforcement de leur propre exploitation.

En sens inverse, les bureaucrates taxés de révisionnisme par les maoïstes ont, eux aussi, essayé d'utiliser le prolétariat pour se couvrir contre l'attaque d'envergure déclenchée contre eux par la "garde rouge". Si on croit la version officielle des événements, les autorités locales auraient non seulement incité les ouvriers à réclamer des augmentations de salaire et les leur auraient aussitôt accordées, mais elles auraient payé les travailleurs -sinon avec l'or de Moscou, tout au moins avec les fonds des banques locales- pour qu'ils aillent manifester et répandre le désordre. Les mesures de blocage des fonds et de surveillance renforcée dont sont l'objet les banques, la fermeture des magasins qui vendent des objets de consommation durable, paraissent confirmer ces augmentations de salaires. Cela ne rend pas pour autant vraisemblable les thèmes de la propagande maoïste qui tend à accrédi-ter l'idée que les ouvriers, trompés pendant quelques jours par les révisionnistes corrupteurs, se seraient ensuite hâtés de rallier les rangs maoïstes.

Il n'est pas impossible pourtant qu'entre les ouvriers et les autorités menacées se soit créé une sorte de front unique de fait. Les travailleurs n'ont vraisemblablement pas engagé la lutte pour la seule raison que la fraction anti-Mao du Parti leur conseillait de le faire, mais il est certain que cette fraction n'était pas fâchée de faire apparaître l'existence d'une large opposition ouvrière au maoïsme. Il est probable que, même si elles n'ont pas suscité le mouvement, les autorités anti-maoïstes n'ont pas empêché son amplification et qu'elles ne se sont guère opposées aux revendications des travailleurs. De leur côté, les ouvriers dont le niveau de vie est menacé, ont tout naturellement profité de la situation exceptionnelle que créait la division des catégories dirigeantes et de la passivité, et même de la complaisance des autorités anti-maoïstes, pour développer leurs revendications.

Mais une alliance entre les ouvriers et les bureaucrates qui défendent leurs postes et leurs privilèges, s'est rapidement révélée irréalisable : la convergence circonstancielle et momentanée de leurs intérêts ne pouvait pas reléguer à l'arrière plan le caractère antagonique des rapports entre les deux classes. Par un réflexe élémentaire, les ouvriers se sont battus contre la "garde rouge" et ont essayé de l'empêcher d'imposer sa loi parce qu'ils savent que au-delà des slogans de la "révolution culturelle", la dénonciation des "déviations économi-stes" prépare l'intensification de leur exploitation. Mais les hommes de l'Appareil aujourd'hui menacés ne représentent eux-mêmes, pour les travailleurs, que plus de quinze années de domination et de lourde exploitation. Il leur était impossible, même en usant de manoeuvres démagogiques, de capter les forces prolétariennes et de les utiliser pour leur propres fins. Lorsque la "garde rouge", et maintenant les soldats, encerclent les bâtiments administratifs, les grands bureaucrates sont seuls avec leurs vassaux et leur clientèle. Le prolétariat chinois ne se bat pas pour les anciens ministres et les gouverneurs de province destitués.

#### LA CRISE S'AGGRAVE, L'ARMEE INTERVIENT

Pourtant la bataille qui s'est engagée entre les deux fractions bureaucratiques se prolonge et s'élargit beaucoup plus que ne l'avaient sans doute pensé Mao et

Lin-Piao. La lutte se poursuit dans toutes les villes sous des formes violentes et cruelles qui témoignent de la profondeur des antagonismes. Des gardes rouges dissidents, des ouvriers, des militants du Parti, etc... continuent à affronter les maoïstes dans une inextricable confusion. Les dirigeants dénoncés par les affiches ne sont pas tous anti-maoïstes et toutes les affiches apposées ne sont pas pro-maoïstes. Il doit y avoir bien des réglemens de comptes, bien des manoeuvres et bien des provocations. Il y a en tout cas des blessés, des morts et même, on ne peut guère en douter, des atrocités, cependant que l'épuration prend des aspects hideux de lynchage.

La résistance de leurs adversaires contraint les maoïstes à accentuer les pressions de la garde rouge, qui semble gagnée par une véritable frénésie de dénonciation. Chou-En-Laï, la femme de Mao-Tsé-Toung se sont inquiétés de la multiplication d'attaques qui finissent par éclabousser les dirigeants maoïstes eux-mêmes et menacent de ruiner le prestige de toutes les autorités.

Dans le passé, les crises qui ont secoué le parti communiste chinois se sont toujours terminées par le ralliement de la majorité des opposants, qu'on prenait soin de ne pas acculer dans une situation sans issue, et par le rétablissement de l'unité dans les rangs communistes. Dans une récente déclaration, Mao indiquait que son projet était de conduire la révolution culturelle d'une manière analogue : utiliser la garde rouge comme instrument d'une pression croissante sur les opposants, les faire craquer, puis modérer et stopper l'action de la garde rouge, pour intégrer les opposants vaincus mais utiles à un nouvel Appareil entièrement docile. Mais l'opposition occupait des postes trop solides pour que les maoïstes puissent la faire capituler sans difficulté et ils ont été entraînés dans des opérations qui équivalent à casser l'Appareil du Parti et de l'administration. Mais du même coup, par un effet d'engrenage, l'accentuation et l'extension de la terreur, ont amplifié l'opposition.

Vers le début de la deuxième quinzaine de janvier, il pouvait paraître que les maoïstes étaient parvenus à surmonter la crise. Les informations arrivées depuis lors donnent à penser que les choses ne vont pas aussi vite. Des émeutes se produisent dans la région de Nan-Chang, l'agitation mal éteinte recommence en Mandchourie, des incidents sanglants opposent l'armée aux anti-maoïstes à Fanchang, près de Pékin. A Canton, les ouvriers s'enhardissent de nouveau jusqu'à défier les gardes rouges et le fait n'est pas isolé. Il faut envoyer des renforts de Nankin pour maîtriser l'opposition à Wou-hou, dans le Anhwei. Contenue dans les grandes villes, l'opposition gagne les centres moins importants. Il y a des troubles dans le Kwantoung, le Kiangsi, le Fukien, le Hunan, le Set-Chouen, le Shansi, le Kirin, le Liaoning, le Heïlunkiang et finalement dans presque toutes les provinces, sans parler des territoires d'Asie Centrale. Ça et là, en Mandchourie, dans le Kiangsi, ailleurs encore, des bandes commencent à s'organiser, à se donner des brassards distinctifs. Il est question d'"armées du drapeau rouge", d'"armées ouvrières et paysannes", de "gardes du régime rouge" qui barreraient les routes de barricades pour entraver les déplacements des gardes rouges, couperaient l'eau et l'électricité, tenteraient d'occuper certains centres administratifs, etc...

Après les villes, ce sont les campagnes qui s'agitent. A Nanchang, des milliers de paysans auraient envahi la ville, occupé les banques et récupéré les fonds des Communes pour se les distribuer. Dans le Hopeï, les paysans se partagent les avoirs collectifs des Communes, refusent d'exécuter les livraisons obligatoires

à l'Etat, de rembourser l'arriéré des emprunts et prélèvent, au profit des membres de la Commune, les fonds d'investissements. Signalés d'abord dans la province de Pékin, des mouvements paysans analogues se produisent bientôt dans les provinces de Mandchourie, en Chine centrale et méridionale et dans l'Ouest, sans qu'il soit pour le moment possible de juger de leur ampleur. En diverses localités du Hopeï, du Hunan, de l'Anwei, du Kiangsi, du Shansi, etc... des paysans au nombre de plusieurs milliers affrontent les "gardes rouges". Il est évident que l'action des "gardes rouges" contre les autorités en place dans les Communes, ouvre la voie aux revendications paysannes comme elle l'a fait dans les villes. Les ruraux, tout comme les ouvriers, profitent de l'affaiblissement et des divisions de l'Appareil pour essayer d'alléger le poids de l'exploitation bureaucratique.

L'ordre donné le 24 janvier à l'armée d'entrer dans la "révolution culturelle" et de lui apporter son appui ne peut en tout cas laisser aucun doute sur l'ampleur de l'opposition au maoïsme. La "garde rouge" n'a pas suffi pour mettre au pas l'Appareil et en même temps contenir et étouffer l'agitation des ouvriers et paysans. Pourtant on ne saurait considérer dès à présent l'intervention de l'armée comme le début d'une guerre civile. Les bureaucrates, retranchés dans les bâtiments administratifs, n'ont apparemment pas d'armes pour faire front aux troupes, sauf ça et là quelques revolvers, et leur résistance s'effondre rapidement. De leur côté, les groupes d'ouvriers qui continuent à se battre contre les "gardes rouges" à l'aide de barres de fer, sont incapables de résister à la pression de l'armée, et il est probable que les bandes de paysans qui se sont rassemblés dans les différentes provinces ne constituent pas non plus, pour le moment, des armées insurrectionnelles.

Le soutien des troupes permettra vraisemblablement aux maoïstes de rester maîtres des villes et de s'emparer du réseau administratif qui couvre le pays. Fragmentée en luttes éparses, inégalement développée suivant les villes et les régions, privée d'une direction capable de coordonner son action, l'opposition des ouvriers et des paysans ne peut pas tenir en échec l'appareil militaire. La lutte peut encore se prolonger quelques temps contre les mouvements de la paysannerie, si tant est que l'ampleur de ces mouvements n'ait pas été exagérée. Mais il est peu probable que des rebellions régionales de la paysannerie, puissent avant longtemps ouvrir les perspectives à une crise du régime.

Si, comme il paraît vraisemblable, la Chine parvient, après un mois d'agitation tumultueuse, à une phase d'apaisement relatif, la lutte se poursuivra sous de nouvelles formes. Les maoïstes et l'armée vont entreprendre une restructuration de l'appareil de domination. Il est probable que, pour cela, ils freineront la démagogie anti-bureaucratique des "gardes rouges" et des "rebelles" qui a atteint un paroxysme dangereux, et entreprendront de récupérer le maximum d'hommes compétents dans la fraction vaincue. Il n'est nullement exclu que l'opération s'accompagne d'une certaine dose de terreur sanglante, bien que l'impossibilité de laisser se créer un vide administratif dangereux soit de nature à limiter l'ampleur de l'épuration. Mais même si les maoïstes parviennent rapidement à mettre en place un appareil qui amalgamera autour de l'armée une partie de la fraction vaincue et de nouveaux cadres extraits de la "garde rouge", de la classe ouvrière et de la paysannerie, les véritables objectifs de la révolution culturelle ne seront pas encore atteints. Celle-ci n'est qu'un moyen qui doit permettre, après sept ans de crise et de développement ralenti, d'accélérer brutalement la croissance économique de la Chine. C'est sur "le front de la construction économique"



# En Chine: L'armée contre les ouvriers et les paysans

## LA VERITE DE LA " REVOLUTION CULTURELLE " .

Les événements de février et de mars ont brutalement démenti les illusions qu'avait suscitées la "révolution culturelle" aussi bien parmi les pro-chinois et les "gardes rouges" du Quartier Latin que parmi certaines fractions trotskystes en France et dans d'autres pays. Il est vrai qu'il fallait être singulièrement aveugle pour ne pas voir que la révolution culturelle opposait en premier lieu les "gardes rouges" et les "rebelles" au prolétariat industriel et qu'au cours des multiples accrochages qui se produisaient dans la plupart des villes faisant des blessés et parfois des morts, c'étaient des ouvriers qui tombaient sous les coups des maoïstes. Il est vrai aussi qu'il fallait être décidé à ignorer a priori toute une foule d'informations qui, même si elles étaient partielles, ne pouvaient laisser aucun doute sur le fait que les ouvriers se battaient pour empêcher les formations maoïstes de venir faire la loi dans les usines et ripostaient par la grève, à la campagne déclenchée contre leurs "déviations économistes" c'est-à-dire en clair contre leur refus d'accepter une diminution des salaires. Il est vrai enfin, qu'il fallait être stupide pour assimiler la "garde rouge" à une force anti-bureaucratique agissant de manière spontanée et autonome alors que depuis l'été, ces jeunes gens sont nourris, hébergés et transportés aux frais de l'état et que leur "bigoterie" maoïste même en faisait des instruments aveugles de la fraction qui les a suscités et manipulés. (13)

Passé encore que des professeurs et des étudiants aient eu la tête tournée par les termes de "révolution culturelle" et aient trouvé dans l'in vraisemblable "livre rouge" on ne sait quel enrichissement du marxisme. Il y a plus de trente ans que l'Université française produit des intellectuels qui sont persuadés qu'on ne peut se situer dans le camp du prolétariat qu'en s'abêtissant. Mais que des trotskystes, ou du moins des gens qui se réclament de Trotsky, aient interprété la "révolution culturelle" comme le résultat d'une pression des masses contraignant les maoïstes à détruire, à leur corps défendant, la bureaucratie, montre à quelles aberrations peut conduire la transformation du marxisme en une simple collection de schémas passe-partout. Car enfin les choses sont maintenant tout-à-fait évidentes: la révolution culturelle n'aboutit qu'à une restructuration de l'appareil bureaucratique et à un renforcement extrême de la dictature qu'il exerce sur le prolétariat et les paysans.

L'ARMEE RESTRUCTURE L'APPAREIL CHINOIS.

Au moment où l'armée a été lancée dans la "révolution culturelle" de sérieuses menaces de dislocations pesaient sur le régime.

En premier lieu, les "gardes rouges" et les "rebelles" ne parvenaient pas à maîtriser la résistance du prolétariat. Les travailleurs s'organisaient à leur tour en gardes - dans les provinces de Mandchourie notamment, dans le Honan, le Shantoung, le Kwantoung etc., continuaient au cours de violentes bagarres à disputer les rues et les usines aux maoïstes, paralysaient les transports ferroviaires pour empêcher leurs adversaires d'acheminer des renforts et poursuivaient les mouvements de grève soit ouvertement, soit de manière perlée. Dans certaines villes, à Tsin-Tao par exemple, la production avait reculé de 40 %.

En second lieu, l'entreprise de faire pénétrer la révolution culturelle dans les campagnes, bien qu'elle n'ait pas été entamée sur une échelle générale, conduisait à une désorganisation de la production agricole. Menacés par l'épuration, les cadres des Communes rurales cessaient çà et là d'exercer leur contrainte sur les paysans qui désertaient aussitôt les travaux collectifs et on sait que des mouvements se produisaient parmi les ruraux pour reprendre et se partager diverses richesses mobilières appartenant aux Communes et à l'Etat. Le risque était grand de voir l'action épuratrice des gardes rouges aboutir à une dislocation de l'appareil d'encadrement des paysans et à une situation qui rendrait impossible les labours et les semailles du printemps.

Enfin, "gardes rouges" et "rebelles" prenant au pied de la lettre la démagogie antibureaucratique que leur avait insufflé les dirigeants maoïstes et l'amplifiant à l'extrême, étaient proprement en train de casser l'appareil de direction administrative et économique du pays ou du moins des villes. Sans doute "gardes rouges et rebelles" ne laissaient pas pour autant se créer un vide administratif complet puisqu'ils entreprenaient de se constituer en comités qui remplaceraient les autorités destituées. Mais on pouvait douter de la compétence de ces nouveaux cadres et le gouvernement de Pékin en douta en effet assez vite.

Face à cette situation, l'armée n'a pas seulement agi comme force d'intervention décisive venant épauler l'action des gardes rouges et des rebelles en difficulté. Elle s'est constituée en arbitre des fractions en conflit. D'un côté elle a pris possession des différents organes de l'administration et de la direction économique du pays sans que les gens en place puissent sérieusement s'y opposer. De l'autre elle a contenu l'action des gardes rouges et des rebelles allant jusqu'à les chasser, au besoin par la force, d'un certain nombre de bâtiments administratifs qu'ils avaient occupés et aussi des entreprises où elle s'est souvent interposée pour mettre fin aux bagarres entre gardes rouges et ouvriers, puis organiser la reprise du travail.

Dès lors les grandes heures de la "garde rouge" étaient passées et les rebelles connurent l'amertume des temps thermidoriens. On les laissa encore se livrer à leur parodie de révolution en proclamant la Commune à Shanghai et à Pékin, selon l'illustre exemple du Paris de 1871, puis Chou-en-laï annonça que le temps des désordres était terminé et qu'il n'était plus tolérable de laisser proliférer des organismes incompetents dont les actes entravaient la production. La "grande révolution culturelle" s'éteignit comme elle avait commencé: sur ordre du gouvernement.

Quelques organisations rebelles qui avaient trop pris au sérieux leurs tâches révolutionnaires furent dissoutes et quelques uns de leurs membres emprisonnés, le reste fut invité à entrer dans une "grande alliance" et à se laisser encadrer par la police et l'armée. Les excès de l'épuration furent dénoncés et parfois réprimés, les autorités soulignèrent que beaucoup de dénonciations avaient été inconsidérément portées contre des éléments qui n'étaient pas aussi capitalistes qu'on l'avait cru un moment, puis rebelles et gardes rouges furent invités à accepter dans la grande alliance les bureaucrates sur lesquels ils s'étaient acharnés quelques semaines auparavant. Aujourd'hui on en est tout simplement à reconstituer l'Appareil démantelé par la révolution culturelle.

Sans doute les choses n'en sont elles pas simplement revenues à leur point de départ. La bureaucratie du Parti, les cadres administratifs, l'Appareil de direction de l'économie ont subi une terrible leçon et seront désormais ployés dans une obéissance totale, étant d'un côté surveillés par la police et l'armée et de l'autre par les "rebelles" fortement repris en mains. Dans la mesure où elle se donnait pour but de briser les résistances que le Parti opposait à la ligne intérieure et internationale de Mao - Lin-Piao, la "révolution culturelle" est un indiscutable succès: les couches sur lesquelles aurait pu prendre appui un cours "révisionniste" ont été rudement mises au pas. Il serait pourtant certainement erroné de considérer que l'Etat maoïste est désormais assimilable à une dictature militaire. Si l'armée, dont la fraction Mao - Lin-Piao s'était assurée le contrôle bien avant qu'il ne soit question de "révolution culturelle", émerge de la crise comme la force qui surveille et organise la restructuration de l'appareil de direction du pays, cette armée n'est pas du tout l'équivalent d'une quelconque caste militaire se bornant à assurer l'ordre et à exploiter la nation à son profit. La Chine maoïste n'est pas tombée au rang de l'Egypte ou de l'Algérie. Comme par le passé et sans doute davantage encore le régime maoïste aura le souci de saturer les masses d'idéologie et de les organiser pour essayer de remodeler leur conscience et de les faire adhérer à sa manière d'être et à ses objectifs. L'armée chinoise n'est pas en train de se constituer en un corps extérieur à la population, monopolisant les fonctions de direction de la société, sans chercher à susciter une participation des masses aux idéaux du régime. Par ce biais des "comités rebelles" qui sont actuellement épurés et unifiés, comme par celui de ses détachements qu'elle implante dans les usines et envoie travailler dans les campagnes, l'armée va s'efforcer de multiplier ses liens avec les masses et de reconstituer l'unité totalitaire de la société sous son hégémonie.

#### LA DICTATURE SUR LES OUVRIERS ET LES PAYSANS SE RENFORCE.

Il est vrai qu'il existe de nombreux indices montrant que l'entreprise ne sera pas facile.

Si les diverses catégories de bureaucrates se résignent assez vite à faire l'autocritique qu'on exige d'eux avant de les réintégrer à l'appareil dirigeant, si les "gardes rouges et les rebelles" ont été sans grandes difficultés ramenés à l'obéissance et cantonnés dans le rôle que l'Etat veut bien leur assigner, une profonde cassure s'est produite entre la classe ouvrière et le régime.

Sous la pression des forces maoïstes, ouvriers et paysans ont dû reprendre le travail et les organisations de défense qu'ils avaient créées sont en train de se désagréger ou en tout cas ne peuvent plus opérer ouvertement. L'Etat a récupéré les augmentations de salaires que les autorités locales avaient dû consentir en janvier et les "comités rebelles" s'emploient à faire en sorte que les travailleurs soient

"volontaires" pour renoncer aux primes de production qu'ils percevaient auparavant. Pourtant la résistance du prolétariat se prolonge. A Canton, dans les villes industrielles de Mandchourie, à Tchoun-king, à Tsing-tao, les arrêts de travail, les manifestations, et les bagarres de rues ont plusieurs fois rebondi et malgré la présence des troupes, l'opposition des ouvriers se poursuit sous la forme de grèves perlées ; d'une aggravation de l'abstentisme, de la multiplication des actes de négligence dans le travail ou même de détériorations volontaires de l'outillage et des matières premières. Vers le milieu du mois de mars encore, les ouvriers continuaient à se concerter d'une usine à l'autre sur l'attitude à adopter et les réunions organisées par les "comités rebelles" sur les lieux de travail ne retentissaient pas que de paroles enthousiastes pour la lutte contre "l'économisme". Dans pas mal de cas, ces comités eux-mêmes ont dû être remaniés parce que les "ennemis de la révolution culturelle" s'y étaient infiltrés. La décision prise le 18 mars de placer les usines sous l'autorité directe de l'armée, montre assez que la situation restait préoccupant. Désormais, tandis que des détachements de soldats sont implantés dans les ateliers pour "aider à la production" et surtout, par la même occasion, pour surveiller les ouvriers, les endoctriner et faire prévaloir la discipline militaire dans le travail. Des mesures sont prises pour que les usines soient strictement isolées les unes des autres. Nul ne pourra sortir des entreprises pendant la journée et les réunions publiques se tiendront à l'avenir après le travail, en présence des cadres militaires. Concentrés sur les points névralgiques de la Chine prolétarienne, quelques trois millions de soldats sont en fait, en train de quadriller la population ouvrière.

Une situation analogue se développe dans les campagnes. Il est vrai que la "révolution culturelle" s'y déroule de manière particulière. Le risque de dislocation des Communes était trop grande pour que les maoïstes envoient les gardes rouges démanteler l'appareil d'encadrement de la paysannerie. Les réactions des cadres ruraux et des paysans devant les quelques tentatives qui furent faites dans ce sens aux environs des grandes villes, montrèrent qu'il y avait un danger très sérieux d'aboutir à des troubles, qui auraient au minimum provoqué une grave désorganisation de l'économie rurale et probablement la disette. L'armée ne pouvait pas à la fois rétablir l'ordre dans les villes et reprendre en mains les campagnes si la "révolution culturelle" y créait en même temps le chaos. C'est pourquoi les maoïstes ont été contraints de stopper l'action des gardes rouges dans les Communes aussitôt que l'échéance des labours de printemps s'est approchée.

Mais il ne s'agit probablement que d'un repli tactique et d'une pause. S'il est vrai que la "révolution culturelle" est la phase préparatoire d'une accélération de la construction économique, la mise au pas de l'appareil et le renforcement de la discipline du travail dans les usines, devra se prolonger par des mesures équivalentes dans les campagnes: en raison de leur nombre, ce sont évidemment les paysans qui devront fournir la quote part la plus importante du sur-travail qui sera nécessaire pour forcer les rythmes de la croissance économique. C'est pourquoi il faut sans doute, considérer que la décision de faire participer aux labours de printemps, une partie de l'armée, des "gardes rouges" et les milices populaires - soit probablement plus de 35 millions d'hommes organisés en détachements mobiles - constitue en fait le début de la mise en place d'un appareil de sur-encadrement militarisé de la paysannerie. Comme dans les villes, soldats, gardes rouges et miliciens, après avoir éventuellement suscité des groupes de "rebelles", auront pour tâche de combattre les "déviationnistes" des masses rurales, puis de les entraîner dans une intensification de la production.



# En Chine rien n'est tranché

## LA CASSURE ENTRE LES COUCHES DIRIGEANTES SUBSISTE - (14)

La crise chinoise se prolonge et s'aggrave. Il y a deux mois, l'intervention de l'armée dans la "Révolution Culturelle" et la formation de la "grande alliance" semblaient devoir mettre un terme à la période des désordres et ouvrir la voie à une restructuration d'un appareil dirigeant monolithique. Il est aujourd'hui évident que les choses ne vont pas aussi vite et il n'est même pas sûr qu'elles prennent cette direction.

Enrayée par la résistance du prolétariat et par la crainte de voir la paysannerie adopter la même attitude, la "Révolution Culturelle" a abouti à une sorte de dualité du pouvoir bureaucratique. Tandis qu'à Pékin Mao-Tse-Toung continue à voisiner avec Liu-Shao-Shi qui n'a pu être ni destitué ni arrêté, dans les provinces, maoïstes et anti-maoïstes restent face à face dans le cadre d'un compromis très instable et d'ailleurs très diversement dosé suivant les régions. Les maoïstes qui se sont emparés de la radio, de la presse et de tous les organismes de propagande et de diffusion de leur idéologie réduisent apparemment leurs adversaires au silence. Mais ceux-ci gardent de très fortes positions dans l'administration et l'appareil de direction de l'économie et, dans certaines provinces, leur pouvoir est resté beaucoup plus effectif que celui des maoïstes qui ne sont pas parvenus à conquérir une hégémonie indiscutée à l'échelle de la nation. Au cours des derniers mois il est même apparu que l'armée ne constituait nullement une force se situant au-dessus des factions rivales et capable de restituer à la bureaucratie chinoise aujourd'hui fractionnée et régionalisée, une forte cohésion centralisée. Sans parler même des généraux Ulanfu et Wang-en-Mao qui, en Mongolie et au Sinkiang, se comportent à peu près comme des seigneurs de la guerre, dans la Chine intérieure l'armée a été, au moins partiellement, happée dans la lutte des factions. Dans de nombreux cas, il y a une collusion évidente entre les unités militaires et la bureaucratie anti-maoïste restée en place de sorte que la politique Mao - Lin Piao n'est pas appliquée ou même est ouvertement combattue. En fait, les deux factions bureaucratiques se sont mutuellement neutralisées et le compromis qui s'est réalisé dans la "grande alliance" aboutit à un état de paralysie politique qui risque de devenir insupportable.

## 2 - ON SE BAT DANS LES PROVINCES

Les luttes d'ailleurs recommencent et s'aggravent. Les maoïstes sont depuis deux mois stoppés dans leur entreprise de conquérir partout le pouvoir et leurs adversaires contr'attaquent dans toute une série de provinces. On se bat à nou-

veau dans le Set-Chouen, le Kiangsi, le Hopeh, le Shantoung, le Honan, le Anwei, le Kweichow, etc.... Pour briser la résistance de leurs adversaires les maoïstes sont entraînés vers une politique de terreur: perquisitions et arrestations se multiplient au point que le gouvernement est obligé de freiner des pratiques qui désorganisent les services. De leur côté les anti-maoïstes attaquent les repaires de leurs adversaires sur lesquels semblent se cristalliser les haines d'une bonne partie de la population. Dans le Kiangsi, le Yunnan, le Hopeh, le Set-Chouen, etc.... des milliers de maoïstes sont assiégés et parfois capturés. Les assauts déclenchés contre les maoïstes parfois avec l'appui des troupes et des forces de sécurité sont violents. Il y a des morts et des blessés par centaines.

En même temps que l'affrontement des factions bureaucratiques les luttes ouvrières reprennent. On s'est battu tout le mois dernier dans les usines du Set - Chouen, dans les filatures de Suchou et dans les mines de Pinhsiang au Kiangsi, dans les faubourgs de Pékin et à Shanghai aussi, semble-t-il. Le bruit court que des "armées industrielles" sont en train de se former. Ce ne sont sans doute que des bandes d'emeutiers mais les accrochages se font plus durs. Si les ouvriers qui dans les faubourgs de Pékin attaquent les gardes rouges ne sont encore armés que de barres de fer, ailleurs ils ont utilisé des projectiles incendiaires et opéré des sabotages: tandis que les filatures de Suchou étaient mises en feu, 24 locomotives étaient détruites par explosif. Le gouvernement qui s'inquiète des dommages que subissent le matériel des entreprises et la production semble confirmer la violence croissante de ces luttes.

### 3 - VERS LA GUERRE CIVILE ?

Faut-il en conclure que la Chine est en train de glisser vers un état de guerre civile larvée ? L'extraordinaire dégradation qu'a subi la situation chinoise depuis un an incite au moins à se poser la question. Les luttes qui se trouvaient, l'an dernier, circonscrites à des cercles dirigeants très réduits, se sont étendues à l'ensemble de l'appareil, ont brisé son unité à travers tout le pays et tendent maintenant à se transformer, sporadiquement, en combats armés. Mais il est vrai aussi que les deux factions de la bureaucratie ont, au-delà de leurs divergences, des intérêts communs, qui les inciteront l'une et l'autre à essayer d'éviter que la multiplication des accrochages ne dégénère en un conflit interne généralisé. Le risque d'un développement chaotique qui briserait le régime lui-même est trop grand. C'est pourquoi, il est probable que chacune des deux factions, tout en essayant de grignoter les positions de l'autre - y compris par un usage localisé de la violence - et de faire basculer progressivement le rapport des forces en sa faveur, acceptera pendant un certain temps encore, cette sorte d'arbitrage conciliateur qui exerce, au prix de bien des difficultés, Chou-En-Lai.

Il n'est pas pour autant certain que les maoïstes et leurs adversaires parviennent à dominer le processus de violence dans lequel ils se trouvent entraînés. La partie ne se joue pas entre deux adversaires ayant la possibilité de calculer froidement leurs coups et pouvant librement manoeuvrer.

A la faveur de la cassure qui s'est produite dans l'appareil dirigeant, une importante partie du prolétariat est sortie de son intégration au régime totalitaire. Il est vrai que les luttes qu'engagent les ouvriers restent pour le moment morcelées et localisées. Il n'est pas sûr qu'elles soient toujours nettement délimitées de celles que déclenchent les bureaucrates anti-maoïstes. Il reste que, six mois après les premières tentatives faites par les maoïstes pour implanter



# Conclusion

## I - UNE PERIODE HISTORIQUE S'ACHEVE

Les théoriciens de l'Internationale Communiste avaient conçu la lutte des travailleurs des grandes puissances industrielles et le mouvement des masses opprimées des pays assujettis à l'impérialisme, comme les éléments d'un même processus révolutionnaire de destruction d'un système mondial d'exploitation. Cette estimation découlait à la fois d'une appréciation de l'impérialisme comme système décrivant un processus global et de la perspective de voir à bref délai les travailleurs d'avant-garde de tous les pays s'organiser dans un Parti mondial de la Révolution: la 3ème Internationale.

Compte tenu du rôle décisif que jouait alors l'exploitation des pays vassalisés dans l'expansion ou même le simple équilibre du capitalisme, il était légitime de penser que les révolutions des pays coloniaux ou semi-coloniaux, en retrécissant les champs d'application du capital impérialiste, provoqueraient dans les pays avancés de graves perturbations économiques et sociales de nature à faciliter la radicalisation du prolétariat et à accélérer le déclin des organisations réformistes. En retour, les luttes du prolétariat des pays avancés devaient, par leur valeur exemplaire et leur portée universelle, permettre au prolétariat des pays vassalisés de s'élever immédiatement au niveau de la conscience révolutionnaire du XX<sup>e</sup> siècle sans avoir à répéter toute la gamme des expériences qu'avaient eu à parcourir le prolétariat occidental à travers le XIX<sup>e</sup> siècle. Comme, par ailleurs, dans les pays vassalisés où s'était opéré un développement combiné du capitalisme et du féodalisme la bourgeoisie était incapable de mener à leur terme les tâches nationales et démocratiques agraires de la Révolution, les théoriciens de l'I.C. étaient parvenus à la conclusion que celle-ci s'opérerait sur la base d'une alliance du prolétariat et de la paysannerie qui en même temps qu'elle réaliserait les tâches nationales et démocratiques, aborderait les tâches socialistes. Les luttes des ouvriers et des paysans des pays vassalisés et celles du prolétariat des puissances impérialistes n'étaient pas seulement reliées et convergentes. Elles faisaient partie d'une dynamique mondiale du passage du capitalisme au socialisme.

Tout un ensemble de raisons interdisent de considérer que ces conceptions élaborées il y a maintenant un demi-siècle puissent être tenues pour une expression adéquate de la réalité contemporaine. Les révolutions anti-impérialistes et anti-coloniales ne sont arrivées à terme qu'après la 2ème guerre mondiale dans un contexte international caractérisé non pas par un approfondissement des luttes du prolétariat des pays avancés et par le renforcement d'un parti mondial de la Révolution, mais par une stabilisation progressive du capitalisme des pays les plus développés, une dégénérescence accentuée des partis ouvriers qui s'est, entre autres choses, traduite par un effacement presque total de l'internationalisme. Les conditions politiques d'une convergence entre les luttes sociales des pays avancés et celles des masses du Tiers-Monde ont fait entièrement défaut et cette situation à son tour a pesé sur les formes et le contenu des luttes qui se sont déroulées dans les pays vassalisés. Un certain nombre d'entre eux ( Inde, Indonésie, anciens territoires britanniques de l'Asie du Sud-Est, Tunisie, etc....) ont accédé à l'indépendance dans un cadre bourgeois. D'autres, où la bourgeoisie était embryonnaire ou réduite à une mince couche

liée à l'impérialisme, sont devenus des états nationaux dirigés par une bureaucratie militaire et civile qui domine un secteur étatisé plus ou moins étendu coexistant avec un secteur bourgeois ( Egypte, Algérie, etc. ). Dans quelques cas plus rares ( Chine, Nord-Vietnam) le renversement de l'impérialisme s'est effectué en même temps que celui de la bourgeoisie et du féodalisme par le moyen d'une révolution paysanne à direction bureaucratique d'où est finalement surgi un système d'exploitation bureaucratique analogue à celui de la Russie. Mais nulle part les révolutions ne se sont réalisées sur la base d'une alliance de la paysannerie et du prolétariat aboutissant au pouvoir socialiste des conseils ouvriers et paysans et dans ces conditions les luttes qui se sont déroulées dans le Tiers-Monde ne pouvaient pas être reconnues par le prolétariat occidental comme ayant une valeur universelle et exemplaire. Leurs objectifs fondamentaux - l'indépendance nationale, la liquidation des survivances féodales dans la vie économique, familiale et culturelle, le démarrage de l'économie, etc... - qui n'ont d'ailleurs la plupart du temps pas été réalisés, ne constituaient guère qu'une répétition des objectifs atteints en Europe au XIX<sup>e</sup> siècle. Ce qui pour les masses accablées par le retard historique du Tiers-Monde représente un avenir tenu pour libérateur, ne constitue pour les travailleurs occidentaux que l'image du passé ou du présent de leur condition. L'incapacité où s'est trouvé le prolétariat des pays avancés à faire surgir les perspectives d'un au-delà socialiste du capitalisme développé, a conduit les peuples du Tiers-Monde à réduire leurs aspirations à celle de la nationalité et du développement; et par voie de conséquences l'unité historique de la lutte contre le système mondial impérialiste a été perdue de vue par les travailleurs des pays industrialisés comme par les masses des pays vassalisés.

Près d'un demi-siècle après la fondation de la III<sup>e</sup> Internationale, le processus de transition vers le socialisme n'est pas commencé. Tandis que la perte d'un certain nombre de positions impérialistes ( Chine, Viet-Nam, Cuba, etc. ) n'a nullement empêché l'expansion de l'économie capitaliste dans les pays occidentaux de s'amplifier, les pays sous-développés, qui se sont désormais presque tous constitués en états nationaux, se trouvent seulement devant la tâche de mettre en place un appareil de production qui serait au niveau des premières étapes du développement capitaliste. Mais bien entendu les pays sous-développés ne vont pas répéter avec un siècle ou davantage de retard, les phases par lesquelles est passé le capitalisme occidental. Si la bourgeoisie a été capable dans un certain nombre de pays vassalisés de mener à son terme la reconquête de l'indépendance politique nationale, elle n'a que rarement et incomplètement résolu les problèmes agraires qui conditionnent le démarrage économique et réalisé les accumulations de capitaux et les investissements qui permettraient une croissance économique équilibrée. Les nouveaux états bourgeois indépendants ne connaissent qu'une croissance économique très lente qui s'opère à travers de graves distorsions faisant présumer qu'ils se trouveront de plus en plus conduits à faire appel aux capitaux impérialistes et de s'y subordonner. En fait c'est le capitalisme d'Etat de type chinois qui a paru jusqu'ici constituer le modèle le plus efficace pour surmonter le sous-développement. La subordination directe du prolétariat et des paysans à l'Etat qui centralise toute la plus-value et peut distribuer les investissements vers les différents postes sans subir les lois de la production bourgeois, pour la raison même que la planification bureaucratique a remplacé le marché, l'encadrement de la population par un appareil totalitaire qui ne cesse de diffuser l'idée que l'effort productif est la valeur suprême de la vie sociale, donnent au capitalisme bureaucratique une indiscutable supériorité sur les états bourgeois du Tiers-Monde.

La question se pose dès lors de savoir si les états bourgeois du Tiers-Monde qui restent plus ou moins enlisés dans une semi-stagnation ne vont se trouver conduits à sauter au stade bureaucratique et si, par conséquent, celui-ci ne constitue pas une étape inévitable du développement historique de ces pays.

Le passage d'un pays au système bureaucratique s'est jusqu'ici réalisé en fonction de situations bien précises qui tenaient à la fois à sa dynamique sociale interne et à la conjoncture internationale. Sur le plan intérieur c'est l'incapacité de la bourgeoisie et du prolétariat à fournir une direction à la lutte des paysans contre le féodalisme agraire qui a conduit ceux-ci à se subordonner à un appareil bureaucratique et le même processus est en train de se dérouler actuellement au Sud Viet-Nam. L'incapacité de la bourgeoisie à jouer un rôle révolutionnaire est indiscutablement structurelle: c'est parce qu'elle est elle-même liée à l'exploitation féodale et usuraire du travail paysan qu'elle se trouve dans l'impossibilité d'en diriger la destruction. Mais la carence du prolétariat est d'une nature essentiellement conjoncturelle. Elle ne procède pas fondamentalement de la faiblesse numérique de la classe ouvrière. Dans un pays sous-développé celle-ci ne constitue de toute manière qu'un pourcentage infime de la population. Dans la Russie de 1917 ou la Chine de 1924 l'écrasante infériorité numérique du prolétariat ne l'empêcha pas d'émerger comme la force dirigeante de la révolution paysanne. Bien entendu cette constatation n'a qu'une portée relative. Le développement quantitatif du prolétariat a des conséquences politiques qualitatives. Si une révolution paysanne arrivait à maturité dans un pays sans industrie et où il y aurait seulement quelques ouvriers employés dans les ports et les chemins de fer, par exemple, la possibilité pour une classe ouvrière aussi atrophie d'assurer son hégémonie politique sur la révolution serait à peu près inexistante. Inversement le degré de développement numérique du prolétariat, sa concentration, son poids sur la vie sociale, facilitent indiscutablement sa constitution en force dirigeante de la révolution. Mais encore faut-il que le prolétariat soit politiquement en état d'assumer ce rôle. Le prolétariat chinois dont les actions avaient en 1925-27 brisé le pouvoir des seigneurs de guerre dans les villes ne joua aucun rôle dans le renversement du Kuo-Ming-Tang en 1948-49. La désorganisation de l'économie chinoise et le développement corrélatif du chômage avaient il est vrai partiellement décomposé le prolétariat. Mais surtout les travailleurs venaient de subir plus de vingt années de terreur blanche qui avaient entièrement atomisé la classe ouvrière, détruit ses organisations et férocement décapité son avant-garde. On pourrait à propos du Viet-Nam faire des constatations analogues. Dès le début de la lutte contre les français, les trotskystes qui avaient une implantation relativement forte dans le prolétariat furent systématiquement assassinés par les stalinien<sup>s</sup> du Viet-Minh, et la répression opérée par les impérialistes aidant, la lutte se déplaça vers les campagnes les plus reculées et se limita à une guerrilla sans liaisons avec le prolétariat agissant en tant que tel. A Cuba enfin c'est la forte hégémonie exercée par les stalinien<sup>s</sup> sur les ouvriers qui les isola de l'action insurrectionnelle des paysans de la Sierra que dirigeait la petite bourgeoisie.

Dans les trois cas examinés, la petite bourgeoisie et en particulier les couches d'intellectuels, jouèrent un rôle particulièrement important dans l'appareil politico-militaire qui dirigea l'action paysanne et fournirent de nombreux éléments à la nouvelle classe dirigeante qui s'organisa sur la base de la propriété d'Etat après la victoire de la Révolution. Mais cette métamorphose bureaucratique de la petite bourgeoisie comme d'ailleurs d'une fraction de la paysannerie et du prolétariat ne peut pas être considérée comme un processus résultant de déterminations purement objectives. Ce phénomène social a, certes, un arrière fond économique: le poids de l'économie impérialiste, le raccourcissement des délais selon lesquels s'opère la concentration du capital dans les pays sous-développés, la lenteur de la croissance, et parfois son arrêt, prédisposent les éléments petits-bourgeois à chercher une issue à leurs difficultés au-delà des horizons de la société bourgeoisie qui les met dans l'impasse. La pesée sociale de la petite bourgeoisie en crise contribue certainement à infléchir le processus historique dans le sens d'un développement bureaucratique. Mais cette pesée elle-même ne serait vraisemblablement pas décisive si le prolétariat é-

tait politiquement capable d'y faire contrepoids et de faire surgir une alternative socialiste à la solution bureaucratique.

On ne peut pas considérer que le système bureaucratique se trouve par avance contenu dans les contradictions et la dynamique sociale des pays sous-développés, de la même manière par exemple qu'on pouvait considérer que le régime capitaliste se trouvait préformé dans le développement des sociétés féodales de l'Occident et destiné à en éclore nécessairement par le moyen des révolutions bourgeoises. Non seulement il n'y a pas de rapports de production bureaucratiques constitués à l'avance dans le flanc des sociétés du Tiers-Monde, mais même la constatation que les couches bureaucratiques et les éléments portés à s'intégrer éventuellement à un appareil bureaucratique grandissent plus vite que le prolétariat, ne permettrait pas à elle seule d'établir que l'avenir appartient à la bureaucratie. La victoire d'une force sociale sur une autre ne résulte pas de leur rapport quantitatif.

En réalité, l'état de paralysie où s'est trouvé le prolétariat en Chine, au Viet-Nam et à Cuba résulte directement ou non de l'hégémonie qu'exerça sur lui le stalinisme. C'est la politique de Staline en 1924-27 qui brisa la force révolutionnaire du prolétariat chinois pour plus de vingt ans. C'est la politique stalinienne d'extermination des trotskystes, d'alliance avec la bourgeoisie nationale et de recherche d'un compromis avec l'impérialisme français qui permit à celui-ci d'implanter dans les villes un appareil de répression si massif que la lutte ne put se poursuivre que sous la forme d'une guerrilla paysanne. A Cuba, enfin, c'est la politique stalinienne de soutien à Batista qui exerça une action directement paralysante sur la classe ouvrière maintenue hors du combat jusqu'au dernier moment.

Or l'hégémonie stalinienne sur le prolétariat correspondait à une phase du développement mondial qui, bien qu'avec lenteur, est en voie de dépassement à travers tout un ensemble de contradictions internationales. Si les signes positifs d'une reprise de l'activité révolutionnaire du prolétariat sont encore rares et se dessinent à peine, ceux qui rendent manifeste la crise et le déclin du stalinisme se multiplient.

En premier lieu la nature de la société russe a largement perdu son mystère et son pouvoir attractif est profondément usé. Les luttes de classe livrées en 1953-56 par le prolétariat des Démocraties Populaires, les révélations du rapport Kroutchov, etc.... ont substitué à l'imagerie fabuleuse créée par la propagande stalinienne, la représentation prosaïque d'une société où les ouvriers et les paysans peinent durement et en sont encore à espérer atteindre un jour au niveau de consommation que permet le capitalisme occidental. Du même coup les rapports entre la classe ouvrière et les partis staliniens se sont modifiés. A l'époque où le capitalisme en état de crise chronique paraissait voué à un développement de plus en plus chaotique et meurtrier, la Russie avec son économie planifiée et sa croissance régularisée semblait offrir une alternative valable aux convulsions de la société bourgeoise. Ce n'est plus le cas depuis que le capitalisme a retrouvé ses capacités d'expansion. L'adhésion des ouvriers au stalinisme ne procède plus de leur volonté de transformer la société selon le modèle russe mais du fait que les partis staliniens et les syndicats qu'ils contrôlent accomplissent des fonctions réformistes. Ce glissement des P.C. vers le réformisme qui procède de leurs adaptations à la société bourgeoise avait été freiné par leur subordination à la Russie aussi longtemps que dura la guerre froide. Mais la phase de coexistence pacifique et de coopération économique avec l'impérialisme qui a succédé à la guerre froide a supprimé ce frein. Désormais toute la politique internationale de Moscou pèse dans le sens d'une transformation des P.C. en organisations qui se placent dans le cadre du statu quo et ne se donnent pas d'autre objectif que de réaliser pacifiquement quelques réaménagements secondaires du système capitaliste.

A mesure que la politique des P.C. reliés à Moscou s'est infléchi dans un sens réformiste et conciliateur les Chinois en ont développé une critique de gauche de plus en plus violente. Mais le maoïsme est surtout apparu comme un extrémisme bureaucratique dangereusement aventuriste et il n'est pas parvenu à se constituer en courant international important même dans les pays sous-développés. Il est peu probable que cette situation soit radicalement modifiée par les mystifications que produit la "révolution culturelle". Celle-ci cherche à repandre sur le plan internationale l'idée que la Chine vient de rompre de manière décisive avec les pratiques qui conduisent la Russie vers une dégénérescence bourgeoise et que le socialisme chinois vient de prendre un nouveau départ. Mais comme la lutte contre la bureaucratie est finalement en train de se réduire à une rééducation des mauvais bureaucrates, tandis que l'armée et les autres formations para-militaires procèdent à un encadrement redoublé de la population laborieuse qui prélude vraisemblablement à une intensification des efforts qui lui seront imposés comme, par ailleurs, les ouvriers et de façon plus limitée les paysans viennent de rendre manifeste que les antagonismes qui les opposent au régime sont déjà si profonds qu'ils ont dû être en janvier et février contenus par la force, il est probable que la Chine maoïste n'est pas au bout de ses difficultés. Paysans et ouvriers sont de nouveau plongés dans l'obéissance mais il est vraisemblable que leur lutte va se poursuivre sous de multiples formes de résistance à la production. Toute l'expérience prouve que la faiblesse des rendements du travail qui est la rançon du despotisme que le système bureaucratique fait peser sur les ouvriers constitue un obstacle presque infranchissable à l'accélération de la construction économique. Née des difficultés extrêmes auxquelles se heurte l'industrialisation de la Chine, la "révolution culturelle" pourrait bien se terminer par une phase de désorganisation de l'économie ouvrant la voie à de nouvelles convulsions du régime. Le développement des antagonismes entre les masses et les couches dirigeantes chinoises a déjà atteint un niveau trop élevé pour que le maoïsme puisse reproduire durablement sur le plan mondial les mystifications apparentées à celles qu'avait engendré le stalinisme. Avec quelques variantes idéologiques, le maoïsme n'est qu'une tentative de répéter le stalinisme qui intervient trop tard pour ne pas être désespérée.

Quant aux tentatives castristes ou guévaristes de reproduire dans le continent latino-américain des expériences organisées selon les théorisations qui ont été faites des révolutions cubaine et chinoise elles ne paraissent pas avoir beaucoup d'avenir. Les dissemblances de situations d'un état à l'autre, les inégalités de développement souvent énormes qui existent suivant les régions d'un même état, interdisent aux guerrillas paysannes de se généraliser et les condamnent à traverser d'abord une phase d'extension seulement régionale. Séparées du prolétariat elles n'ont nulle part développé jusqu'ici une puissance suffisante pour échapper à la destruction. Il est certain que si, dans les années à venir elles parvenaient à prendre une extension menaçante, les forces de l'impérialisme américain n'hésiteraient pas à intervenir directement contre elles. Si les choses en venaient là, la tâche des troupes américaines ne serait pas nécessairement facile. Mais l'U.R.S.S. et la Chine qui laissent impunément bombarder le Nord Viet-Nam ne prendraient certainement pas de risques plus grands pour les latino-américains et l'aide qu'ils leur apporterait serait certainement insignifiante. Dans ces conditions on ne voit pas comment les latino-américains pourraient avoir la possibilité de contraindre la super-puissance américaine à renoncer à des positions économiques et stratégiques qui sont pour elle d'une importance décisive. La vérité est que les castristes projettent tout simplement sur l'avenir les enseignements d'expériences passées qui ne correspondent plus aux rapports de forces qui se sont depuis lors institués dans le monde. La crise interne que subissent les états bureaucratiques a rompu l'équilibre stratégique en faveur de l'impérialisme donnant à celui-ci la possibilité de pratiquer une politique d'intervention contre-révolutionnaire qui rend hautement invraisemblable le succès d'insurrections de type castriste en Amérique Latine.

La même situation existe au demeurant dans les autres continents sous-développés avec un obstacle supplémentaire: à l'exception de l'Inde où une faible fraction du P.C. s'est rangée du côté de Pékin, il n'existe nulle part de formations politiques un tant soit peu importantes se donnant pour objectif une transformation bureaucratique de la société.

La guerre du Viet-Nam peut conduire à diverses phases dramatiques de l'escalade. Il n'est guère imaginable qu'elle se termine par une victoire du Vietcong et la défaite de l'impérialisme. Elle appartient en réalité à une période qui est en train de prendre fin: celle où des insurrections paysannes à direction bureaucratique ont pu vaincre sans être reliées à la lutte internationale du prolétariat. Apparues avec le renforcement mondial du stalinisme les révolutions paysannes-bureaucratiques vont disparaître de la scène avec son déclin. L'entreprise de mettre en place dans les limites de l'U.R.S.S., puis des Démocraties Populaires et de la Chine, une puissance qui équilibrerait et surclasserait celle du monde impérialiste s'est révélée irréalisable à mesure que les états capitalistes sont parvenus à résorber la crise de 1930 et à réactiver puissamment leur croissance économique. Dans la course à la puissance stratégique le camp bureaucratique a fléchi le premier, et ce fléchissement contraint Moscou et les partis qui lui restent reliés à pratiquer une politique de compromis et d'apaisement mondial vis à vis de l'impérialisme. Face à l'émergence de la superpuissance des U.S.A. et de leur politique d'intervention mondiale pour la sauvegarde du statu-quo, les révolutions du Tiers-Monde ne peuvent plus dans l'ensemble aboutir à la formation de nouveaux états bureaucratiques sans recevoir du "camp socialiste" et du prolétariat international un soutien actif que les états et les partis communistes ne sont plus en mesure de leur apporter. La longue subordination du mouvement révolutionnaire aux intérêts de l'U.R.S.S. et de ses alliés aboutit finalement à une situation qui ferme la voie à la multiplication des états bureaucratiques. En dernière analyse le phénomène était conjoncturel bien que - comme on l'a déjà souligné - son développement ait été favorisé par certaines caractéristiques structurelles des sociétés sous-développées.

## II - D'AUTRES HORIZONS APPARAISSENT

Si la période écoulée se termine par un indiscutable renforcement du statu-quo mondial son bilan ne peut pas cependant être considéré comme entièrement négatif et tous les horizons ne sont pas barrés devant un redémarrage du mouvement révolutionnaire mondial.

En premier lieu l'accession de presque tous les états coloniaux ou semi-coloniaux au rang de pays indépendants peut conduire dans une nouvelle étape à des luttes de classes se situant à un niveau beaucoup plus élevé. Dans les pays assujétis à la domination des puissances impérialistes, surtout si celle-ci prend la forme de la domination coloniale l'oppression nationale a conduit les masses à ressentir le besoin de récupérer leur identité nationale et culturelle comme le plus fondamental et cette situation a largement contribué à maintenir les travailleurs dans la subordination aux couches dominantes locales. Mais dans la mesure où les divers états qui se sont constitués dans les anciens empires coloniaux continuent, qu'ils soient bourgeois ou bureaucratiques, à faire subir une lourde exploitation aux producteurs, les contradictions de classes précédemment enfouies derrière les objectifs nationaux ou mystifiées par les multiples variantes du "socialisme national" se trouveront désormais en condition d'émerger. Les "socialismes" arabe, indien, bouddhiste, chinois etc. n'ont bien entendu pas le même contenu social et traversent divers types de systèmes d'exploitation bourgeois ou bureaucratiques,

présentant des caractères parasitaires plus ou moins accentués. Leur degré d'indépendance vis à vis de l'impérialisme est très différent ainsi que le degré d'accomplissement des transformations agraires qu'ils ont opéré. Mais dans chacun d'eux les masses ouvrière et paysannes sont en train d'effectuer des expériences qui leur donnent la possibilité d'arriver à la prise de conscience que leur libération effective ne peut se réaliser que par le dépassement des formes bourgeoises ou bureaucratiques d'organisation de la société. Hier limitées à des objectifs qui étaient hétérogènes à ceux du prolétariat des pays avancés, les luttes des masses du Tiers Monde vont entrer dans une période où les conditions seront données pour qu'elles s'intègrent dans la lutte mondiale pour le Socialisme. Si dans les années à venir, par exemple, le prolétariat et la paysannerie chinoise sont conduits à ébranler le régime maoïste, leur lutte aura sur le prolétariat et la paysannerie des pays bureaucratiques de Russie et d'Europe, ou même sur les travailleurs des pays de l'Ouest un retentissement tout à fait autre, de celui que pourrait avoir une insurrection de paysans affamés contre les usuriers et les propriétaires fonciers. Mais il est évident qu'aucune action révolutionnaire dans les pays sous-développés ne pourrait réaliser de manière durable un dépassement socialiste des formes bourgeoises et bureaucratiques de l'exploitation, séparément de luttes victorieuses des travailleurs des pays avancés. La clef de la libération socialiste du monde reste dans les pays qui ont pu procéder à une accumulation de potentiel productif suffisant pour qu'il soit possible de ne pas seulement socialiser la misère. Or dans les vieux pays avancés une période historique est aussi en train de se terminer. Et on ne peut pas se borner à en dresser un bilan négatif. La dégénérescence des partis de la IIIème internationale se termine par leur alignement sur le vieux réformisme dont ils ne se distinguent plus que par des nuances insignifiantes. Mais le réformisme ne peut pas à la longue canaliser et contenir les revendications prolétariennes qui tendent à se développer au stade du capitalisme monopoliste d'Etat. A partir du moment où est franchi un certain niveau de richesse sociale, la contestation du capitalisme par les travailleurs concerne moins la situation qui leur est faite comme consommateurs que la condition à laquelle ils sont assujettis comme producteurs. C'est l'organisation du travail et de la production et finalement, en même temps que les buts eux-mêmes de cette production, toute l'organisation sociale à laquelle ils sont liés qui de proche en proche se trouvent exposés à la critique pratique des travailleurs. Cette nouvelle phase de la lutte prolétarienne commence à peine mais elle est contenue dans la logique du capitalisme en expansion. Dès l'étape actuelle et avant même que les contradictions de l'accumulation aient conduit les pays avancés vers de nouveaux déséquilibres internes, il est possible sur la base d'un programme qui expliciterait et systématiserait des objectifs révolutionnaires qui ne sont encore perçus que de façon élémentaire et confuse par les travailleurs, de préparer la voie au dépassement du réformisme. C'est de la réalisation de cet objectif que dépend en définitive la réintégration des luttes sociales des différentes catégories de pays dans une dynamique mondiale de la révolution. Il est en effet vraisemblable que lorsque le prolétariat des grands pays industriels parviendra à développer une critique pratique du capitalisme avancé et des formes dégénérées du mouvement ouvrier, la classe ouvrière des états du Tiers Monde, se trouvera de son côté entraînée vers une nouvelle étape d'organisation et de lutte.

Jusqu'ici le mouvement ouvrier des pays sous-développés a décrit une histoire qui dans ses phases de radicalisation et de déclin opportuniste se trouve étroitement reliée à celle du mouvement ouvrier des pays avancés. Lorsque les travailleurs d'Asie et d'Amérique latine s'éveillèrent à la conscience de l'antagonisme du capital et du Travail ce sont les idéologies les plus avancées de l'époque - anarcho-syndicalisme et bolchevisme - qui servirent de mode d'expression à leurs aspirations. Par la suite, c'est la montée du Stalinisme - notamment lorsque le Kuomintern passa de l'aventurisme meurtrier de la 3ème période à l'abandon de la lutte anticoloniale

et anti-impérialiste, sous le prétexte de ne pas affaiblir les démocraties impérialistes opposées aux états fascistes - que le rôle du prolétariat des pays vassalisés déclina et que ses objectifs spécifiques se trouvèrent au point que, dans certains cas, les partis nationalistes purent se subordonner directement les organisations ouvrières.

Il ne peut certes pas être question de se borner à attendre que la remontée de la courbe du mouvement prolétarien des pays avancés entraîne le mouvement prolétarien du Tiers-Monde à décrire une trajectoire analogue. Tout un ensemble de tâches théoriques et pratiques doivent dès la phase actuelle préparer la voie à une nouvelle étape. Une des plus nécessaires est de critiquer les conceptions qui, présentant la guérilla comme type de lutte d'une efficacité privilégiée déplacent du prolétariat vers la paysannerie, l'axe de classe du combat anti-impérialiste. Reflets de la crise historique du mouvement ouvrier mondial ces idéologies - maoïstes, castroïstes, etc.. - et les pratiques qu'elles prétendent instituer contribuent à l'approfondir: alors qu'il faudrait rechercher les revendications et les formes d'organisation et de lutte pouvant conduire la classe ouvrière à assumer les fonctions politiques dirigeantes de la révolution, elles tournent le dos à ces tâches en mettant au premier plan des objectifs qui ne peuvent pas jouer un rôle mobilisateur pour le prolétariat industriel et contribuent ainsi à accentuer sa passivité.

Tout cela ne se réalisera pas, cela va de soi, dans un délai de quelques années. Il s'agit des tâches de toute une période historique dont il n'y a aucun moyen d'apprécier la durée. Il est probable que pendant longtemps encore, les analyses défaitistes seront plus faciles à produire que la critique pratique des systèmes contemporains d'exploitation, et que l'action militante restera obscure et prosaïque. Le poids des idéologies et des organisations qui ont pris forme dans la période précédente continuera à peser lourdement sur la conscience politique et les activités des travailleurs, et il leur faudra certainement de longues années encore d'expériences négatives des directions traditionnelles, pour parvenir à la conclusion qu'elles ne peuvent plus offrir d'alternative à la domination du Capital. Pourtant cette situation désespérante qui depuis des décennies a cantonné les organisations révolutionnaires, restées numériquement infimes, dans des activités apparemment stériles, subit lentement l'érosion du mouvement historique. Il y a un peu moins de vingt ans le stalinisme était au zénith de sa puissance, sa cohésion paraissait sans fissure et de l'Allemagne de l'Est à la Chine, la domination de la bureaucratie semblait inébranlable. Il est aujourd'hui engagé dans un processus déjà très avancé de décomposition idéologique, et si le système bureaucratique a surmonté les révoltes prolétariennes de 1953 à 1956, il reste partout embourbé dans une situation de crise latente, qu'aucune mesure de replâtrage, qu'elle soit du style krouchtévien ou à l'inverse du style maoïste, n'est parvenue à résorber. Il faut être myope pour ne pas apercevoir que l'effritement de ce formidable barrage contre-révolutionnaire que le stalinisme a constitué pendant quelques 40 ans, bouleversera à la longue toutes les représentations que des millions d'hommes se sont faites jusqu'ici du monde, et les conditions mêmes de l'action révolutionnaire.

En vingt ans les empires coloniaux se sont effondrés. Des millions d'hommes qui au temps de la domination directe de l'étranger n'ont pu dépasser les horizons du nationalisme, sont en train de vivre l'expérience de l'exploitation dans les sociétés décolonisées. Il serait vraiment singulier qu'ils ne finissent pas par en tirer quelques conclusions.

Il y a un peu plus de vingt ans, le capitalisme disloqué par la guerre entreprenait une difficile reconstruction en Europe et au Japon. L'indiscutable réussite de





Supplément au N° de Janvier  
de "*POUVOIR OUVRIER*"  
C C P 13.629-59 PARIS

**Prix 3 F**